



HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°74-2022-093

PUBLIÉ LE 27 AVRIL 2022

Sommaire

74_DDFIP_Direction départementale des finances publiques de Haute-Savoie / Pôle pilotage et ressources

74-2022-04-20-00004 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté 2022-0013 portant mise à jour des délégations de signature du SIE de Sallanches (3 pages) Page 6

74_DDPP_Direction départementale de la protection de la population de Haute-Savoie / Service protection et sécurité du consommateur

74-2022-04-21-00001 - arrêté préfectoral DDPP/PSC 2022-1468 du 21 avril 2022 modifiant l'arrêté préfectoral DDPP/PSC 2022-196 portant sur le tarif des courses de taxi pour 2022 en Haute-Savoie (3 pages) Page 10

74_DDPP_Direction départementale de la protection de la population de Haute-Savoie / Service santé protection animale et environnement

74-2022-04-20-00003 - Arrêté n°DDPP/SPAE/2022-01452 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Krisztina KURUCZ (2 pages) Page 14

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / 74_DDT_Service_Economie_Agricole

74-2022-04-19-00007 - Arrêté n° DDT-2022-0592 autorisant Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de SAMOËNS (4 pages) Page 17

74-2022-04-19-00008 - Arrêté n° DDT-2022-0593 autorisant Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune du BOUCHET-MONT-CHARVIN (4 pages) Page 22

74-2022-04-19-00009 - Arrêté n° DDT-2022-0594 autorisant Monsieur BERGER Harold à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de GLIERES VAL-DE-BORNE (4 pages) Page 27

74-2022-04-19-00011 - Arrêté n° DDT-2022-0595 autorisant Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune des CONTAMINES-MONTJOIE (4 pages) Page 32

74-2022-04-19-00012 - Arrêté n° DDT-2022-0596 autorisant M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur les communes de SALLANCHES - LE REPOSOIR (4 pages) Page 37

| | |
|--|---------|
| 74-2022-04-19-00013 - Arrêté n° DDT-2022-0597 autorisant Monsieur GOSETTO Laurent à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur les communes de PERRIGNIER - DRAILLANT - VAILLY (4 pages) | Page 42 |
| 74-2022-04-19-00010 - Arrêté n° DDT-2022-0598 autorisant Monsieur VITTOZ Sébastien à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur les communes de BONNEVAUX et LE BIOT (4 pages) | Page 47 |
| 74-2022-04-19-00014 - Arrêté n° DDT-2022-0599 autorisant Madame PONTHEU Océane à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de CHEVALINE (4 pages) | Page 52 |
| 74-2022-04-20-00002 - Arrêté n° DDT-2022-0600 autorisant M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur les communes de CONTAMINES-MONTJOIE, SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et PASSY (4 pages) | Page 57 |
| 74-2022-04-21-00006 - Arrêté n° DDT-2022-0608 autorisant Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de MANIGOD (4 pages) | Page 62 |
| 74-2022-04-21-00007 - Arrêté n° DDT-2022-0609 autorisant M. BOZON-LIAUDET Renaud à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de MANIGOD (4 pages) | Page 67 |
| 74-2022-04-19-00016 - Arrêté n° DDT-2022-0616 autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs de défense renforcée en vue de la défense de son troupeau contre la prédation du loup (Canis lupus) sur la commune de MANIGOD (5 pages) | Page 72 |

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie /

Direction départementale des territoires de Haute-Savoie-STEM

| | |
|---|---------|
| 74-2022-04-19-00006 - Arrêté n° DDT-01-74-2022-01?? portant réglementation de la circulation sur l autoroute A 40 pendant la maintenance et les essais techniques des équipements présents dans les deux tubes du tunnel du Vuache et des travaux d entretien divers dans les zones adjacentes fermées à la circulation. (12 pages) | Page 78 |
| 74-2022-04-22-00001 - Arrêté n° DDT-2022-0615?? portant réglementation de la circulation sur la RN 205, entre le PK 16.400 et le PK 7.000, dans les deux sens de circulation, sur les communes de Passy et des Houches afin de réaliser les travaux de réfection des chaussées du PK 14.600 au PK 10.600. (8 pages) | Page 91 |

74-2022-04-21-00009 - Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0605 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière « ACCES FORMATION », siège social situé 585 rue Parmentier 38140 IZEAUX, Madame Géraldine ALTUCCINI (2 pages) Page 100

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Service eau et environnement

74-2022-04-19-00005 - Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0588 du 19 avril 2022 portant sur la construction du lotissement "Le Courtil" sur la commune de MAGLAND par ARTIM SAS (3 pages) Page 103

74-2022-04-19-00004 - Arrêté Préfectoral n° DDT-2022-0589 DU 19 avril 2022 portant sur les travaux de restauration des continuités écologiques de la rivière "La Chaise" sur la commune de Saint-Férréol (3 pages) Page 107

74-2022-04-19-00003 - Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0585 portant sur la définition des agglomérations d'assainissement (26 pages) Page 111

74-2022-04-19-00001 - Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0586 portant sur la définition des agglomérations d'assainissement Haute-Savoie et Savoie (4 pages) Page 138

74-2022-04-19-00002 - Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0587 portant sur la définition des agglomérations d'assainissement Haute-Savoie et Ain (4 pages) Page 143

74-2022-04-25-00001 - Décision préfectorale n°DDT-2022-0617 portant opposition à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement relative à la création d'un passage busé sur le Moiron, au lieu-dit "Yvre", entre les parcelles OH-0819 et OG-1522 dans la commune REIGNIER-ESERY. (4 pages) Page 148

74_direction_emploi_travail_solidarites /

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2022-04-21-00005 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2022-0167 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne JOHNSTON Charlotte?? (1 page) Page 153

74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman /

74-2022-04-21-00010 - DGDDI - Décision 2022/4 C du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative. (72 pages) Page 155

74_Pôle administratif des installations classées /

74-2022-04-25-00002 - APPAIC-2022-0027 - SA SAGRADRANSE (2 pages) Page 228

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie / Direction des relations avec les collectivités locales

74-2022-04-21-00004 - AP Nomination comptable AFPA du Plateau de Loex (1 page)

Page 231

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie / Service interministériel de défense et de protection civiles

74-2022-04-19-00015 - Arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0039~~??~~ portant renouvellement d'agrément du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme (CD74 FFSS) pour les formations aux premiers secours (3 pages)

Page 233

74-2022-04-21-00008 - Je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe l'arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0040 portant renouvellement de l'agrément départemental de sécurité civile pour l'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie (ADSSM 74). (3 pages)

Page 237

DSDEN 74 /

74-2022-04-11-00006 - Arrete DSDEN SDJES RH 2022-0002-1 (2 pages)

Page 241

74_DDFIP_Direction départementale des
finances publiques de Haute-Savoie

74-2022-04-20-00004

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté
2022-0013 portant mise à jour des délégations de
signature du SIE de Sallanches

DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à :

- Mme Mireille GUYOT, Inspectrice divisionnaire, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches ;
- Mme Isabelle BOUCHET, Inspectrice, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches ;
- Mme Valérie GEROUDET, Inspectrice, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches ;
- Mme Nathalie PONCHAUD, Inspectrice, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches ;
- M. Yann PONCHAUD, Inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de Sallanches ;

à l'effet de signer ;

:

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement ;

8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations

de créances ainsi que pour ester en justice ;

9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite du tableau précisée ci-dessous.

aux agents désignés ci-après :

| NOM PRENOM | GRADE | LIMITE DE DECISION CONTENTIEUSE | LIMITE DE DECISION GRACIEUSE |
|--------------------|------------------------|------------------------------------|---------------------------------|
| CALVET NAZE Cécile | Contrôleuse principale | 10 000 € | 10 000 € |
| COUPEZ Julien | Contrôleur principal | 10 000 € | 10 000 € |
| GILLARD David | Contrôleur principal | 10 000 € | 10 000 € |
| MORTUREUX Séverine | Contrôleuse principale | 10 000 € | 10 000 € |
| WARIN Diane | Contrôleuse principale | 10 000 € | 10 000 € |
| ADRION Laurent | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| BRISSAUD William | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| BRUN Nathalie | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| CAUMONT Ninha | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| CHOULET Gérald | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| COLLET Méline | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| DELVAL Philippe | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| FARASTIER Isabelle | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| FAVERAUD Audrey | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| KIM LACROIX Céline | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| LANNE Éric | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| MARTIN Sabine | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| MILLET Frédéric | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| OUDIN Gilles | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| PRATABUY Mylène | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| RONDEAU Corinne | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| TRASTOUR Jérôme | Contrôleur | 10 000 € | 10 000 € |
| VALLI Géraldine | Contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € |
| BOURSIER Mickaël | Agent | 2 000 € | 2 000 € |
| DELLA VALLE | Agent | 2 000 € | 2 000 € |
| HALLOUIN Patricia | Agente | 2 000 € | 2 000 € |
| HEGI Lydie | Agente | 2 000 € | 2 000 € |
| RUBIO Mélanie | Agente | 2 000 € | 2 000 € |

Article 3

Délégation de signature est donnée à effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délais de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-dessous ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| BRISSAUD William | Contrôleur | 10 000 € | 6 mois | 15 000 € |
| CHOULET Gérald | Contrôleur | 10 000 € | 6 mois | 15 000 € |
| KIM LACROIX Céline | Contrôleuse | 10 000 € | 6 mois | 15 000 € |
| DELLA VALLE Claude | Agent | 2 000 € | 6 mois | 15 000 € |
| HEGI Lydie | Agente | 2 000 € | 6 mois | 15 000 € |

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Haute-Savoie

A Sallanches , le 20 avril 2022

Le Comptable, Responsable du SIE de Sallanches


Olivier TURLOTTE

74_DDPP_Direction départementale de la
protection de la population de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00001

arrêté préfectoral DDPP/PSC 2022-1468 du 21
avril 2022 modifiant l'arrêté préfectoral
DDPP/PSC 2022-196 portant sur le tarif des
courses de taxi pour 2022 en Haute-Savoie



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations**

Le préfet de la Haute-Savoie

Le **21 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Arrêté n° DDPP/PSC-2022-1468
modifiant l'arrêté n°DDPP/PSC-2022-00196
portant sur le tarif des courses de taxi pour 2022 en Haute-Savoie

VU le code de commerce, et notamment son article L. 410-2 ;

VU le code des transports, 3ème partie « transport routier » ;

VU les décrets n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instruments de mesure taximètres et n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatifs au contrôle des instruments de mesure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie à compter du 24 août 2020 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 novembre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi ;

VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi ;

VU l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service et celui du 13 février 2009 relatif aux dispositifs lumineux de tarifs pour taxi ;

VU l'arrêté ministériel n°83-50/A du 3 octobre 1983 relatif à la publicité des prix de tous les services, modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2021, relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2022 ;

Préfecture de la Haute-Savoie - DDPP - BP 2332 - 74034 Annecy Cedex

Tél : 04.50.33.60.00 (choix 4)

Accueil téléphonique du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00

Réception du public sur rendez-vous

Méi : ddpp@haute-savoie.gouv.fr

1/3

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2022 portant revalorisation infra-annuelle des tarifs des courses de taxi en 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral modifié N°2011012-0001 du 12 janvier 2011 relatif à l'exploitation des taxis et voitures de petite remise en Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral N° PREF/DCLP/Circulation 2016-0001 du 14 janvier 2016 portant modification de l'article 17 de l'arrêté préfectoral N°2011012-0001 du 12 janvier 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral N° DDPP/PSC-2022-00196 du 18 janvier 2022 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2022 en Haute-Savoie ;

VU l'avis de madame la directrice départementale de la direction de la protection des populations de la Haute-Savoie ;

SUR proposition de madame la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de la modification

L'article 4, l'article 5 et l'article 10 de l'arrêté préfectoral n°DDPP/PSC-2022-00196 du 18 janvier 2022 portant sur le tarif des courses de taxis pour 2022 en Haute-Savoie sont modifiés comme suit :

« Article 4 – Tarif kilométrique

« Le prix du kilomètre s'appliquant à la distance parcourue du point de stationnement jusqu'au retour à ce point de stationnement est fixé comme suit, la valeur de la chute étant de 0,10 € :

| Position du compteur | Tarif kilométrique (TVA comprise) | Distance de chute en mètres (valeur de la chute = 0,10 €) |
|----------------------|-----------------------------------|---|
| TARIF A | 1,08 € | 0,10 € tous les 92,59mètres |
| TARIF B | 1,62 € | 0,10 € tous les 61,73 mètres |
| TARIF C | 2,16 € | 0,10 € tous les 46,30 mètres |
| TARIF D | 3,24 € | 0,10 € tous les 30,86 mètres |

Signification des différentes positions tarifaires

TARIF A : Course de jour (sauf les dimanches et jours fériés) trajet aller et retour en charge

TARIF B : Course de nuit (de 19 heures 00 à 8 heures 00) ;
- ou les dimanches et jours fériés de 0 heure à 24 heures ;
- ou sur routes effectivement enneigées ou verglacées, lorsque le véhicule est muni d'équipements spéciaux, que ce soit de jour, de nuit, ou les dimanches et jours fériés,
Trajet aller et retour en charge

TARIF C : Identique au tarif A, mais retour à vide.

TARIF D : Identique au tarif B, mais retour à vide.

Article 5 – Tarif d'heure d'arrêt ou marche lente

Le tarif de l'heure d'arrêt ou de marche lente est fixé à 25,10 € soit une chute de 0,10 € toutes les 14 secondes et 34 centièmes.

Article 10 – Modification des compteurs horokilométriques et dispositif transitoire

La lettre G de couleur bleue devra être apposée sur le cadran du taximètre.

Dans un délai de deux mois à compter de la date du présent arrêté, les exploitants de taxis font modifier la table tarifaire du taximètre afin de permettre la prise en compte des nouveaux tarifs.

Entre cette date et la modification de la table tarifaire, une hausse ne pouvant excéder la variation du tarif de la course-type pourra être appliquée au montant de la course affiché sur le cadran, hors supplément, en utilisant un tableau de correspondance mis à la disposition de la clientèle et affiché dans le véhicule de manière claire et lisible. Cette hausse et les suppléments éventuels font l'objet d'une mention manuscrite sur la note remise au consommateur. »

Article 2

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°DDPP/PSC-2022-00196 restent inchangés.

Article 3

Mme la Directrice départementale de la Protection des populations de la Haute-Savoie et Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, MM. les Sous-Préfets, les Maires, M. le Chef de l'unité territoriale de la DREAL de la Haute-Savoie, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie, les Commissaires et Officiers de police et tous les Agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,



Thomas Fauconnier

74_DDPP_Direction départementale de la
protection de la population de Haute-Savoie

74-2022-04-20-00003

Arrêté n°DDPP/SPAE/2022-01452 attribuant
l'habilitation sanitaire à Madame Krisztina
KURUCZ



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations**

Service Santé Protection Animales et Environnement

Le préfet de la Haute-Savoie

le 20 avril 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Réf : 2022-01452-SV-SPAE/BL

Arrêté n° DDPP/SPAE/2022-01452
attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Krisztina KURUCZ
(N° ordre 36877)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 203-1 à L 203-7, L 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33,

VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980 modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie;

VU l'arrêté du 16 juillet 2021 n°SGCD/SLI/PAC/2021-041 donnant délégation de signature à Mme Chantal BAUDIN, Directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Savoie ;

VU la DÉCISION du 22 juillet 2021 N° DDPP /2021-945 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU la demande présentée par Madame Krisztina KURUCZ née le 5 juillet 1991 et dont le domicile professionnel administratif est au 680 route du Prarion, 74170 SAINT GERVAIS LES BAINS ;

Considérant que Madame Krisztina KURUCZ remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie ;

Préfecture de Haute-Savoie
DDPP – BP 2332 – 74034 ANNECY Cedex
Tél : 04.50.33.60.00 (choix 4)
Accueil téléphonique du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00
Réception du public sur rendez-vous 1/2
Mél : ddpp@haute-savoie.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 : l'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de 5 ans à Madame Krisztina KURUCZ, docteur vétérinaire.

Article 2 : dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de trois ans, auprès du préfet de Haute-Savoie, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Madame Krisztina KURUCZ s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Madame Krisztina KURUCZ pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15 et R. 228-6 du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Mme la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le préfet et par subdélégation
L'adjoint au chef de service, chef du pôle vétérinaire


Guillaume NIEUWAER

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00007

Arrêté n° DDT-2022-0592 autorisant Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune de SAMOËNS



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0592

autorisant Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de SAMOËNS

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L.427-6 et R.427-4 ;
 - VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;
 - VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;
 - VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 - VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
 - VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;
 - VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
 - VU** les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;
 - VU** la demande en date du 04/04/2022 par laquelle Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;
- Considérant** que Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place

d'un chien de protection, de parcs électrifiés, d'un regroupement nocturne en bergerie et d'une surveillance renforcée ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes est autorisée à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de SAMOËNS ;
- à proximité du troupeau de Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de SAMOËNS (La combe emeru) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Mme ROBIN Sarah - EARL La Ferme des Cimes informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00008

Arrêté n° DDT-2022-0593 autorisant Mme
MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de
Lily, à effectuer des tirs de défense simple en vue
de la protection de son troupeau contre la
prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la
commune du BOUCHET-MONT-CHARVIN



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022- 0593

autorisant Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune du BOUCHET-MONT-CHARVIN

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 25/01/2022 par laquelle Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en une surveillance

renforcée, la mise en place de parcs électrifiés ou un regroupement en bergerie, ou la présence de chiens de protection ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, est autorisée à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de loupeterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune du BOUCHET-MONT-CHARVIN ;
- à proximité du troupeau de Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune du BOUCHET-MONT-CHARVIN (La Longeret, Les Brovagny, Les Vouatais) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Mme MARCOUX-DIAZ Eliane - GAEC La Chèvrerie de Lily, informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00009

Arrêté n° DDT-2022-0594 autorisant Monsieur
BERGER Harold à effectuer des tirs de défense
simple en vue de la protection de son troupeau
contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur
la commune de GLIERES VAL-DE-BORNE



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0594

autorisant Monsieur BERGER Harold à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de GLIERES VAL-DE-BORNE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 21/02/2022 par laquelle Monsieur BERGER Harold sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que Monsieur BERGER Harold a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la présence de chiens de protection, la mise en place de parcs électrifiés et d'un gardiennage renforcé ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Monsieur BERGER Harold par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur BERGER Harold est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de GLIERES - VAL DE BORNE ;
- à proximité du troupeau de Monsieur BERGER Harold ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de GLIERES - VAL DE BORNE (Alpage de Tinnaz) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Monsieur BERGER Harold informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur BERGER Harold informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur BERGER Harold informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le

portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00011

Arrêté n° DDT-2022-0595 autorisant Madame
MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie à
effectuer des tirs de défense simple en vue de la
protection de son troupeau contre la prédation
par le loup (*Canis lupus*) sur la commune des
CONTAMINES-MONTJOIE



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0595

autorisant Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) sur la commune des CONTAMINES-MONTJOIE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (Canis lupus) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (Canis lupus) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 24/03/2022 par laquelle Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (Canis lupus) ;

Considérant que Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de chiens de protection, de parcs électrifiés et d'un gardiennage renforcée ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 78 49
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie est autorisée à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune des CONTAMINES-MONTJOIE ;
- à proximité du troupeau de Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune des CONTAMINES-MONTJOIE (La Berfière ; Nivorin) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;

- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Madame MATTEL Améline - GAEC Bergerie des 2 Savoie informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00012

Arrêté n° DDT-2022-0596 autorisant M. JOULOT
Dominique - GAEC les Cabrettes à effectuer des
tirs de défense simple en vue de la protection de
son troupeau contre la prédation par le loup
(Canis lupus) sur les communes de SALLANCHES
- LE REPOSOIR



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022- 0596

autorisant M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de SALLANCHES - LE REPOSOIR

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de l'ovétrie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 03/04/2022 par laquelle M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 78 49
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

chiens de protection, de parcs électrifiés ou un regroupement en bergerie et d'une surveillance renforcée ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur les communes de SALLANCHES et LE REPOSOIR ;
- à proximité du troupeau de M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de SALLANCHES (Le Fresnay) - LE REPOSOIR (Sommier d'Aval) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. JOULOT Dominique - GAEC les Cabrettes informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,

A blue ink signature consisting of a stylized 'J' and 'L'.

Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00013

Arrêté n° DDT-2022-0597 autorisant Monsieur
GOSETTO Laurent à effectuer des tirs de défense
simple en vue de la protection de son troupeau
contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur
les communes de PERRIGNIER - DRAILLANT -
VAILLY



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022- 0597

autorisant Monsieur GOSETTO Laurent à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de PERRIGNIER - DRAILLANT - VAILLY

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;
- VU** la demande en date du 24/03/2022 par laquelle Monsieur GOSETTO Laurent sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;
- Considérant** que Monsieur GOSETTO Laurent a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de parcs électrifiés et d'une surveillance renforcée ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 78 49
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Monsieur GOSETTO Laurent par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur GOSETTO Laurent est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur les communes de PERRIGNIER - DRAILLANT - VAILLY ;
- à proximité du troupeau de Monsieur GOSETTO Laurent ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur les communes de PERRIGNIER - DRAILLANT - VAILLY ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Monsieur GOSETTO Laurent informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur GOSETTO Laurent informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur GOSETTO Laurent informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le

portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00010

Arrêté n° DDT-2022-0598 autorisant Monsieur
VITTOZ Sébastien à effectuer des tirs de défense
simple en vue de la protection de son troupeau
contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur
les communes de BONNEVAUX et LE BIOT



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Arrêté n° DDT-2022- 0598

autorisant Monsieur VITTOZ Sébastien à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de BONNEVAUX et LE BIOT

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de l'ovier pour la mandature 2020-2024 ;
- VU** la demande en date du 20/03/2022 par laquelle Monsieur VITTOZ Sébastien sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;
- Considérant** que Monsieur VITTOZ Sébastien a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de parcs électrifiés et d'une surveillance renforcée ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 78 49
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Monsieur VITTOZ Sébastien par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur VITTOZ Sébastien est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur les communes de BONNEVAUX et LE BIOT ;
- à proximité du troupeau de Monsieur VITTOZ Sébastien ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur les communes de BONNEVAUX et LE BIOT ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Monsieur VITTOZ Sébastien informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur VITTOZ Sébastien informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Monsieur VITTOZ Sébastien informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le

portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00014

Arrêté n° DDT-2022-0599 autorisant Madame
PONTHIEU Océane à effectuer des tirs de
défense simple en vue de la protection de son
troupeau contre la prédation par le loup (*Canis
lupus*) sur la commune de CHEVALINE



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Arrêté n° DDT-2022-0599

autorisant Madame PONTHEU Océane à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de CHEVALINE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de loupeterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 04/03/2022 par laquelle Madame PONTHEU Océane sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que Madame PONTHEU Océane a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la présence de chiens de protection, la mise en place de parcs électrifiés et d'un gardiennage renforcé ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 78 49
Mél. : ddt-loup@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Madame PONTHEU Océane par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Madame PONTHEU Océane est autorisée à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de CHEVALINE ;
- à proximité du troupeau de Madame PONTHEU Océane ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de CHEVALINE (Alpage De Banc Plat) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Madame PONTHEU Océane informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Madame PONTHEU Océane informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Madame PONTHEU Océane informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le

portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'L' shape followed by a horizontal line and a small loop.

Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-20-00002

Arrêté n° DDT-2022-0600 autorisant M. Florent
CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE à
effectuer des tirs de défense simple en vue de la
protection de son troupeau contre la prédation
par le loup (Canis lupus) sur les communes de
CONTAMINES-MONTJOIE,
SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et PASSY



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service de l'économie agricole

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **20 AVR 2022**

Arrêté n° DDT-2022- 0600

autorisant M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de CONTAMINES-MONTJOIE, SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et PASSY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L.427-6 et R.427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 01/04/2022 par laquelle M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que M. Florent CALLAMARD - LES SABOTDANCE a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de

chiens de protection, de parcs électrifiés pour le regroupement nocturne et d'un gardiennage ou une surveillance renforcés ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 762 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur les communes de CONTAMINES-MONTJOIE, SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et PASSY ;
- à proximité du troupeau de M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur les communes de CONTAMINES-MONTJOIE, SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et PASSY (à l'exception des alpages situés dans les réserves naturelles nationales des CONTAMINES-MONTJOIE et de PASSY) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. Florent CALLAMARD - GAEC LES SABOTDANCE informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00006

Arrêté n° DDT-2022-0608 autorisant Mme
VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine à effectuer
des tirs de défense simple en vue de la
protection de son troupeau contre la prédation
par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de
MANIGOD



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **21 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022- 0608

autorisant Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de MANIGOD

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020, n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020 et n° DDT-2022-0505 du 14 avril 2022 portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU la demande en date du 14/04/2022 par laquelle Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de chiens de protection, de parcs électrifiés et d'une surveillance renforcée ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine est autorisée à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de l'ouvèterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de MANIGOD ;
- à proximité du troupeau de Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de MANIGOD (Coblet, Tournance, Murailles, La Blonnière) ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;

- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, Mme VEYRAT-DUREBEX Marie-Christine informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa

publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00007

Arrêté n° DDT-2022-0609 autorisant M.
BOZON-LIAUDET Renaud à effectuer des tirs de
défense simple en vue de la protection de son
troupeau contre la prédation par le loup (*Canis
lupus*) sur la commune de MANIGOD



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le **21 AVR. 2022**

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022- 0609

autorisant M. BOZON-LIAUDET Renaud à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur la commune de
MANIGOD

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14 ; L 427-6 et R 427-4 ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020, n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020 et n° DDT-2022-0505 du 14 avril 2022 portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;
- VU** la demande en date du 06/04/2022 par laquelle M. BOZON-LIAUDET Renaud sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) ;
- Considérant** que M. BOZON-LIAUDET Renaud a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022, consistant en la mise en place de parcs électrifiés ou d'un regroupement nocturne en bergerie et d'une surveillance renforcée ;

Considérant qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de M. BOZON-LIAUDET Renaud par la mise en œuvre de tirs de défense simple, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 sus-visés, qui intègrent cette préoccupation ;

ARRÊTE

Article 1 : M. BOZON-LIAUDET Renaud est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense simple de son troupeau contre la prédation par le loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Article 2 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

Article 3 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- ainsi que, le cas échéant, les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB après accord de la DDT.

Toutefois, le tir de défense ne peut pas être réalisé par plus d'un tireur pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres, tels que décrits dans le contrat de protection passé avec l'État dans le cadre de la mesure 7.62 du programme de développement rural Rhône-Alpes 2014-2022.

Article 4 : La réalisation des tirs de défense simple doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de MANIGOD ;
- à proximité du troupeau de M. BOZON-LIAUDET Renaud ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiats situés sur la commune de MANIGOD (Comburce, Gutary, Sur l'Air ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

Article 5 : Les tirs de défense simple peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

Article 6 : Les tirs de défense simple sont exclusivement réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction de son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense simple, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs ;
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisé ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

Article 8 : M. BOZON-LIAUDET Renaud informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évaluera la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. BOZON-LIAUDET Renaud informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11). Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. BOZON-LIAUDET Renaud informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11).

Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

Article 9 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

Article 10 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 11 : La présente autorisation est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 12 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le

portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 14 : Le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00016

Arrêté n° DDT-2022-0616 autorisant M.
MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs
de défense renforcée en vue de la défense de
son troupeau contre la prédation du loup (Canis
lupus) sur la commune de MANIGOD



Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le **19 AVR. 2022**

Arrêté n° DDT-2022-0616

autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs de défense renforcée en vue de la défense de son troupeau contre la prédation du loup (*Canis lupus*) sur la commune de **MANIGOD**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2; R.411-6 à R.411-14; L.427-6 et R.427-4 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

VU l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0295 du 24 février 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux n° DDT-2019-1859 du 30 décembre 2019, n° DDT-2020-0330 du 20 janvier 2020 et n° DDT-2020-0947 du 17 juillet 2020, portant nomination des lieutenants de louveterie pour la mandature 2020-2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0374 du 25 février 2022 fixant la liste des personnes habilitées à participer aux opérations de tir de défense renforcée et aux opérations de tir de prélèvement, en application de l'arrêté interministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans

lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), dans le département de la Haute-Savoie;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-1065 du 20 juillet 2021 autorisant M. MERMILLOD-BLARDET Pierre à effectuer des tirs de défense simple en vue de la protection de son troupeau contre la prédation par le loup (*Canis lupus*) sur les communes de SERRAVAL et MANIGOD ;

VU la demande en date du 12 avril 2022 par laquelle M. MERMILLOD-BLARDET Pierre sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense renforcée en vue de la défense de son troupeau contre la prédation du loup (*Canis lupus*) ;

VU les conditions générales de sécurité édictées par l'Office Français de la Biodiversité dont a été informé monsieur M. MERMILLOD-BLARDET Pierre ;

Considérant que M. MERMILLOD-BLARDET Pierre a mis en œuvre des options de protection contre la prédation du loup au travers de contrats avec l'État dans le cadre de la mesure protection des troupeaux contre la prédation du PDR consistant en la mise en place de chiens de protection, de parcs électrifiés pour le regroupement nocturne et un gardiennage renforcé;

Considérant que M. MERMILLOD-BLARDET Pierre a mis en œuvre 26 opérations tirs de défense simple entre le 23 juillet 2021 et le 29 août 2021 ;

Considérant que malgré la mise en place de ces mesures de protection, et suite à la mise en place de tirs de défense simple, le troupeau de M. MERMILLOD-BLARDET Pierre a été attaqué plus de 3 fois sur les 12 derniers mois, sans que la responsabilité du loup puisse être écartée (17 août 2021, 28 août 2021, 29 août 2021, 30 août 2021, 4 septembre 2021) et que ces attaques ont occasionné la perte de 12 animaux ;

Considérant qu'il convient de faire cesser ces dommages importants au troupeau de M. MERMILLOD-BLARDET Pierre par la mise en œuvre de tirs de défense renforcée, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense renforcés ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond maximum de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, plafond fixé par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année, qui intègre cette préoccupation ;

ARRETE

ARTICLE 1er : M. MERMILLOD-BLARDET Pierre est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense renforcée de son troupeau contre la prédation du loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'Office français de la biodiversité. Les modalités de réalisation des opérations de tirs de défense renforcée sont définies sous le contrôle technique de l'OFB ou d'un lieutenant de louveterie.

ARTICLE 2: La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective de mesures de protection et à l'exposition des troupeaux à la prédation.

ARTICLE 3: Le tir de défense renforcée peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours, d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup et qu'il ait suivi une formation auprès de l'OFB ;

- les personnes mandatées par le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'elles aient suivies une formation auprès de l'OFB et soient titulaires d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup ;
- l'ensemble des chasseurs listés dans l'arrêté préfectoral n° n° DDT-2022-0374 du 25 février 2022 fixant la liste des personnes habilitées à participer aux opérations de tir de défense renforcée et aux opérations de tir de prélèvement, en application de l'arrêté interministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), dans le département de la Haute-Savoie, sous réserve qu'ils soient titulaires d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup;
- les lieutenants de louveterie ou les agents de l'OFB.

Toutefois, le nombre de tireurs pouvant opérer simultanément est limité à 6.

ARTICLE 4 : La réalisation des tirs de défense renforcée doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes:

- sur la commune de MANIGOD ;
- à proximité du troupeau de M. MERMILLOD-BLARDET Pierre, les protections étant en place ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de la dérogation ainsi qu'à leur proximité immédiate situés sur la commune de MANIGOD (Tardevant);
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

ARTICLE 5 : Les tirs de défense renforcée peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse.

ARTICLE 6 : Les tirs de défense renforcée sont réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure. L'utilisation de dispositifs de réduction du son émis par le tir n'est pas autorisée.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par les tireurs,
- attirer les loups à proximité des tireurs ou les contraindre à se rapprocher des tireurs.

L'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermique est réservée aux lieutenants de louveterie, aux agents de l'OFB et aux chasseurs habilités en vertu des arrêtés préfectoraux susvisés opérant en présence d'un lieutenant de louveterie ou d'un agent de l'OFB.

L'utilisation de lunettes de tir à visée thermique sera réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de louveterie.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les noms et prénoms du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de protection du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisés ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1er et le 31 janvier de l'année N+1.

ARTICLE 8 : M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) de tout tir en direction d'un loup **dans un délai de 12 heures** à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évalue la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) qui est chargée d'informer le préfet. Le service départemental de l'OFB sera ensuite chargé de procéder à la recherche de l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. MERMILLOD-BLARDET Pierre informe **sans délai** la permanence de la DDT (tél : 06 86 43 87 11) qui informe le préfet. Dans l'attente de la prise en charge de l'animal par les agents de l'OFB, le cadavre doit être protégé dans la mesure du possible par une bâche lestée et ne doit être ni déplacé, ni manipulé. La dépouille restera sous surveillance dans l'attente de l'arrivée des agents de l'OFB.

Afin de procéder aux vérifications d'usage, le tireur doit rester joignable et à la disposition de l'OFB.

ARTICLE 9 : Lorsqu'un loup est tué lors d'une opération de tir, l'autorisation est suspendue. Le préfet de département peut décider de la prolonger si les conditions de l'article 17 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) sont maintenues.

Un courrier du préfet constatant que les conditions d'octroi de l'autorisation de tirs de défense renforcée demeurent réunies est dans ce cas adressé au bénéficiaire lui indiquant la reprise possible des opérations de tirs.

En application du II de l'article 3 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), l'autorisation peut être suspendue par arrêté du préfet coordonnateur à compter du 1er septembre pour une période pouvant aller jusqu'au 31 décembre.

ARTICLE 10 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini aux articles 1-I et 2 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide, le cas échéant, à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du II de l'article 2 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

ARTICLE 11 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

ARTICLE 12 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 31 décembre 2022.

A l'issue de cette période, le présent arrêté peut-être prolongé pour une durée d'un an jusqu'au 31 décembre 2023, renouvelable une fois jusqu'au 31 décembre 2024.

Ces prolongations restent toutefois conditionnées au maintien du troupeau dans les conditions de l'article 17 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), ainsi qu'à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application des articles 1-I et 2 de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

ARTICLE 13 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

ARTICLE 15 : le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Julien LANGLET

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00006

Arrêté n° DDT-01-74-2022-01

portant réglementation de la circulation sur
l'autoroute A 40 pendant la maintenance et les
essais techniques des équipements présents
dans les deux tubes du tunnel du Vuache et des
travaux d'entretien divers dans les zones
adjacentes fermées à la circulation.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
de l'Ain**

**Direction départementale des territoires
de la Haute-Savoie**

La préfète de l'Ain

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-01-74-2022-01

portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A 40 pendant la maintenance et les essais techniques des équipements présents dans les deux tubes du tunnel du Vuache et des travaux d'entretien divers dans les zones adjacentes fermées à la circulation.

VU le code de la Route ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le conseil des ministres du 12 janvier 2022 portant nomination de Mme Cécile BIGOT-DEKEYZER préfète, en qualité de préfète de l'Ain ;

VU l'arrêté interpréfectoral permanent du 31 mars 2003 et le dossier permanent d'exploitation établi par la société des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc (ATMB) en application de la circulaire n° 94-14 du 6 février 1996 ;

23 rue Bourgmayer – CS 90410
01000 BOURG-EN-BRESSE cedex
Tél. : 04 74 45 62 37
Mél. : ddt@ain.gouv.fr
www.ain.gouv.fr

1/6

15 rue Henry Bordeaux
74998 ANNECY cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 février 2022 portant délégation à signature de Guillaume FURRI, directeur départemental des territoires de l'Ain ;

VU l'arrêté du 03 février 2022 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de l'Ain en matière de compétences générales ;

VU la demande de M. le directeur du réseau et de l'environnement ATMB en date du 24 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 28 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le président du conseil départemental de l'Ain en date du 14 avril 2022 ;

VU l'avis de M. l'adjudant-chef, commandant le peloton motorisé de Saint-Julien-en-Genevois en date du 25 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain en date du 14 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 15 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Ain en date du 30 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le sous directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA) en date du 29 mars 2022 ;

VU l'avis de Mme la cheffe du SIDPC de la préfecture de la Haute-Savoie en date du 07 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le directeur réseau et clientèle de la société AREA en date du 08 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Chaumont en date du 14 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Clarafond-Arcine en date du 12 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Chessenaz en date du 12 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Jonzier-Epagny en date du 08 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Léaz en date du 28 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Neydens en date du 04 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Saint Julien en Genevois en date du 25 mars 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Valserhône en date du 05 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Vanzy en date du 13 avril 2022;

VU l'avis de M. le maire de la commune de Viry en date du 11 avril 2022 ;

VU la consultation des communes d' Eloise, Frangy, Valleiry, Vers et Vulbens ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la protection des usagers pendant les travaux de maintenance, d'essais techniques des équipements présents dans les deux tubes du tunnel du Vuache et des travaux d'entretien divers dans les zones adjacentes.

ARRÊTENT

Article 1er : Pour permettre les travaux de maintenance, d'essais techniques des équipements présents dans les deux tubes du tunnel du Vuache ainsi que des travaux de reprise de chaussée et d'entretien divers dans les zones adjacentes, la circulation entre les échangeurs de Saint Julien en Genevois et de Bellegarde sur Valserine dans le sens Chamonix-Mâcon et entre les échangeurs de Bellegarde sur Valserine et de Saint Julien en Genevois dans le sens Mâcon-Chamonix, l'autoroute A 40 est fermée à la circulation de tous les véhicules (à l'exception des véhicules nécessaires au bon déroulement des travaux) durant les nuits du 25 au 29 avril 2022 et du 24 au 28 octobre 2022 de 20h30 à 6h00.

Lors de la fermeture des sens Chamonix-Mâcon et Mâcon-Chamonix :

- Tous les véhicules circulant dans le sens Chamonix-Mâcon sont déviés par l'échangeur de Saint Julien en Genevois et peuvent rejoindre l'autoroute A 40 à l'échangeur de Bellegarde en empruntant l'itinéraire de substitution « S1 » (annexé au présent arrêté).
- Tous les véhicules circulant dans le sens Mâcon-Chamonix sont déviés par l'échangeur de Bellegarde et peuvent rejoindre l'autoroute A 40 à l'échangeur de Saint Julien en Genevois en empruntant l'itinéraire de substitution « S2 » (annexé au présent arrêté).
- L'échangeur d'Eloise est fermé à la circulation, les véhicules en direction de Mâcon sont déviés par la RD 1508, la RD 101F, la RD 101E puis la RD 101 et peuvent rejoindre l'autoroute A 40 à l'échangeur de Bellegarde. Les véhicules en direction de Genève et l'Italie, sont déviés par la RD 1508 en empruntant l'itinéraire de substitution « S8 » puis « S8-a » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur de Saint Julien en Genevois ou « S8-b » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur d'Annecy Nord (annexés au présent arrêté).

Article 2 : Durant les nuits du 16 au 20 mai 2022 de 20h30 à 6h00, pour permettre les travaux de maintenance, d'essais techniques des équipements présents dans les deux tubes du tunnel du Vuache ainsi que des travaux de reprise de chaussée et d'entretien divers dans les zones adjacentes, la circulation est fermée entre les échangeurs de Saint Julien en Genevois et d'Eloise dans le sens Chamonix-Mâcon et entre les échangeurs d'Eloise et de Saint Julien en Genevois dans le sens Mâcon-Chamonix.

Lors de la fermeture des sens Chamonix-Mâcon et Mâcon-Chamonix :

- Tous les véhicules circulant dans le sens Chamonix-Mâcon sont déviés par l'échangeur de Saint Julien en Genevois et peuvent rejoindre l'autoroute A 40 à l'échangeur de Bellegarde en empruntant l'itinéraire de substitution « S1 » (annexé au présent arrêté).
- Tous les véhicules circulant dans le sens Mâcon-Chamonix sont déviés par l'échangeur d'Eloise et peuvent rejoindre l'autoroute A 40 à l'échangeur de Saint Julien en Genevois en empruntant l'itinéraire de substitution « S8 » puis « S8-a » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur de Saint Julien en Genevois ou « S8-b » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur d'Annecy Nord (annexés au présent arrêté).
- L'échangeur d'Eloise est fermé à la circulation en direction de Chamonix mais reste ouvert en direction de Mâcon. Les véhicules en direction de Genève et l'Italie, sont déviés par la RD 1508 en empruntant l'itinéraire de substitution « S8 » puis « S8-a » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur de Saint Julien en Genevois ou « S8-b » pour rejoindre le réseau autoroutier à l'échangeur d'Annecy Nord (annexés au présent arrêté).

Article 3 : Les opérations de pose de la signalisation (police, information et déviation) sont assurées par les équipes du Centre d'Exploitation d'Eloise (ATMB). Il en est de même pour l'entretien et la surveillance du balisage. Cette signalisation est conforme aux indications du manuel du chef de chantier « Routes à chaussées séparées », document réalisé et diffusé par le service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA).

Article 4 : Pendant les coupures, les véhicules nécessaires au bon déroulement des travaux sont autorisés à la circulation entre l'échangeur de Bellegarde et l'échangeur de Saint Julien en Genevois dans les deux sens de circulation, il en est de même pour les véhicules de service du gestionnaire ATMB.

Article 5 : Les forces de police ou de gendarmerie prennent toutes les mesures justifiées pour les besoins de la sécurité ou pour les nécessités de l'écoulement du trafic tant sur l'autoroute que sur le réseau parallèle.

Article 6 : Pendant toute la période des travaux, le passage des convois exceptionnels dans les deux sens de circulation au droit du chantier, de largeur supérieure à 3,50 mètres peut être interdit. Le demandeur doit prévenir les services de l'ATMB (T : 04.50.07.29.29), 72 heures avant le passage afin d'organiser le passage.

Article 7 : Une information est faite aux usagers par les panneaux à messages variables (PMV-PIA) et par la radio autoroute 107.7 FM.

Article 8 : L'interdistance réglementaire entre deux chantiers consécutifs est portée à 3 kilomètres de part et d'autre de la zone en chantier.

Article 9 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant les tribunaux administratifs de Grenoble ou de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 10 :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie, M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie, M. le sous-préfet de Saint Julien en Genevois,

- M. le secrétaire général de la préfecture de l'Ain, M. le directeur départemental des territoires de l'Ain, M. le président du conseil départemental de l'Ain, M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain, M. le sous-préfet de Nantua et de Gex,

- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA), M. le directeur du réseau et de l'environnement des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Haute-Savoie et de l'Ain et diffusé à :

- Mme la cheffe du SIDPC de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
- M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental d'incendie et de secours de l'Ain,
- M. le directeur réseau et clientèle de la société AREA,
- M le directeur de la CRZ Sud-Est,
- M. le maire de la commune de Chaumont,
- M. le maire de la commune de Chessenaz,
- M. le maire de la commune de Clarafond-Arcinè,
- M. le maire de la commune d'Eloise,
- M. le maire de la commune de Frangy,
- M. le maire de la commune de Jonzier-Epagny,
- M. le maire de la commune de Léaz,
- M. le maire de la commune de Neydens,

- M. le maire de la commune de Saint Julien en Genevois,
- M. le maire de la commune de Valleiry,
- M. le maire de la commune de Valsershône,
- M. le maire de la commune de Vanzy,
- M. le maire de la commune de Vers,
- M. le maire de la commune de Viry,
- M. le maire de la commune de Vulbens.

Annecy, le 19 avril 2022

Le préfet de Haute-Savoie,
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental des territoires
 Pour le directeur départemental des territoires,
 et par délégation,
 Le chef de la cellule déplacements,



Lionel PUPPIS

Bourg-en-Bresse, le 19 avril 2022

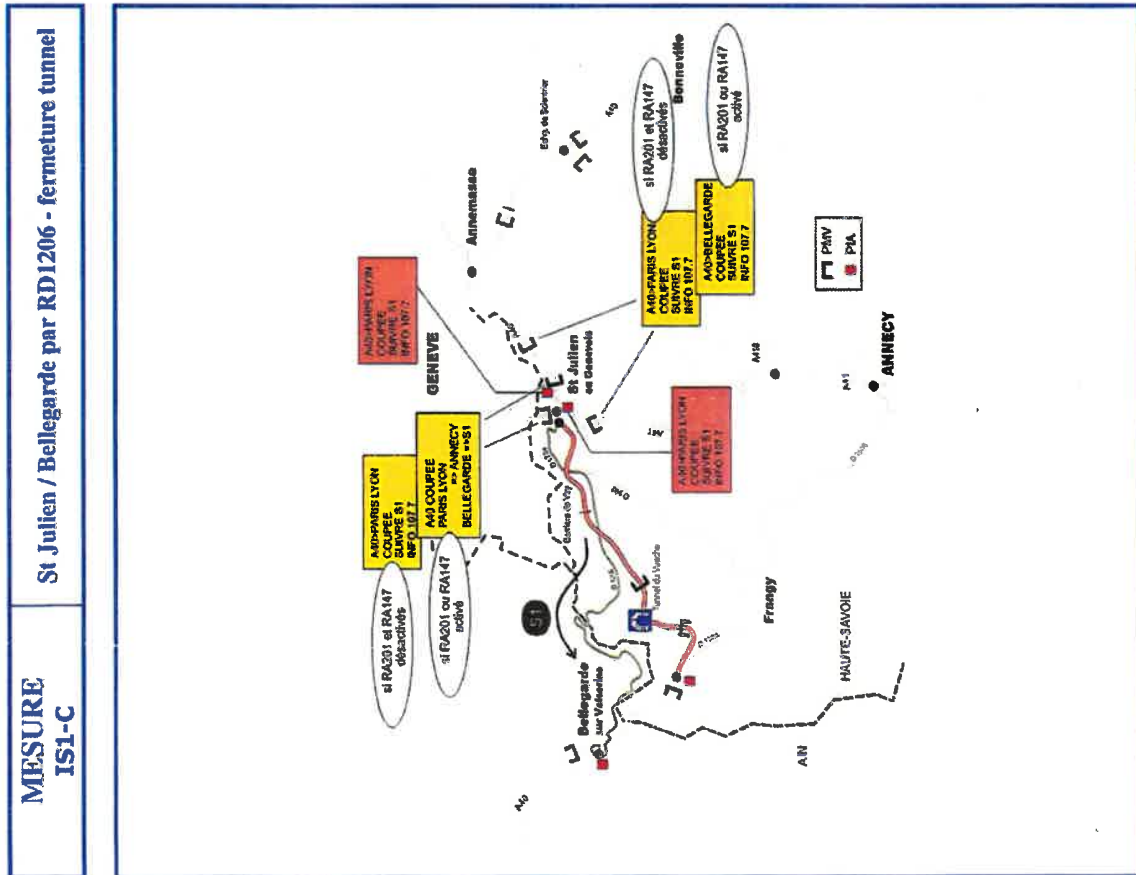
Par délégation de la préfète de l'Ain,
 Le directeur départemental des territoires,
 Par subdélégation du directeur,
 Le chef d'unité gestion de crise et transport,



Georges WACRENIER

ANNEXES :

- itinéraire de substitution « S1 » issu du Plan de Gestion du Trafic du tunnel du Vuache
- itinéraire de substitution « S2 » issu du Plan de Gestion du Trafic du tunnel du Vuache
- itinéraire de substitution « S8 » issu du Plan de Gestion du Trafic du tunnel du Vuache

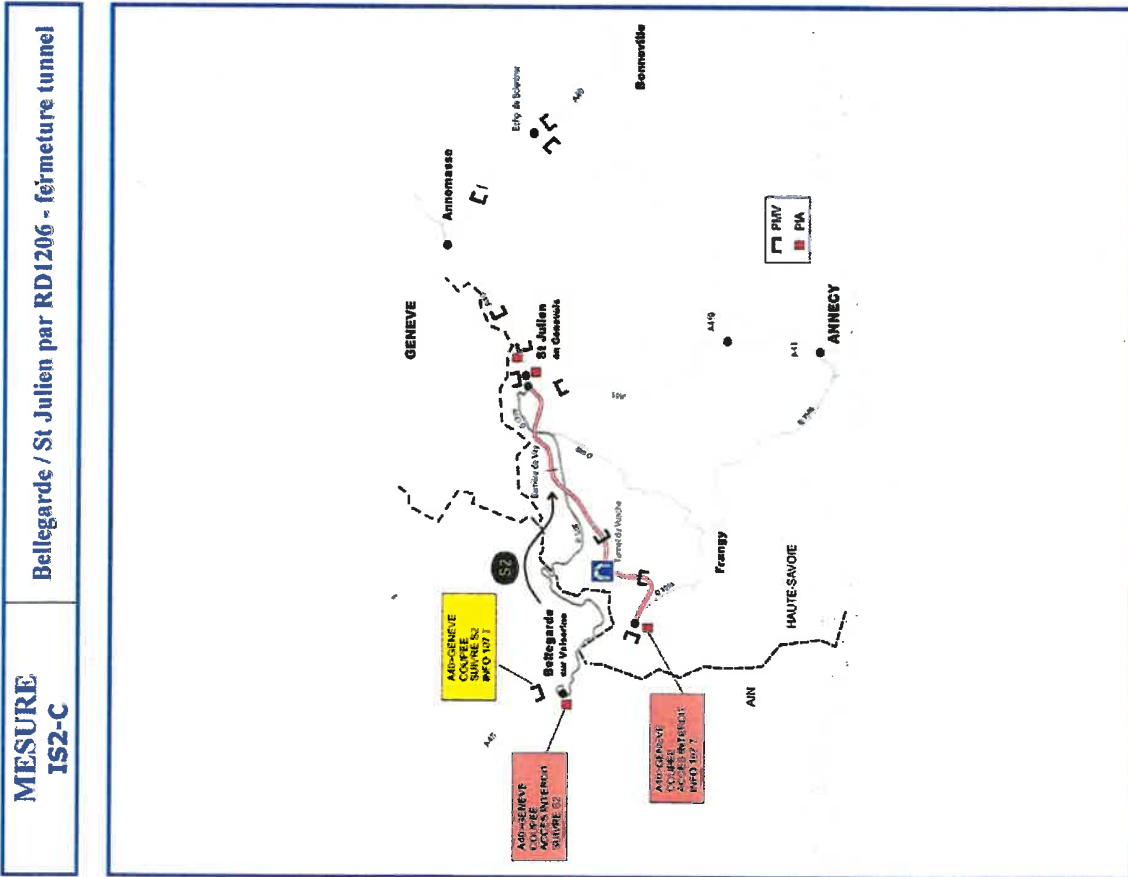


Itinéraire emprunté :
 Sortie A40 à St Julien sur la RD1201.
 Puis D1206 jusqu'à Bellegarde.
 Enfin D101 permettant de rejoindre l'échangeur de Bellegarde puis A40.

| | |
|---|-----------------|
| Niveau de la mesure : | L départemental |
| Longueur de l'itinéraire (km): | 36 |
| Temps de parcours à trafic normal (min): | 0 h et 39 min |
| delta_T (min): | 22 |
| delta (km) : | 5 |
| Péage : | non |
| Caméra : | |
| Surveillance comptage : | |
| Commentaires : | |

| MESURE IS1-C | St Julien / Bellegarde par RD1206 - fermeture tunnel |
|---|--|
| CRITERES D'ACTIVATION Fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Genève / Mâcon Viabilité de l'itinéraire S1 | CRITERES DE SUSPENSION Perturbations sur l'itinéraire S1 |
| | CRITERES DE DESACTIVATION Réouverture du tunnel du Vuache ou bidirectionnel opérationnel |
| Services à prévenir pour information : Préfecture Hte-Savoie (74) CG 74 Direction des Routes CRICR RA/A CORG Hte-Savoie (74) CG 01 Direction des Routes CORG Ain (01) Préfecture Ain (01) DDT 01 | Téléphone 06.09.37.11.41 04.50.33.21.12 04.72.81.57.27 04.50.09.47.20 04.74.32.80.40 04.74.45.97.77 04.74.32.30.00 ddt-crise@ain.gouv.fr |
| | Fax 04.50.33.60.65 04.50.33.21.13 04.78.41.13.35 04.50.09.47.15 04.74.45.62.71 04.74.45.97.07 04.74.23.26.56 |

| LES ACTIONS A METTRE EN OEUVRE ET SERVICES | | | |
|--|---|-----------------------------|----------------------------|
| AREA | | Tél.: 04.72.35.32.00 | Fax: 04.79.60.78.01 |
| 3 | Affichage PMV (voir carte ci-contre). | | |
| ATMB Bonneville | | Tél.: 04.50.25.21.01 | Fax: 04.50.25.21.04 |
| 1 | Se concerta avec les acteurs concernés quant à la viabilité de l'itinéraire de substitution emprunté. | | |
| 2 | Affichage PMV (voir carte ci-contre). | | |
| Autoroute Info | | Tél.: 04.79.60.78.13 | Fax: 04.79.28.77.88 |
| | Message à diffuser sur 107.7 FM : | | |
| 4 | "Nous vous informons que suite à la fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Genève / Mâcon, une déviation a été mise en place et fléchée. Il vous faut sortir à l'échangeur 13 de Saint Julien en Genevois et suivre la signalisation en place indiquant 'S1'." Cet itinéraire vous rallongera de 5 km. Il vous permettra de rejoindre l'autoroute A40 au niveau de l'échangeur de Bellegarde." | | |



| |
|--|
| Itinéraire emprunté : |
| Sortie A40 à Bellegarde sur la D101. Traversée de Bellegarde. Puis D1206 jusqu'à l'échangeur de St Julien. |

| | |
|--|-----------------|
| Niveau de la mesure : | L départemental |
| Longueur de l'itinéraire (km): | 36 |
| Temps de parcours à trafic normal (min): | 0 h et 39 min |
| delta_T (min): | 22 |
| delta (km): | 5 |
| Péage : | non |
| Caméra : | |
| Surveillance comptage : | |
| Commentaires : | |

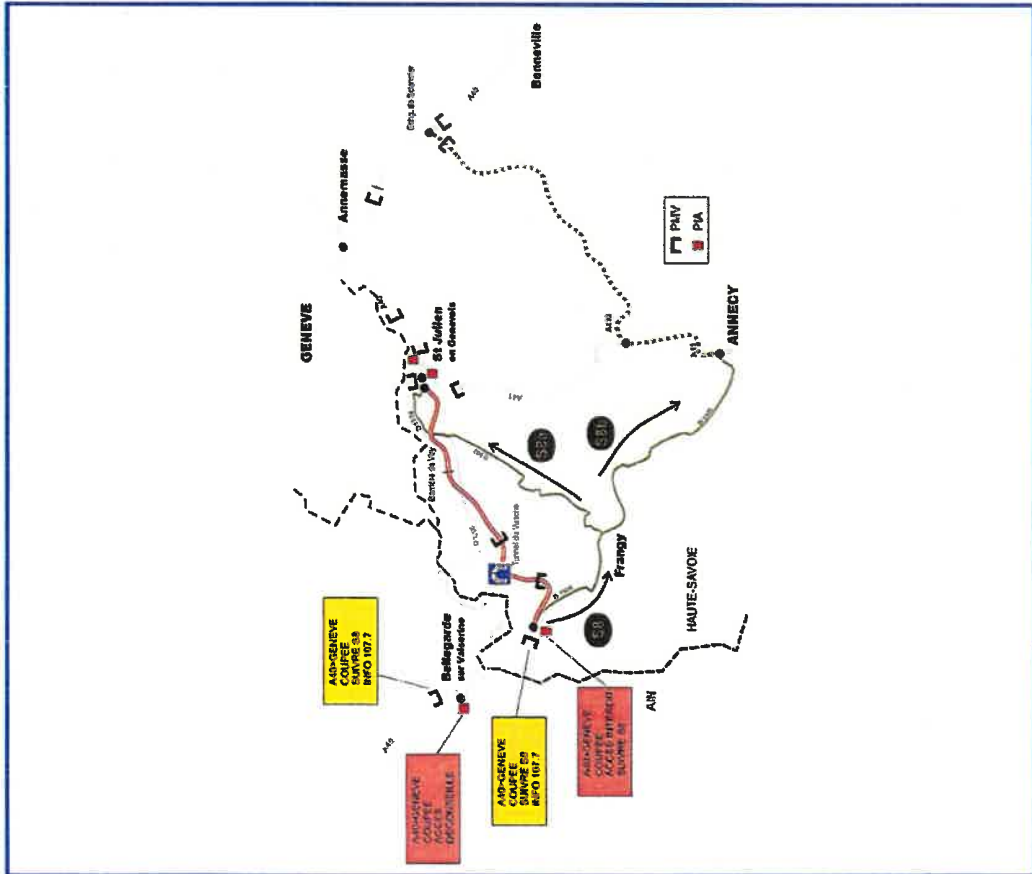
| MESURE IS2-C | | Bellegarde / St-Julien par RD1206 - fermeture tunnel | |
|---|-----------------------------------|--|--|
| CRITERES D'ACTIVATION | CRITERES DE SUSPENSION | CRITERES DE DESACTIVATION | |
| Fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Mâcon / Genève IS8a ou IS8b non viable et IS2 viable | Perturbations sur l'itinéraire S2 | Réouverture du tunnel du Vuache ou bidirectionnel opérationnel | |
| Services à prévenir pour information : | | | |
| Préfecture Hte-Savoie (74) | Téléphone | Fax | |
| CG 74 Direction des Routes | 06.09.37.11.41 | 04.50.33.60.65 | |
| CORG Hte-Savoie (74) | 04.50.33.21.12 | 04.50.33.21.13 | |
| CRICR RA/A | 04.50.09.47.20 | 04.50.09.47.15 | |
| CG 01 Direction des Routes | 04.72.81.57.27 | 04.78.41.13.35 | |
| CORG Ain (01) | 04.74.32.80.40 | 04.74.45.62.71 | |
| Préfecture Ain (01) | 04.74.32.30.00 | 04.74.23.26.56 | |
| AREA | 04.72.35.32.00 | 04.79.60.78.01 | |
| DDT 01 | gdt-crise@ain.gouv.fr | | |

| LES ACTIONS A METTRE EN OEUVRE ET SERVICES | | | |
|---|--|----------------------------|--|
| ATMB Bonneville | Tél: 04.50.25.21.01 | Fax: 04.50.25.21.04 | |
| 1 | Se concerte avec les acteurs concernés quant à la viabilité de l'itinéraire de substitution emprunté. | | |
| 2 | Affichage PMV (voir carte ci-contre). | | |
| Autoroute Info | Tél: 04.79.60.78.13 | Fax: 04.79.28.77.88 | |
| 3 | Message à diffuser sur 107.7 FM : "Nous vous informons que suite à la fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Mâcon / Genève, une déviation a été mise en place et fléchée. Il vous faut sortir à l'échangeur 10 de Bellegarde et suivre la signalisation en place indiquant 'S2'. Cet itinéraire vous rallongera de 5 km. Il vous permettra de rejoindre l'autoroute A40 au niveau de l'échangeur de St Julien." | | |

MESURE IS8-C Etoile / St Julien (S8a) ou Scientrier (S8b) - fermeture tunnel

Itinéraire emprunté :
 Sortie A40 à l'échangeur d'Eloise sur la D1508.
 S8a : A Frangy, prendre D992, D1206, D1201, échg. de St Julien et rejoindre l'A40.
 S8b : A Frangy, prendre D1508, A41N et A410 jusqu'à Scientrier.

| | |
|--|------------------|
| Niveau de la mesure : | L. départemental |
| Longueur de l'itinéraire (km): | 0 |
| Temps de parcours à trafic normal (min): | 0 h et 0 min |
| delta_T (min): | |
| Péage : | |
| Caméra : | |
| Surveillance comptage : | |
| Commentaires : | |



| | | | |
|---|---|--|----------------|
| MESURE IS8-C | | Eloise / St Julien (S8a) ou Scentrrier (S8b) - fermeture tunnel | |
| CRITERES D'ACTIVATION | CRITERES DE SUSPENSION | CRITERES DE DESACTIVATION | |
| Fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Macon / Genève Viabilité des itinéraires S8, S8a et S8b | Perturbations sur l'itinéraire S8, S8a ou S8b | Réouverture du tunnel du Vuache ou bidirectionnel opérationnel | |
| Services à prévenir pour information : | | Téléphone | Fax |
| Préfecture Hte-Savoie (74) | | 06.09.37.11.41 | 04.50.33.60.65 |
| CG 74 Direction des Routes | | 04.50.33.21.12 | 04.50.33.21.13 |
| CORG Hte-Savoie (74) | | 04.50.09.47.20 | 04.50.09.47.15 |
| CRICR RA/A | | 04.72.81.57.27 | 04.78.41.13.35 |
| AREA | | 04.72.35.32.00 | 04.79.60.78.01 |

| | | | |
|---|---|-----------------------------|----------------------------|
| LES ACTIONS A METTRE EN OEUVRE ET SERVICES | | | |
| ATMB Bonneville | | Tél.: 04.50.25.21.01 | Fax: 04.50.25.21.04 |
| 1 | Se concerter avec les acteurs concernés quant à la viabilité des itinéraires de substitution empruntés. | | |
| 2 | Affichage PMV (voir carte ci-contre). | | |
| Autoroute Info | | Tél.: 04.79.60.78.13 | Fax: 04.79.28.77.88 |
| Message à diffuser sur 107.7 FM : | | | |
| 3 | "Nous vous informons que suite à la fermeture du tunnel du Vuache dans le sens Maçon / Genève, une déviation a été mise en place et fléchée. Il vous faut sortir à l'échangeur 11 d'Eloise et suivre la signalisation en place indiquant 'S8a' pour Saint Julien en Genevois et Genève, et 'S8b' pour Chamonix et Anney." | | |

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-22-00001

Arrêté n° DDT-2022-0615

portant réglementation de la circulation sur la
RN 205, entre le PK 16.400 et le PK 7.000, dans
les deux sens de circulation, sur les communes
de Passy et des Houches afin de réaliser les
travaux de réfection des chaussées du PK 14.600
au PK 10.600.



Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 22 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0615

portant réglementation de la circulation sur la RN 205, entre le PK 16.400 et le PK 7.000, dans les deux sens de circulation, sur les communes de Passy et des Houches afin de réaliser les travaux de réfection des chaussées du PK 14.600 au PK 10.600.

VU le Code de la route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports, et notamment son article 32, intégrant l'exploitation de la Route Nationale 205 entre l'échangeur A 40/RN 205 au Fayet et la rampe d'accès au Tunnel du Mont Blanc, dans l'assiette de concession d'ATMB ;

VU le décret en Conseil d'État n° 91-262 du 7 novembre 1991 conférant le caractère de route express à la section de la RN 205 ;

VU le décret n° 2010-410 du 28 avril 2010 concédant la RN 205 à la société ATMB ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière Livre I huitième partie, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et notamment son article 135 ;

VU la note du 08 décembre 2021 relative au calendrier des jours hors chantiers de l'année 2022 ;

VU la demande de M. le directeur du réseau et de l'environnement ATMB en date du 06 avril 2022;

VU l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA) en date du 19 avril 2022 ;

VU l'avis de M. lieutenant, commandant le peloton motorisé de Passy-Mont-Blanc en date du 17 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le directeur gérant du GEIE-Tunnel du Mont Blanc en date du 15 avril 2022 ;

VU l'avis de Mme la Cheffe du SIDPC de la préfecture de la Haute-Savoie en date du 22 avril 2022 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 15 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT que pendant les travaux de réfection des chaussées du PK 14.600 au PK 10.600 de la RN 205 dans les deux sens de circulation, sur les communes de Passy et des Houches, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter l'accès aux travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic.

ARRÊTE

Article 1er : Le chantier de réfection des chaussées du PK 14.600 au PK 10.600 de la RN 205 dans les deux sens de circulation s'exécutera en 5 phases successives comme suit :

Phase 1 : du lundi 02 mai 2022 au jeudi 05 mai 2022 (pouvant être adaptée voir à l'article 6)

- Du lundi 02 mai 2022 à 5h00 au jeudi 05 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 14.700 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Du lundi 02 mai 2022 de 5h00 à 7h00, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 13.150 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.

- Pendant la période du lundi 02 mai 2022 à 7h00 au jeudi 05 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 14.647 de la RN 205, puis la circulation est basculée sur le sens opposé (sens Chamonix-Genève) du PK 14.647 jusqu'au PK 13.206 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h du PK 16.000 au PK 14.647 de la RN 205 puis à 50 km/h du PK 14.647 jusqu'au PK 13.206 de la RN 205.
 - Au droit des zones de basculement et de débasculement, la vitesse peut être limitée à 30 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
 - La bretelle de sortie de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Genève-Chamonix est fermée. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Genève-Chamonix puis l'échangeur n° 25 de la Fontaine pour retournement puis par la RN 205 sens Chamonix-Genève et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève.
 - La bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Genève-Chamonix est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève puis la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 23 du Châtelard pour retournement.

Phase 1' : Profitant du chantier d'enrobés phase 1, durant une nuit du mardi 03 mai 2022 au mercredi 04 mai 2022 de 21h00 à 5h00 le lendemain ou du mercredi 04 mai 2022 au jeudi 05 mai 2022 de 21h00 à 5h00 le lendemain, pour effectuer des travaux dans le tunnel des Chavants, la circulation de tous les véhicules empruntant la RN 205 sera réglementée dans les deux sens de circulation et gérée en alternat manuel de la manière suivante :

- Dans le sens Chamonix-Genève :
 - De 21h00 à 5h00, la circulation est stoppée avec l'aide des forces de l'ordre ou par des feux tricolores, puis se fait par sens alternés en convois encadrés par les services d'ATMB entre le PK 9.168 et le PK 10.680.
- Dans le sens Genève-Chamonix :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 10.700 de la RN 205.
 - De 21h00 à 5h00, la circulation est stoppée avec l'aide des forces de l'ordre ou par des feux tricolores, puis se fait par sens alternés en convois encadrés par les services d'ATMB en basculant sur le sens opposé Chamonix-Genève entre le PK 10.680 et le PK 9.168.

Phase 2 : du jeudi 05 mai 2022 au mardi 17 mai 2022 (pouvant être adaptée voir à l'article 6)

- Du jeudi 05 mai 2022 à 6h30 au mardi 17 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 13.600 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Le jeudi 05 mai 2022 de 6h30 à 7h00, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :

- La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 9.100 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Pendant la période du jeudi 05 mai 2022 à 7h00 au mardi 17 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
- La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 13.500 de la RN 205, puis la circulation est basculée sur le sens opposé (sens Chamonix-Genève) du PK 13.500 jusqu'au PK 10.680 de la RN 205 puis réduite sur la voie de droite du PK 10.680 au PK 9.100 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h du PK 16.000 au PK 13.500 de la RN 205 puis à 50 km/h du PK 13.500 jusqu'au PK 10.680 et enfin à 70 km/h du PK 10.680 au PK 9.100 de la RN 205.
 - Au droit des zones de basculement et débasculement, la vitesse peut être limitée à 30 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
 - La bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Genève-Chamonix est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève puis la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 23 du Châtelard pour retournement.
 - La bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Genève-Chamonix est fermée. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Genève-Chamonix et l'échangeur n° 26 des Trabets pour retournement puis par la RN 205 sens Chamonix-Genève et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève.
 - La bretelle d'entrée de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Genève-Chamonix est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève puis la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 23 du Châtelard pour retournement.

Phase 3 : du mardi 17 mai 2022 au vendredi 20 mai 2022 (pouvant être adaptée voir à l'article 6)

- Le mardi 17 mai 2022 de 6h30 à 7h00, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
- La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 13.600 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Du mardi 17 mai 2022 à 6h30 au vendredi 20 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
- La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 9.100 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Pendant la période du mardi 17 mai 2022 à 7h00 au vendredi 20 mai 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :

- La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 9.168 de la RN 205, puis la circulation est basculée sur le sens opposé (sens Genève-Chamonix) du PK 9.168 jusqu'au PK 12.180 de la RN 205 puis réduite sur la voie de droite du PK 12.180 au PK 13.600 de la RN 205.
- La vitesse est limitée à 70 km/h du PK 7.400 au PK 9.168 de la RN 205 puis à 50 km/h du PK 9.168 jusqu'au PK 12.180 de la RN 205 et enfin à 70 km/h du PK 12.180 au PK 13.600.
- Du PK 9.849 au PK 10.624, la circulation se fait en bidirectionnelle dans le tunnel des Chavants avec une limitation de vitesse à 50 km/h dans les deux sens de circulation. Les mesures d'exploitation en mode bidirectionnel du tunnel des Chavants sont appliquées conformément au PIS rattaché à l'ouvrage.
- Au droit des zones de basculement et débasculement, la vitesse peut être limitée à 30 km/h.
- Les dépassements sont interdits.
- La bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 24 de Servoz pour retournement puis par la RN 205 sens Genève-Chamonix et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Genève-Chamonix.

Phase 4 : du vendredi 20 mai 2022 au mardi 07 juin 2022 (pouvant être adaptée voir à l'article 6)

- Le vendredi 20 mai 2022 de 6h30 à 7h00, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 13.600 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Du vendredi 20 mai 2022 à 6h30 au mardi 07 juin 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 10.600 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Pendant la période du vendredi 20 mai 2022 à 7h00 au mardi 07 juin 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 7.000 au PK 10.680 de la RN 205, puis la circulation est basculée sur le sens opposé (sens Genève-Chamonix) du PK 10.680 jusqu'au PK 13.500 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h du PK 7.400 au PK 10.680 de la RN 205 puis à 50 km/h du PK 10.680 jusqu'au PK 13.500 de la RN 205.
 - Au droit des zones de basculement et débasculement, la vitesse peut être limitée à 30 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
 - La bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 24 de Servoz pour retournement puis par la RN 205 sens Genève-Chamonix et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Genève-Chamonix.

- La bretelle d'entrée de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Genève-Chamonix puis la RN 205 et l'échangeur n° 26 des Trabets pour retournement.
- La bretelle de sortie de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 23 du Châtelard pour retournement puis par la RN 205 sens Genève-Chamonix et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Genève-Chamonix.

Phase 5 : du mardi 07 juin 2022 au mercredi 15 juin 2022 (pouvant être adaptée voir à l'article 6)

- Le mardi 07 juin 2022 de 6h30 à 7h00, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 10.200 au PK 14.700 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Du mardi 07 juin 2022 à 6h30 au mercredi 15 juin 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Genève-Chamonix :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 16.400 au PK 13.150 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h ou 50 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
- Pendant la période du mardi 07 juin 2022 à 7h00 au mercredi 15 juin 2022 à 6h30, les conditions de circulation sur la RN 205 sont modifiées de la manière suivante dans le sens Chamonix-Genève :
 - La circulation est réduite sur la voie de droite du PK 10.200 au PK 13.208 de la RN 205, puis la circulation est basculée sur le sens opposé (sens Genève-Chamonix) du PK 13.208 jusqu'au PK 14.647 de la RN 205.
 - La vitesse est limitée à 70 km/h du PK 10.600 au PK 13.208 de la RN 205 puis à 50 km/h du PK 13.208 jusqu'au PK 14.647 de la RN 205.
 - Du PK 14.126 au PK 15.571, la circulation se fait en bidirectionnelle dans le tunnel du Châtelard avec une limitation de vitesse à 50 km/h dans les deux sens de circulation. Les mesures d'exploitation en mode bidirectionnel du tunnel du Châtelard sont appliquées conformément au PIS rattaché à l'ouvrage.
 - Au droit des zones de basculement et débasculement, la vitesse peut être limitée à 30 km/h.
 - Les dépassements sont interdits.
 - La bretelle de sortie de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle de sortie de l'échangeur n° 25 de la Fontaine dans le sens Chamonix-Genève.
 - La bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 24 de Servoz dans le sens Genève-Chamonix puis la RN 205 et l'échangeur n° 25 de la Fontaine pour retournement.

- La bretelle de sortie de l'échangeur n° 23 du Châtelard dans le sens Chamonix-Genève est fermée sauf pour les véhicules du chantier. Une déviation est mise en place par la RN 205 sens Chamonix-Genève et l'échangeur n° 22 du Fayet pour retournement puis par la RN 205 sens Genève-Chamonix et la bretelle de sortie de l'échangeur n° 23 du Châtelard dans le sens Genève-Chamonix.

Article 2 : Les opérations de pose de la signalisation (police, information et déviation) sont assurées par les équipes du Centre d'Exploitation de Passy Mont-Blanc (ATMB). Il en est de même pour l'entretien et la surveillance du balisage. Cette signalisation est conforme aux indications du manuel du chef de chantier « Routes à chaussées séparées », document réalisé et diffusé par le service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA).

Article 3 : Pendant la période du lundi 02 mai 2022 à 8h00 au mardi 14 juin 2022, le passage des convois exceptionnels de largeur supérieure à 3,50 mètres ou de longueur supérieure à 25 mètres sur la RN 205 dans les deux sens de circulation peut être interdit et reste réglementé de la façon suivante :

- Le demandeur doit prévenir les services de l'ATMB (T : 04.50.07.29.29),
72 heures avant le passage souhaité.

Article 4 : Les forces de police ou de gendarmerie prennent toutes mesures justifiées pour les besoins de la sécurité ou pour les nécessités de l'écoulement du trafic tant sur la route que sur le réseau parallèle.

Article 5 : Certaines phases préparatoires, de repli ou de mise en place de la signalisation de chantier peuvent nécessiter des réductions momentanées de chaussée ou des interruptions courtes de circulation n'excédant pas 5 minutes.

Article 6 : En fonction des conditions météorologiques ou des aléas du chantier, les dates d'enchaînement ou de fin de travaux indiquées ci-avant peuvent être décalées, sans toutefois ne pouvoir dépasser la date du vendredi 24 juin 2022. Dans ce cas, ATMB en informe l'EDSR de la Haute-Savoie, le SDIS de la Haute-Savoie, le SAMU de la Haute-Savoie, le conseil départemental de la Haute-Savoie, la DIR Centre-Est ainsi que la DDT de la Haute-Savoie.

Pour tout report de date et/ou changement d'horaire de mise en place de la déviation moins de 7 jours francs avant la date de début des travaux, le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS : 04.50.22.18.18) doit être tenu informé de la date et de l'heure de coupure des axes mentionnés dès que celles-ci sont connues, ainsi que la réouverture à la circulation. Dans le cas où ces modifications interviennent plus de 7 jours avant la date de début des travaux, la communication de ces informations peut être prise en compte par le SDIS à l'adresse suivante : prevision.arretes-circulation@sdis.fr.

Article 7 : Ce chantier n'est pas pris en compte pour l'interdistance réglementaire entre deux chantiers. La longueur de zone de restriction pour ce chantier est portée à 7,5 kilomètres maximum. En dérogation à la circulaire des jours hors chantiers, les balisages peuvent rester en place du mercredi 25 mai 2022 à 5h00 au lundi 30 mai 2022 à 5h00, ainsi que du vendredi 03 juin 2022 à 5h00 au mardi 07 juin 2022 à 5h00.

Article 8 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

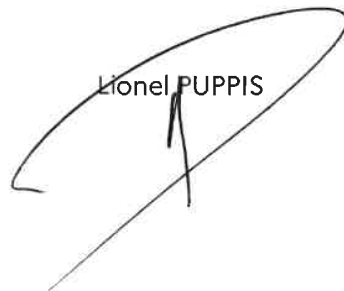
Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 9 :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
 - M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
 - M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
 - M. le directeur du réseau et de l'environnement des Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc,
- sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée à :
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
 - M. le directeur gérant du GEIE-Tunnel du Mont-Blanc,
 - M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
 - M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
 - Mme la Cheffe du SIDPC de la préfecture de la Haute-Savoie,
 - M. le directeur de la CRZ Sud-Est,
 - M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie
 - M. le maire de la commune de Passy,
 - M. le maire de la commune des Houches.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
Le chef de la cellule déplacements

Lionel PUPPIS



74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00009

Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0605 portant
renouvellement d'agrément pour l'exploitation
d'un établissement chargé d'animer les stages
de sensibilisation à la sécurité routière « ACCES
FORMATION », siège social situé 585 rue
Parmentier 38140 IZEAUX, Madame Géraldine
ALTUCCINI



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service transition énergétique et mobilités

Cellule éducation routière

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 21 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0605

portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 212-1 à L. 212-5, L. 213-1 à L. 213-7, L.223-6, R. 212-1 à R. 213-6, R. 223-5 à R. 223-9 ;

VU l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU la demande présentée par Madame Géraldine ALTUCCINI en vue de renouveler son agrément, délivré sous le n° R 17 074 0003 0, l'autorisant à exploiter, pour une durée de cinq ans, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « ACCES FORMATION », dont le siège social est situé 585 rue Parmentier – 38140 IZEAUX ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

ARRETE

Article 1 : Madame Géraldine ALTUCCINI est autorisée à exploiter, sous le n° R 17 074 0003 0, l'établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « **ACCES FORMATION** », dont le siège social est situé **585 rue Parmentier – 38140 IZEAUX**.

Article 2 : Cet agrément est délivré **pour une durée de cinq ans** à compter de la date de signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée **deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément**, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

Article 3 : L'établissement visé est habilité à dispenser des stages de sensibilisation à la sécurité routière en Haute-Savoie dans les salles de formation suivantes :

- CENTRE JEAN XXIII - 10 chemin du Bray 74940 ANNECY LE VIEUX
- COMFORT HÔTEL - 3 rue Gaspard Monge 74100 ANNEMASSE
- HÔTEL LE MONT BLANC - 280 rue du Rhône 74800 ST PIERRE EN FAUCIGNY
- RÉSIDENCE LES BALADINES - 15 bis rue Vallon 74200 THONON LES BAINS

Les personnes désignées pour l'accueil et l'encadrement technique et administratif des stages sont :

- Madame Géraldine ALTUCCINI
- Monsieur Nordine KADRI
- Monsieur Paul PEREZ
- Monsieur Olivier JULLIEN
- Monsieur Pierre-Alexandre JAMINET
- Madame Aude BONFANTI

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse des locaux de formation ou toute reprise de cet établissement par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation ou changement des locaux de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté du 26 juin 2012 susvisé.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Article 9 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière, sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Madame Géraldine ALTUCCINI.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
la déléguée à l'éducation routière,



Eléonore RICHARD

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00005

Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0588 du 19 avril
2022 portant sur la construction du lotissement
"Le Courtil" sur la commune de MAGLAND par
ARTIM SAS



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 19 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0588

portant sur la construction du lotissement "Le Courtil" commune de Magland par ARTIM SAS

VU le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 à L.341-10 et R.341-1 à R.341-9, D.341-7-1, D.341-7-2, L.214-13, L.214-14, R.214-30, R.214-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 ;

VU la demande d'autorisation de défrichement présentée par ARTIM SAS le 14 mars 2022 ;

VU l'accusé de réception de dossier complet du 18 mars 2022 ;

VU le projet d'arrêté soumis à la consultation du public instaurée par la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 sur le site internet des services de l'État pendant 15 jours, du 31 mars 2022 au 14 avril 2022 inclus ;

VU l'absence d'observation dans le cadre de cette consultation ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'instruction, aucun des motifs de refus prévus par l'article L.341-5 du Code forestier ne peut être retenu ;

ARRÊTE

Article 1 : le défrichement de 0,3571 ha de parcelles de bois situées à Magland et dont les références cadastrales sont les suivantes, est autorisé.

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 79 50
Mél. : claude.gemignani@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

W:\Environnement\Foret\Defrichement\Dossiers instructions\2022\Magland_urbanisation_SAS ARTIM\AP_sans visite.odt

| Section | N° | Surface totale ha | Surface demandée ha |
|---------|-----------------------|-------------------|---------------------|
| C | 870 | 0,0372 | 0,0327 |
| | 872 | 0,0658 | 0,0623 |
| | 890 | 0,0451 | 0,0451 |
| | 891 | 0,0914 | 0,0914 |
| | 889 | 0,0576 | 0,0576 |
| | 886 | 0,1286 | 0,0030 |
| | 871 | 0,1293 | 0,0319 |
| | 873 | 0,3217 | 0,0055 |
| | 2871 | 0,0228 | 0,0103 |
| | 2872 | 0,0328 | 0,0010 |
| | 2873 | 0,0061 | 0,0061 |
| | 2874 | 0,0102 | 0,0102 |
| | Total Surfaces | | |

L'objet du défrichement est la construction d'un lotissement composé de 20 lots d'habitations individuelles.

ARTICLE 2 : la durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

ARTICLE 3 : la présente autorisation est accordée sous réserve de la réalisation des conditions indiquées en annexe, en application de l'article L.341-6 du Code forestier.

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

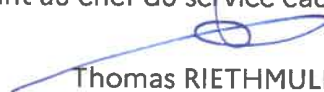
ARTICLE 4 : la présente autorisation de défrichement fera, par les soins du bénéficiaire, l'objet d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de Magland. Cet affichage aura lieu au moins 15 jours avant le début des opérations de défrichement; il sera maintenu en mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant toute la durée des travaux de défrichement.

ARTICLE 5 : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

ARTICLE 6 : MM. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, le sous-préfet de Bonneville, le gérant d'ARTIM SAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires
L'adjoint au chef du service eau-environnement


Thomas RIETHMULLER

MESURES SUBORDONNÉES AU DÉFRICHEMENT
(Alinéa 1 de l'article L 341-6 du Code Forestier)

Pétitionnaire : **ARTIM SAS**

Surface défrichée : **0,3571 ha**

Commune du défrichement : **Magland**

| Enjeu production | | | | Enjeu écologique | | | Enjeu social | | | coefficient multiplicateur = total/2 |
|-------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|---|------------------|-------------|---|-------------------|----------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Aucun | Normal | Moyen | Fort | Normal | Moyen | Fort | Faible | Moyen | Fort | |
| 0 point | 1 point | 2 points | 3 points | 1 point | 2 points | 3 points | 1 point | 2 points | 4 points | |
| Forêts sur mauvaises stations | Feuillus divers, stations moyennes | Feuillus divers, bonnes stations | Futaies réineuses, station à fort potentiel | ZNIEFF | Natura 2000 | Espèces protégées réserve naturelle, SRCE | Accueil du public | Captage d'eaux | Site classé, littoral ou montagne | 1,5 |
| 1 point | | | | 1 point | | | 1 point | | | |

Calcul du coefficient multiplicateur de la surface défrichée à compenser :1,5

Surface de travaux à engager = **0,5356 ha**

- en cas de réalisation de travaux de boisement ou reboisement : montant estimé de 3 360 €/ha, soit : **1 799 €**
- ou
- en cas d'exécution de travaux sylvicoles, le montant de ces derniers sera équivalent au montant estimé des travaux de boisement ou reboisement, soit **1 799 €**
- ou
- en cas de refus sur la mise en place des travaux décrits ci-dessus, l'indemnité financière prévue au dernier alinéa de l'article L 341-6 du Code Forestier est calculée de la manière suivante : 4 400 €/hectare, soit **2 356 €**

Pour le directeur départemental des territoires,
L'adjoint au chef du service eau-environnement


Thomas RIETHMULLER

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00004

Arrêté Préfectoral n° DDT-2022-0589 DU 19 avril
2022 portant sur les travaux de restauration des
continuités écologiques de la rivière "La Chaise"
sur la commune de Saint-Férréol



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement
Cellule milieux naturels, forêt, chasse

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 19 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0589

portant sur les travaux de restauration des continuités écologiques de la rivière "La Chaise"
commune de Saint-Ferréol.

VU le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 à L.341-10 et R.341-1 à R.341-9, D.341-7-1, D.341-7-2, L.214-13, L.214-14, R.214-30, R.214-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté de subdélégation de signature de M. le directeur départemental des territoires n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 ;

VU la demande d'autorisation de défrichement présentée par la Communauté de Communes des Sources du lac le 17 mars 2022 ;

VU l'accusé de réception de dossier complet du 22 mars 2022 ;

VU le projet d'arrêté soumis à la consultation du public instaurée par la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 sur le site internet des services de l'État pendant 15 jours, du 31 mars 2022 au 14 avril 2022 inclus ;

VU l'absence d'observation dans le cadre de cette consultation ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'instruction, aucun des motifs de refus prévus par l'article L.341-5 du Code forestier ne peut être retenu ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 79 50
Mél. : claud.gemignani@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

W:\Environnement\Foret\Defrichement\Dossiers instructions\2022\Saint Ferréol_terrasses alluviales_com.com Sorces du Lac d'Annecy\AP_sans visite.odt

ARRÊTE

Article 1 : le défrichement de 0,1558 ha de parcelles de bois situées à Saint-Ferréol et dont les références cadastrales sont les suivantes, est autorisé.

| Section | N° | Surface totale ha | Surface demandée ha |
|-----------------------|------|-------------------|---------------------|
| C | 959 | 2,2524 | 0,0472 |
| B | 1266 | 2,0016 | 0,1086 |
| Total Surfaces | | | 0,1558 |

L'objet du défrichement est la restauration des continuités écologiques de la rivière "la Chaise".

ARTICLE 2 : la durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

ARTICLE 3 : la présente autorisation est accordée sous réserve de la réalisation des conditions indiquées en annexe, en application de l'article L.341-6 du Code forestier.

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

ARTICLE 4 : la présente autorisation de défrichement fera, par les soins du bénéficiaire, l'objet d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de Saint-Ferréol. Cet affichage aura lieu au moins 15 jours avant le début des opérations de défrichement; il sera maintenu en mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant toute la durée des travaux de défrichement.

ARTICLE 5 : délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

ARTICLE 6 : MM. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, le sous-préfet d'Annecy, le président de la Communauté de Communes des Sources du Lac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires
L'adjoint au chef du service eau-environnement


Thomas RIETHMULLER

ANNEXE 1 - Arrêté n° DDT-2022- 0589 du 19 AVR. 2022 autorisant un défrichement sur la commune de Saint-Ferréol

MESURES SUBORDONNÉES AU DÉFRICHEMENT
(Alinéa 1 de l'article L 341-6 du Code Forestier) *lu*

Pétitionnaire : **Communauté de Communes des Sources du Lac**
Commune du défrichement : **Saint-Ferréol**

Surface défrichée : **0,1558 ha**

| Enjeu production | | | Enjeu écologique | | | Enjeu social | | | coefficient multiplicateur = total/2 | |
|-------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|---|---------|-------------|---|-------------------|----------------|--------------------------------------|------|
| Aucun | Normal | Moyen | Fort | Normal | Moyen | Fort | Faible | Moyen | | Fort |
| 0 point | 1 point | 2 points | 3 points | 1 point | 2 points | 3 points | 1 point | 2 points | 4 points | |
| Forêts sur mauvaises stations | Feuillus divers, stations moyennes | Feuillus divers, bonnes stations | Futaies réineuses, station à fort potentiel | ZNIEFF | Natura 2000 | Espèces protégées réserve naturelle, SRCE | Accueil du public | Captage d'eaux | Site classé, littoral ou montagne | 1,5 |
| 1 point | | | 1 point | | | 1 point | | | | |

Calcul du coefficient multiplicateur de la surface défrichée à compenser : 1,5

Surface de travaux à engager = **0,2337 ha**

- en cas de réalisation de travaux de boisement ou reboisement : montant forfaitaire de **1 000 €**
- ou
- en cas d'exécution de travaux sylvicoles, le montant de ces derniers sera équivalent au montant estimé des travaux de boisement ou reboisement, soit montant forfaitaire de **1 000 €**
- ou
- en cas de refus sur la mise en place des travaux décrits ci-dessus, l'indemnité financière prévue au dernier alinéa de l'article L 341-6 du Code Forestier est calculée de la manière suivante : **4 400 €/hectare, soit 1 028 €**

Pour le directeur départemental des territoires,
L'adjoint au chef du service eau-environnement

6
Thomas RIETHMULLER

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00003

Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0585 portant sur
la définition des agglomérations
d'assainissement



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement
Cellule gestion de la ressource en eau

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le

19 AVR. 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n°DDT-2022-0585
portant sur la définition des agglomérations d'assainissement**

VU la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R.2224-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1er : objet

La liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend en totalité dans le département de la Haute-Savoie figure en annexe du présent arrêté. Cette liste mentionne également les systèmes d'assainissement composant chaque agglomération d'assainissement.

Article 2 : voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-assainissement@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/26

W:\Environnement\Eau\04_Assainissement\Réglementation_doctrine_procedures\agglomeration_assainissement\ARP_agglo_assainissement_74_V2.odt

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 3 : exécution

MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

Annexe

Liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend en totalité dans le département de la Haute-Savoie

Conformément à la rubrique 2.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement, un système d'assainissement est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, tels que détaillés ci-dessous.

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ABONDANCE | 060000174001 | ABONDANCE | 060974001001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ABONDANCE | 060874001001 | 74063:CHATEL ; 74058:CHAPELLE-D'ABONDANCE ; 74001:ABONDANCE |
| ALBY-SUR-CHERAN | 060000474002 | SAINT-SYLVESTRE | 060974002004 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ALBY SUR CHERAN-ST SYLVESTRE | 060874002004 | 74138:GRUFFY ; 74310:VIUZ-LA-CHIESAZ ; 74254:SAINT-SYLVESTRE ; 74194:MURES ; 74142:HERY-SUR-ALBY ; 74061:CHAPEIRY ; 74002:ALBY-SUR-CHERAN |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| ALBY-SUR-CHERAN- LES SABLES | 060000574002 | ALBY SUR CHERAN - LES SABLES | 060974002005 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT ALBY SUR CHERAN - LES SABLES | 060874002005 | 74002:ALBY-SUR-CHERAN |
| ALEX | 060000174003 | ALEX | 060974003001 | SYSTEME DE COLLECTE - ALEX | 060874003001 | 74003:ALEX |
| ALLEVES2 | 060000174004 | ALLEVES | 060974004001 | SC du STEU : ALLEVES | 060874004001 | 74004:ALLEVES |
| ALLEVES- AIGUEBELETTE | 060000274004 | ALLEVES - AIGUEBELETTE | 060974004002 | SC du STEU : ALLEVES - AIGUEBELETTE | 060874004002 | 74004:ALLEVES |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| ANNECY | 060000174010 | CRAN-GEVRIER - SILOE | 060974093001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE CRAN-GEVRIER - SILOE | 060874093001 | 74022:AVIERNOZ ; 74147:LATHUILE ; 74299:VEYRIER-DU-LAC ; 74062:CHARVONNEX ; 74282:FILLIERE ; 74137:GROISY ; 74232:SAINT-EUSTACHE ; 74108:DUINGT ; 74176:MENTHON-SAINT-BERNARD ; 74135:GIEZ ; 74204:OLLIERES ; 74219:QUINTAL ; 74019:ARGONAY ; 74245:SAINT-MARTIN-BELLEVUE ; 74104:DOUSSARD ; 74268:SEYNOD ; 74148:LESCHAUX ; 74275:TALLOIRES-MONTMIN ; 74067:CHAVANOD ; 74181:METZ-TESSY ; 74303:VILLAZ ; 74123:FAVERGES-SEYTHENEX ; 74186:MONTAGNY-LES-LANCHES ; 74072:CHEVALINE ; 74036:BLUFFY ; 74111:ENTREVERNES ; 74011:ANNECY-LE-VIEUX ; 74093:CRAN-GEVRIER ; 74242:SAINT-JORIOZ ; 74217:PRINGY ; 74060:CHAPELLE-SAINT-AURICE ; 74267:SEVRIER ; 74198 : NAVES-PARMELAN ; 74010:ANNECY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| ANNEMASSE | 060000174012 | GAILLARD-ANNEMASSE | 060974012001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE GAILLARD-ANNEMASSE | 060874012001 | 74229:SAINT-CERGUES ; 74008:AMBILLY ; 74118:ETREMBIERES ; 74298:VETRAZ-MONTHOUX ; 74145:JUVIGNY ; 74094:CRANVES-SALES ; 74153:LUCINGES ; 74158:MACHILLY ; 74133:GAILLARD ; 74040:BONNE ; 74305:VILLE-LA-GRAND ; 74012:ANNEMASSE |
| ARACHES | 060000474014 | ARACHES | 060974014004 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ARACHES | 060874014001 | 74014:ARACHES |
| ARACHES-FLAINE | 060000374014 | ARACHES-FLAINE | 060974014002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ARACHES FLAINE | 060874014002 | 74159:MAGLAND ; 74014:ARACHES |
| ARBUSIGNY | 060000174015 | ARBUSIGNY-BIOLLAY | 060974015001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ARBUSIGNY - BIOLLAY | 060874015001 | 74015:ARBUSIGNY |
| ARBUSIGNY | 060000174015 | ARBUSIGNY-CHAVANNES | 060974015002 | Systeme de collecte - ARBUSIGNY-CHAVANNES | 060874015002 | 74015:ARBUSIGNY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| BALME-DE-THUY | 060000174027 | LA BALME DE THUY | 060974027001 | SC du STEU : La BALME DE THUY | 060874027001 | 74027: BALME-DE-THUY |
| BASSY | 060000174029 | BASSY | 060974029001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BASSY | 060874029001 | 74029: BASSY |
| BAUME | 060000174030 | LA BAUME | 060974030001 | SC du STEU : LA BAUME | 060874030001 | 74030: BAUME |
| BEAUMONT-NEYDENS | 060000174201 | NEYDENS | 060974201001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE NEYDENS | 060874201001 | 74124: FEIGERES ; 74216: PRESILLY ; 74201: NEYDENS ; 74031: BEAUMONT |
| BELLEVAUX | 060000174032 | BELLEVAUX | 060974032001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BELLEVAUX | 060874032001 | 74032: BELLEVAUX |
| BELLEVAUX-TERRAMONT | 060000274032 | BELLEVAUX-TERRAMONT | 060974032002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BELLEVAUX-Terramont | 060874032002 | 74032: BELLEVAUX |
| BERNEX | 060000174033 | BERNEX 2 | 060974033002 | Systeme de collecte - BERNEX 2 | 060874033001 | 74033: BERNEX |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| BIOT | 060000174034 | LE BIOT-COUVALOUP | 060974034003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LE BIOT - COUVALOUP | 060874034002 | 74271:SEYTRoux ; 74034:BIOT |
| BIOT-PONT DE GYS | 060000274034 | LE BIOT-GYS | 060974034004 | SYSTEME DE COLLECTE - BIOT | 060874034001 | 74034:BIOT |
| BOEGE | 060000174037 | BOEGE | 060974037001 | SC du STEU : BOEGE | 060874037001 | 74261:SAXEL ; 74037:BOEGE |
| BONNEVAUX | 060000174041 | BONNEVAUX | 060974041001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BONNEVAUX | 060874041001 | 74041:BONNEVAUX |
| BONNEVILLE | 060000174042 | BONNEVILLE | 060974042001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BONNEVILLE | 060874042001 | 74189:MONT-SAXONNEX ; 74024:AYSE ; 74312:VOUGY ; 74042:BONNEVILLE |
| BOUSSY | 060000174046 | BOUSSY | 060974046001 | SC du STEU : BOUSSY | 060874046001 | 74255:SALES ; 74046:BOUSSY |
| BRENTHONNE | 060000174048 | BRENTHONNE | 060974048001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE BRENTHONNE | 060874048001 | 74048:BRENTHONNE |
| BURDIGNIN | 060000174050 | BURDIGNIN | 060974050001 | SC du STEU : BURDIGNIN | 060874050001 | 74301:VILLARD ; 74050:BURDIGNIN |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| CERCIER | 060000174051 | CERCIER | 060974051001 | SC du STEU : CERCIER | 060874051001 | 74051:CERCIER |
| CERNEX | 060000174052 | CERNEX | 060974052001 | SC du STEU : CERNEX | 060874052001 | 74009:ANDILLY ; 74052:CERNEX ; 74228:SAINT-BLAISE |
| CHALLONGES | 060000174055 | CHALLONGES | 060974055001 | SC du STEU : CHALLONGES | 060874055001 | 74055:CHALLONGES |
| CHAMONIX-MONT-BLANC | 060000174056 | LES HOUCHES-CHAMONIX | 060974143002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LES HOUCHES-CHAMONIX- | 060874143002 | 74266:SERVOZ ; 74143:HOUCHES ; 74056:CHAMONIX-MONT-BLANC |
| CHAPELLE-RAMBAUD | 060000174059 | LA CHAPELLE-RAMBAUD | 060974059001 | SC du STEU : La CHAPELLE-RAMBAUD | 060874059001 | 74059:CHAPELLE-RAMBAUD |
| CHAUMONT HAUTE-SAVOIE | 060000174065 | CHAUMONT HAUTE-SAVOIE | 060974065001 | SC du STEU : CHAUMONT | 060874065001 | 74065:CHAUMONT |
| CHAVANNAZ | 060000174066 | CHAVANNAZ | 060974066001 | SC du STEU : CHAVANNAZ | 060874066001 | 74066:CHAVANNAZ |
| CHENE-EN-SEMINE | 060000174068 | CHENE-EN-SEMINE-Base-Loisirs | 060974068001 | SC du STEU : CHENE-en-Semine Base-Loisirs | 060874068001 | 74068:CHENE-EN-SEMINE |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| CHENE-EN-SEMINE | 060000174068 | CHENE-EN-SEMINE-LA TASSONNIÈRE | 060974068003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE CHENE-EN-SEMINE-LA TASSONNIÈRE | 060874068003 | 74068:CHENE-EN-SEMINE |
| CHENEX | 060000174069 | CHENEX | 060974069001 | SC du STEU : CHENEX | 060874069001 | 74069:CHENEX |
| CHESSENAZ | 060000174071 | CHESSENAZ | 060974071001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE CHESSENAZ | 060874071001 | 74071:CHESSENAZ |
| CHEVENOZ | 060000174073 | CHEVENOZ | 060974073001 | SC du STEU : CHEVENOZ | 060874073001 | 74073:CHEVENOZ |
| CHILLY | 060000174075 | CHILLY-COUCY | 060974075001 | SC du STEU : CHILLY-COUCY | 060874075001 | 74075:CHILLY |
| CHILLY | 060000174075 | CHILLY-NOVERY | 060974075002 | SYSTEME DE COLLECTE - CHILLY-NOVERY | 060874075002 | 74075:CHILLY |
| CHOISY | 060000174076 | SALLENOVES | 060974257001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SALLENOVES | 060874257001 | 74026:BALME-DE-SILLINGY ; 74257:SALLENOVES ; 74179:MESIGNY ; 74272:SILLINGY ; 74076:CHOISY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CLARAFOND | 060000274077 | CLARAFOND-BANGES | 060974077003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE CLARAFOND - BANGES | 060874077003 | 74077:CLARAFOND |
| CLARAFOND | 060000274077 | CLARAFOND-CLEUSET | 060974077004 | SC du STEU : CLARAFOND-CLEUSET | 060874077001 | 74077:CLARAFOND |
| CLARAFOND-ARCINE - ARCINE | 060000474077 | CLARAFOND-ARCINE - ARCINE | 060974077103 | Système de collecte - CLARAFOND-ARCINE - ARCINE | 060874077103 | 74077:CLARAFOND |
| CLERMONT | 060000174078 | CLERMONT | 060974078001 | SC du STEU : CLERMONT | 060874078001 | 74078:CLERMONT |
| CLUSAZ | 060000174080 | ST JEAN DE SIXT-LA CLUSAZ | 060974239004 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ST JEAN de SIXT-LA CLUSAZ | 060874239004 | 74239:SAINT-JEAN-DE-SIXT ; 74080:CLUSAZ |
| CLUSES | 060000174081 | MARIGNIER-CLUSES | 060974164001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MARIGNIER-CLUSES | 060874164001 | 74164:MARIGNIER ; 74278:THYEZ ; 74252:SAINT-SIGISMOND ; 74169:MARNAZ ; 74183:MIEUSSY ; 74241:SAINT-JEOIRE ; 74284:TOUR ; 74264:SCIONZIER ; 74081:CLUSES |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| CONTAMINE-SARZIN | 060000174086 | CONTAMINE-SARZIN | 060974086001 | SYSTEME DE COLLECTE - CONTAMINE-SARZIN | 060874086001 | 74086:CONTAMINE-SARZIN |
| COPPONEX | 060000174088 | COPPONEX | 060974088001 | SC du STEU : COPPONEX | 060874088001 | 74009:ANDILLY ; 74228:SAINT-BLAISE ; 74088:COPPONEX |
| CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060000374095 | CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060974095003 | SC du STEU : CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060874095003 | 74095:CREMPIGNY-BONNEGUETE |
| CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060000374095 | CREMPIGNY-BONNEGUETE-BEVY | 060974095001 | SC du STEU : CREMPIGNY-BONNEGUETE-BEVY | 060874095001 | 74095:CREMPIGNY-BONNEGUETE |
| CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060000374095 | CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060974095002 | SC du STEU : CREMPIGNY-BONNEGUETE | 060874095002 | 74095:CREMPIGNY-BONNEGUETE |
| CRUSEILLES | 060000174006 | ALLONZIER LA CAILLE | 060974006001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'ALLONZIER LA CAILLE | 060874006001 | 74006:ALLONZIER-LA-CAILLE ; 74098:CUVAT ; 74307:VILLY-LE-PELLOUX ; 74096:CRUSEILLES |
| CUSY | 060000174097 | CUSY | 060974097001 | SC du STEU : CUSY | 060874097001 | 74097:CUSY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| DESINGY - CRUMEL | 060000174100 | DESINGY-CRUMEL | 060974100001 | SC du STEU : DESINGY-CRUMEL | 060874100001 | 74100:DESINGY |
| DESINGY - PELLY | 060000374100 | DESINGY-PELLY | 060974100103 | Systeme de collecte - DESINGY-PELLY | 060874100103 | 74100:DESINGY |
| DESINGY-PLANAZ | 060000274100 | DESINGY-PLANAZ | 060974100002 | SC du STEU : DESINGY-PLANAZ | 060874100002 | 74100:DESINGY |
| DINGY-SAINT-CLAIR | 060000174102 | DINGY-SAINT-CLAIR | 060974102001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE DINGY-SAINT-CLAIR | 060874102001 | 74102:DINGY-SAINT-CLAIR |
| DOUVAINE | 060000174105 | DOUVAINE | 060974105001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE DOUVAINE | 060874105001 | 74263:SCIEZ ; 74025:BALLAISON ; 74293:VEIGY-FONCENEX ; 74150:LOISIN ; 74315:YVOIRE ; 74171:MASSONGY ; 74199:NERNIER ; 74121:EXCENEVEVEX ; 74043:BONS-EN-CHABLAIS ; 74070:CHENS-SUR-LEMAN ; 74180:MESSERY ; 74105:DOUVAINE |
| DROISY | 060000174107 | DROISY | 060974107001 | SC du STEU : DROISY | 060874107001 | 74107:DROISY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| ELOISE | 060000174109 | ELOISE-CUGNIÈRE | 060974109005 | SYSTEME DE COLLECTE - ELOISE-CUGNIERE | 060874109005 | 74109:ELOISE |
| ELOISE | 060000174109 | ELOISE-LES CLOSETS | 060974109004 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ELOISE - LES CLOSETS | 060874109004 | 74109:ELOISE |
| ETERCY | 060000174117 | ETERCY | 060974117001 | SC du STEU : ETERCY | 060874117001 | 74117:ETERCY |
| FAVERGES-SEYTHENEX | 060000174167 | MARLENS-CHAMPS FROIDS | 060974167001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MARLENS-CHAMPS FROIDS | 060874167001 | 74234:SAINT-FERREOL ; 74167:VAL DE CHAISE ; 74123:FAVERGES-SEYTHENEX |
| FETERNES | 060000174127 | FETERNES-CORNALES | 060974127001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE FETERNES-CORNALES | 060874127001 | 74308:VINZIER ; 74146:LARRINGES ; 74057:CHAMPANGES ; 74127:FETERNES |
| FORCLAZ | 060000174129 | LA FORCLAZ | 060974129001 | SC du STEU : LA FORCLAZ | 060874129001 | 74129:FORCLAZ |
| FRANCLENS | 060000174130 | FRANCLENS LA TRUADIA | 060974130003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE FRANCLENS - La TRUADIA | 060874130002 | 74130:FRANCLENS |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| FRANGY | 060000174131 | FRANGY-LES PLATS | 060974131002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE FRANGY | 060874131001 | 74131:FRANGY ; 74195:MUSIEGES |
| GRAND-BORNAND | 060000174136 | GRAND-BORNAND ST JEAN DE SIXT - GRAND BORNE | 060974239003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ST JEAN de SIXT - GRAND BORNE | 060874239003 | 74239:SAINT-JEAN-DE-SIXT ; 74136:GRAND-BORNAND |
| HABERE-LULLIN | 060000174139 | HABERE-LULLIN | 060974139001 | SC du STEU : HABERE-LULLIN | 060874139001 | 74050:BURDIGNIN ; 74139:HABERE-LULLIN |
| HABERE-POCHE | 060000174140 | HABERE POCHE | 060974140001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE HABERE POCHE | 060874140001 | 74140:HABERE-POCHE |
| HAUTEVILLE-SUR-FIER | 060000174141 | HAUTEVILLE SUR FIER | 060974141001 | SC du STEU : HAUTEVILLE SUR FIER | 060874141001 | 74141:HAUTEVILLE-SUR-FIER |
| JONZIER-EPAGNY | 060000174144 | JONZIER-EPAGNY | 060974144001 | SC du STEU : JONZIER-EPAGNY | 060874144001 | 74144:JONZIER-EPAGNY |
| LORNAY | 060000174151 | LORNAY | 060974151001 | SC du STEU : LORNAY | 060874151001 | 74151:LORNAY |
| LOVAGNY | 060000174152 | LOVAGNY- PONT DE CHAVAROCHE | 060974152001 | SC du STEU : LOVAGNY- PONT de CHAVAROCHE | 060874152001 | 74202:NONGLARD ; 74152:LOVAGNY |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| LULLIN | 060000174155 | LULLIN | 060974155001 | SC du STEU : LULLIN | 060874155001 | 74155:LULLIN |
| LULLY | 060000174156 | LULLY | 060974156001 | SC du STEU : LULLY | 060874156001 | 74126:FESSY ; 74156:LULLY |
| MAGLAND | 060000174159 | MAGLAND 2 | 060974159104 | Système de collecte - MAGLAND 2 | 060874159001 | 74159:MAGLAND |
| MARCELLAZ-ALBANAIS | 060000274161 | MARCELLAZ ALBANAIS | 060974161002 | SC du STEU : MARCELLAZ ALBANAIS | 060874161001 | 74161:MARCELLAZ-ALBANAIS |
| MARLIOZ | 060000174168 | MARLIOZ | 060974168001 | SC du STEU : MARLIOZ | 060874168001 | 74168:MARLIOZ |
| MEGEVE | 060000174173 | PRAZ SUR ARLY - MEGEVE | 060974215001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE PRAZ sur ARLY - MEGEVE | 060874215001 | 74215:PRAZ-SUR-ARLY ; 74173:MEGEVE |
| MEGEVETTE | 060000174174 | MEGEVETTE | 060974174001 | Système de collecte - MEGEVETTE | 060874174001 | 74174:MEGEVETTE |
| MEILLERIE | 060000174175 | MEILLERIE | 060974175001 | SC du STEU : MEILLERIE | 060874175001 | 74175:MEILLERIE |
| MENTHONNEX-EN-BORNES | 060000174177 | MENTHONNEX EN BORNES | 060974177001 | SC du STEU : MENTHONNEX EN BORNES | 060874177001 | 74177:MENTHONNEX-EN-BORNES |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| MENTHONNEX-SOUS-CLERMONT | 060000174178 | MENTHONNEX SOUS CLERMONT | 060974178001 | SC du STEU : MENTHONNEX SOUS CLERMONT | 060874178001 | 74178:MENTHONNEX-SOUS-CLERMONT |
| MEYTHET | 060000174182 | POISY - LES POIRIERS | 060974182001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE POISY - Les POIRIERS | 060874182001 | 74213:POISY ; 74217:PRINGY ; 74112:EPAGNY METZ-TESSY ; 74026:BALME-DE-SILLINGY ; 74272:SILLINGY ; 74182:MEYTHET |
| MINZIER | 060000174184 | MINZIER | 060974184001 | SC du STEU : MINZIER | 060874184001 | 74184:MINZIER |
| MORZINE | 060000174191 | ESSERT-ROMAND - MORZINE | 060974191002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MORZINE - AVORIAZ | 060874191001 | 74114:ESSERT-ROMAND ; 74134:GETS ; 74188:MONTRIOND ; 74091:COTE-D'ARBROZ ; 74191:MORZINE |
| MOYE | 060000174192 | MOYE | 060974192001 | SC du STEU : MOYE | 060874192001 | 74192:MOYE |
| MURAZ | 060000174193 | LA MURAZ - LA CROISSETTE | 060974193001 | SC du STEU : LA MURAZ - LA CROISSETTE | 060874193001 | 74193:MURAZ |
| NANCY-SUR-CLUSES | 060000174196 | NANCY-SUR-CLUSES | 060974196001 | Systeme de collecte - NANCY-SUR-CLUSES | 060874196001 | 74196:NANCY-SUR-CLUSES |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| ONNION-COTTERET | 060000174205 | ONNION-COTTERET | 060974205001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ONNION-COTTERET | 060874205001 | 74205:ONNION |
| ONNION-JORAT 2 | 060000474205 | ONNION-JORAT | 060974205002 | SYSTEME DE COLLECTE - ONNION-Jorat | 060874205002 | 74205:ONNION |
| PASSY | 060000174208 | PASSY | 060974208001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE PASSY | 060874208001 | 74236:SAINT-GERVAIS-LES-BAINS ; 74085:CONTAMINES-MONTJOIE ; 74208:PASSY |
| GLIERES-VAL-DE-BORNE - BEFFAY | 060000274212 | GLIERES-VAL-DE-BORNE-BEFFAY | 060974212002 | Systeme de collecte - GLIERES-VAL-DE-BORNE-BEFFAY | 060874212002 | 74212:GLIERES-VAL-DE-BORNE |
| GLIERES-VAL-DE-BORNE - TENNIS | 060000174212 | GLIERES-VAL-DE-BORNE-TENNIS | 060974212001 | Systeme de collecte - GLIERES-VAL-DE-BORNE-TENNIS | 060874212001 | 74212:GLIERES-VAL-DE-BORNE |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| REIGNIER | 060000174220 | SCIENRIER | 060974220001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SCIENRIER | 060874220001 | 74304:VILLE-EN-SALLAZ ; 74211:PERS-JUSSY ; 74015:ARBUSIGNY ; 74038:BOGEVE ; 74162:MARCELLAZ ; 74240:SAINT-JEAN-DE-THOLOME ; 74197:NANGY ; 74311:VIUZ-EN-SALLAZ ; 74040:BONNE ; 74087:CONTAMINE-SUR-ARVE ; 74262:SCIENRIER ; 74185:MONNETIER-MORNEX ; 74021:ARTHAZ-PONT-NOTRE-DAME ; 74193:MURAZ ; 74122:FAUCIGNY ; 74018:ARENTHON ; 74128:FILLINGES ; 74209:PEILLONNEX ; 74284:TOUR ; 74220:REIGNIER |
| REPOSOIR | 060000174221 | LE REPOSOIR | 060974221001 | SC du STEU : LE REPOSOIR | 060874221001 | 74221:REPOSOIR |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| REYVROZ | 060000274222 | REYVROZ | 060974222001 | SYSTEME DE COLLECTE - REYVROZ | 060874222001 | 74222:REYVROZ |
| ROCHE-SUR-FORON | 060000174018 | ARENTHON | 060974018001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE ARENTHON | 060874018001 | 74250:SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ; 74007:AMANCY ; 74116:ETAUX ; 74090:CORNIER ; 74018:ARENTHON ; 74244:SAINT-SIXT ; 74253 :SAINT-LAURENT ; 74224:ROCHE-SUR-FORON |
| RUMILLY | 060000174225 | RUMILLY | 060974225001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE RUMILLY | 060874225001 | 74255:SALES ; 74035:BLOYE ; 74165:MARIGNY-SAINT-MARCEL ; 74002:ALBY-SUR-CHERAN ; 74225:RUMILLY |
| SAINT-ANDRE-DE-BOEGE | 060000174226 | SAINT-ANDRE DE BOEGE | 060974226001 | SC du STEU : SAINT-ANDRE DE BOEGE | 060874226001 | 74226:SAINT-ANDRE-DE-BOEGE |
| SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE | 060000274235 | SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE BEAUMONT | 060974235004 | SYSTEME DE COLLECTE - SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE-BEAUMONT | 060874235001 | 74235:SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE | 060000274235 | SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE-BEL-AIR | 060974235002 | SC du STEU : SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE-BEL-AIR | 060874235002 | 74235:SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE |
| SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE | 060000274235 | SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE-CUSINENS | 060974235003 | SYSTEME DE COLLECTE - SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE-CUSINENS | 060874235003 | 74235:SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE |
| SAINT-GINGOLPH (SUISSE) | 060000174237 | SAINT-GINGOLPH | CH0000174237 | Système de collecte - SAINT-GINGOLPH | 060874237001 | 74203:NOVEL ; 74237:SAINT-GINGOLPH |
| SAINT-JEAN-D'AULPS | 060000174238 | SAINT-JEAN-D'AULPS | 060974238002 | Système de collecte - SAINT-JEAN-D'AULPS | 060874238002 | 74238:SAINT-JEAN-D'AULPS |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | 060000174243 | AÏRE (SUISSE) | CH0000274243 | Système de collecte - SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | 060874243001 | 74082:COLLONGES-SOUS-SALEVE ; 74016:ARCHAMPS ; 74044:BOSSEY ; 74243:SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS |
| SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS | 060000174249 | SAINT-PAUL EN CHABLAIS | 060974249001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-PAUL EN CHABLAIS | 060874249001 | 74249:SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| SALES | 060000174255 | SALES | 060974255802 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE STEP MIXTE COOP LAITIERE | 060874255802 | 74255:SALES |
| SALLANCHES | 060000274256 | SALLANCHES | 060974256001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SALLANCHES | 060874256001 | 74083:COMBLOUX ; 74103:DOMANCY ; 74089:CORDON ; 74099:DEMI-QUARTIER ; 74256:SALLANCHES |
| SAMOENS | 060000174258 | MORILLON - SAMOENS | 060974190001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MORILLON - SAMOENS | 060874190001 | 74294:VERCHAIX ; 74273:SIXT-FER-A-CHEVAL ; 74190:MORILLON ; 74258:SAMOENS |
| SAPPEY | 060000174259 | LE SAPPEY | 060974259001 | SC du STEU : Le SAPPEY | 060874259001 | 74259:SAPPEY |
| SAVIGNY | 060000174260 | SAVIGNY | 060974260001 | SC du STEU : SAVIGNY | 060874260001 | 74260:SAVIGNY |
| VAL-DE-FIER | 060000174274 | VAL DE FIER | 060974274001 | SC du STEU : VAL DE FIER | 060874274001 | 74274:VAL-DE-FIER |
| TALLOIRES-MONTMIN - MONTMIN | 060000174187 | TALLOIRES MONTMIN - MONTMIN | 060974187001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MONTMIN | 060874187001 | 74187:MONTMIN |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| TANINGES | 060000174276 | TANINGES 2 | 060974276003 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT T DE TANINGES 2 | 060874276001 | 74276:TANINGES |
| THONES | 060000174280 | THONES-VERNAIES | 060974280002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE THONES-VERNAIES | 060874280002 | 74302:VILLARDS-SUR-THONES ; 74160:MANIGOD ; 74079:CLEFS ; 74280:THONES |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| THONON-LES-BAINS | 060000174281 | THONON LES BAINS | 060974281001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE THONON LES BAINS | 060874281001 | 74157:LYAUD ; 74218:PUBLIER ; 74119:EVIAN-LES-BAINS ; 74263:SCIEZ ; 74020:ARMOY ; 74279:THOLLON-LES-MEMISES ; 74053:CERVENS ; 74249:SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS ; 74106:DRAILLANT ; 74163:MARGENCEL ; 74206:ORCIER ; 74172:MAXILLY-SUR-LEMAN ; 74200:NEUVECELLE ; 74146:LARRINGES ; 74166:MARIN ; 74057:CHAMPANGES ; 74154:LUGRIN ; 74013:ANTHY-SUR-LEMAN ; 74005:ALLINGES ; 74210:PERRIGNIER ; 74281:THONON-LES-BAINS |
| THUSY | 060000174283 | THUSY | 060974283001 | SC du STEU : THUSY | 060874283001 | 74283:THUSY |
| USINENS | 060000174285 | USINENS | 060974285001 | SC du STEU : USINENS | 060874285001 | 74285:USINENS |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| VACHERESSE | 060000174286 | VACHERESSE | 060974286001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE VACHERESSE | 060874286001 | 74286:VACHERESSE |
| VAILLY | 060000174287 | VAILLY LA COTE | 060974287001 | SC du STEU : VAILLY LA COTE | 060874287001 | 74287:VAILLY |
| VAILLY-LAVOUE | 060000274287 | VAILLY LAVOUE | 060974287002 | SC du STEU : VAILLY LAVOUE | 060874287002 | 74287:VAILLY |
| VALLEIRY | 060000174288 | CHEVRIER-BAUGELY | 060974074001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE CHEVRIER | 060874074001 | 74101:DINGY-EN-VUACHE ; 74314:VULBENS ; 74288:VALLEIRY ; 74074:CHEVRIER |
| VALLIERES-SUR-FIER | 060000174289 | VALLIERES-VOGEAN | 060974289002 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE VALLIERES | 060874289001 | 74231:SAINT-EUSEBE ; 74289:VALLIERES-SUR-FIER |
| VALLORCINE | 060000174290 | VALLORCINE | 060974290001 | SC du STEU : VALLORCINE | 060874290001 | 74290:VALLORCINE |
| VANZY | 060000174291 | VANZY | 060974291001 | SC du STEU : VANZY | 060874291001 | 74291:VANZY |
| VANZY - MONS | 060000274291 | VANZY-MONS | 060974291101 | SC du STEU : VANZY-MONS | 060874291101 | 74291:VANZY |
| VAULX | 060000174292 | VAULX | 060974292001 | SC du STEU : VAULX | 060874292001 | 74292:VAULX |
| VERNAZ | 060000174295 | LA VERNAZ | 060974295001 | SC du STEU : LA VERNAZ | 060874295001 | 74295:VERNAZ |

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| VERS | 060000174296 | VERS | 060974296001 | SC du STEU : VERS | 060874296001 | 74296:VERS |
| VERSONNEX | 060000174297 | VERSONNEX | 060974297001 | SC du STEU : VERSONNEX | 060874297001 | 74297:VERSONNEX |
| VILLY-LE-BOUVERET | 060000174306 | VILLY LE BOUVERET | 060974306001 | SC du STEU : VILLY LE BOUVERET | 060874306001 | 74306:VILLY-LE-BOUVERET |
| VIRY-ESSERTET | 060000174309 | VIRY ESSERTET | 060974309002 | SC du STEU : VIRY Essertet | 060874309002 | 74309:VIRY |
| VOVRAY-EN-BORNES | 060000174313 | VOVRAY EN BORNES | 060974313001 | SC du STEU : VOVRAY EN BORNES | 060874313001 | 74313:VOVRAY-EN-BORNES |

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00001

Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0586 portant sur
la définition des agglomérations
d'assainissement Haute-Savoie et Savoie



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
de la Savoie**

**Direction départementale des territoires
de la Haute-Savoie**

Le préfet de la Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n°DDT-2022-0586

portant sur la définition des agglomérations d'assainissement

Vu la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R.2224-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal BOLOT en qualité de préfet de la Savoie ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1er : objet

La liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend sur les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie figure en annexe du présent arrêté. Cette liste mentionne également les systèmes d'assainissement composant chaque agglomération d'assainissement.

1 rue des Cévennes
73011 CHAMBERY cedex
04 79 71 73 73
Mél. : ddt@savoie.gouv.fr
www.savoie.gouv.fr

1/3

15 rue Henry-Bordeaux
74998 ANNECY cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

W:\Environnement\Eau\04_Assainissement\Réglementation_doctrine_procedures\agglomeration_assainissement\ARP_agglo_assainissement_74-73.odt

Article 2 : voies et délais de recours

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 3 : exécution

Les secrétaires généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie, les directeurs départementaux des territoires de la Savoie et de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Chambéry, le

01 AVR. 2022

Le préfet de la Savoie,

Pascal BOLOT

Annecy, le

19 AVR. 2022

Le préfet de la Haute-Savoie

Alain ESPINASSE

Annexe

Liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend en totalité sur les départements de Savoie et de la Haute-Savoie

Conformément à la rubrique 2.11.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement, un système d'assainissement est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, tels que détaillés ci-dessous.

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| SAINT-FELIX 74 | 060000174233 | ST-FELIX | 060974233001 | RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-FELIX | 060874233001 | 73010 : ENTRELACS ; 74233 : SAINT-FELIX ; 74054 : CHAINAZ-LES-FRASSES |

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00002

Arrêté préfectoral n°DDT-2022-0587 portant sur
la définition des agglomérations
d'assainissement Haute-Savoie et Ain

**Direction départementale
des territoires**

**Direction départementale
des territoires**

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

La préfète de l'Ain

Chevalier de la Légion d'honneur

Arrêté n° DDT-2022-0587

portant sur la définition des agglomérations d'assainissement

Vu la directive européenne n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R.2224-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Catherine SARLANDIE DE LA ROBERTIE en qualité de préfète de l'Ain ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1er : objet

La liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend sur les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie figure en annexe du présent arrêté. Cette liste mentionne également les systèmes d'assainissement composant chaque agglomération d'assainissement.

Article 2 : voies et délais de recours

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 3 : exécution

Les secrétaires généraux de l'Ain et de la Haute-Savoie, les directeurs départementaux des territoires de l'Ain et la Haute-Savoie et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs de l'Ain et de la Haute-Savoie.

19 AVR. 2022

Annecy, le

Le préfet de la Haute-Savoie,


Alain ESPINASSE

Bourg-en-Bresse, le

23 DEC. 2021

La préfète,

Pour la préfète,


Le secrétaire général

Annexe

Liste des agglomérations d'assainissement dont le territoire s'étend en totalité sur les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie

Conformément à la rubrique 2.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement, un système d'assainissement est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, tels que détaillés ci-dessous.

| Nom de l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE de l'agglomération d'assainissement | Nom des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des stations assurant le traitement des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Code SANDRE des systèmes de collecte assurant la collecte des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement | Nom des communes rattachées en tout ou partie à l'agglomération d'assainissement |
|---|---|---|---|---|---|--|
| VIRYCHANCY | 060000374309 | CHANCY EN SUISSE - VIRY | CH0000374309 | Systeme de collecte - CHANCY EN SUISSE - VIRY | 060899059001 | 74309:VIRY ; 01308:POUGNY |
| SEYSSEL | 060000174269 | SEYSSEL | 060974269001 | SEYSSEL | 060874269001 | 01407 : SEYSSEL ; 01118 : CORBONOD ; 74269 : SEYSSEL |

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-04-25-00001

Décision préfectorale n°DDT-2022-0617 portant
opposition à déclaration au titre de l'article
L214-3 du code de l'environnement relative à la
création d'un passage busé sur le Moiron, au
lieu-dit "Yvre", entre les parcelles OH-0819 et
OG-1522 dans la commune REIGNIER-ESERY.



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement
Cellule milieux aquatiques et pêche

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 25 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Décision préfectorale n° DDT-2022-0617
portant opposition à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement
relative à la création d'un passage busé sur le Moiron, au lieu-dit "Yvre", entre les parcelles
OH-0819 et OG-1522

Monsieur ANTHONIOZ Julien du GAEC Les Bois d'Yvre
Commune de REIGNIER-ESERY

VU Le code de l'environnement, notamment ses articles L211-1 et L214-3 II, 2° alinéa et ses articles R214-1 à R214-32 ;

VU les rubriques 3120 (modification du profil en long ou en travers du lit mineur) et 3150 (impact sur les frayères et zones d'alimentation piscicoles) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté 2013212-0009 du 31 juillet 2013 constituant l'inventaire départemental des frayères au titre de l'article L432-3 du code de l'environnement ;

VU la carte des aléas naturels de la commune de REIGNIER-ESERY du 7 novembre 2011, et la section du ruisseau de Moiron identifiée par une zone "Inondation par une crue torrentielle ou à montée rapide d'eau" ;

VU les articles L113-1 et suivants et R113-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, ainsi que l'arrêté préfectoral du 3 février 2011 fixant les conditions de réalisation des coupes d'éclaircie ou coupes rases dans les Espaces Boisés Classés (EBC) ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-see@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

W:\Environnement\Eau\01_Travaux\Communes\Reignier_esery\Franchissement_ANTHONIOZ_Moiron\DEC_opposition_Anthonioz_Julien.odt

1/4

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027, approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du SAGE de l'Arve, approuvé le 23 juin 2018 ;

VU l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçu le 8 avril 2022, présenté par Monsieur ANTHONIOZ Julien du GAEC Les Bois d'Yvre, enregistré sous le n° 74-2022-00048 et relatif à la création d'un passage busé sur le Moiron, au lieu-dit "Yvre", entre les parcelles OH-0819 et OG-1522, sur la commune de REIGNIER-ESERY ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur ;
- localisation du projet ;
- présentation et principales caractéristiques du projet ;
- rubriques de la nomenclature concernées ;
- document d'incidences ;
- moyens de surveillance et d'intervention ;
- éléments graphiques ;

VU l'avis du 13 avril 2022 de la cellule Milieux Naturels, Forêt, Chasse de la DDT de Haute-Savoie ;

CONSIDÉRANT que l'autorité administrative peut s'opposer à l'opération projetée s'il apparaît qu'elle est incompatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou porte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 une atteinte d'une gravité telle qu'aucune prescription ne permettrait d'y remédier ;

CONSIDÉRANT que le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée précise, dans ses principales orientations, la nécessité de respecter le fonctionnement naturel des milieux et œuvrer pour leur restauration et leur préservation (notamment *OF6a : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques* et *OF8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques*) ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande de déclaration loi sur l'eau relatif à la création d'un passage busé sur le Moiron, au lieu-dit "Yvre", entre les parcelles OH-0819 et OG-1522, sur la commune de REIGNIER-ESERY ne justifie pas les points suivants :

- Le gabarit du franchissement proposé (buse de Ø 1.5 m) paraît sous-dimensionné au vu de la largeur du lit actuel de 4 m et de la présence de l'aléa fort d'inondation par une crue torrentielle. L'ouvrage risquerait donc de faire obstacle à l'écoulement des crues.

De plus, la barrière prévue au-dessus de ce franchissement ne permet pas à l'ouvrage d'être facilement submersible sans bloquer les matériaux.

Pour le projet proposé, l'espace de mobilité du cours d'eau se trouve significativement réduit.

- Le projet de traversée du cours d'eau par un ouvrage va impacter une formation boisée classée en EBC au PLU de la commune.

Ne s'agissant pas d'une desserte forestière ayant pour buts la gestion et l'exploitation de parcelles forestières, la procédure de demande d'autorisation de défrichement est obligatoire.

Aucune demande d'autorisation de défrichement ne peut être instruite en EBC. Tout changement de destination du sol est interdit (code de l'urbanisme art L.113-1 et 2).

CONSIDÉRANT que pour la création du franchissement proposé (surmonté d'une barrière) situé en zone d'aléa fort d'inondation par une crue torrentielle, le dossier ne justifie pas qu'il n'aggrave pas les risques et n'en provoque pas de nouveaux ;

CONSIDÉRANT que le projet d'ouvrage ne répond pas au respect du fonctionnement du milieu naturel prévu dans le SDAGE ;

CONSIDÉRANT qu'en l'espèce, il incombe au pétitionnaire d'adapter son projet aux contraintes réglementaires sur les points suivants :

- concernant le dimensionnement du busage, justifier par une étude hydraulique qu'il n'aggrave pas le risque d'inondation et n'en crée pas de nouveau, à l'aval comme à l'amont de l'ouvrage projeté ;
- concernant la présence de l'EBC, une levée de protection partielle concernant l'emprise de l'ouvrage est nécessaire avant toute réalisation (modification du PLU).

CONSIDÉRANT que les mesures et prescriptions éventuelles ne suffiraient pas à écarter ces incidences et risques ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} – Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, II 2^o paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur ANTHONIOZ Julien du GAEC Les Bois d'Yvre, relative à la création d'un passage busé sur le Moiron, au lieu-dit "Yvre", entre les parcelles OH-0819 et OG-1522, sur la commune de REIGNIER-ESERY.

ARTICLE 2 – Sanctions administratives et pénales encourues

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, Monsieur ANTHONIOZ Julien est passible des sanctions administratives prévues par les articles L 171-7 et L 171-8 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par l'article L 173-1 du même code.

ARTICLE 3 – Respect du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 4 – Publication et information des tiers

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de REIGNIER-ESERY, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 5 – Voies et délais de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble :

1^o par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télérecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ARTICLE 6 – Exécution

MM. ANTHONIOZ Julien, le maire de la commune de REIGNIER-ESERY, le chef du service départemental de l'OFB de la Haute-Savoie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Pour le préfet et par délégation
P/Le directeur départemental des territoires
L'adjoint au chef du service eau-environnement



Thomas RIETHMULLER

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2022-04-21-00005

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2022-0167 /
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et
compétences / Services à la personne / Récépissé
de déclaration d'un organisme de services à la
personne JOHNSTON Charlotte



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP899795256**

N°2022-0167

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale – Département Entreprises et Compétences le 21 février 2022 par Madame Charlotte JOHNSTON en qualité de dirigeante, pour l'organisme JOHNSTON Charlotte dont l'établissement principal est situé 72 Chemin de Bessonnet VIEUGY 74600 ANNECY et enregistré sous le N° SAP899795256 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 21 avril 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,


Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale – Département Entreprises et Compétences ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME
Tél. : 04 50 88 28 47
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités
Département Entreprises et Compétences
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY
www.haute-savoie.gouv.fr

74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman

74-2022-04-21-00010

DGDDI - Décision 2022/4 C du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

ANNECY, LE 21 AVR. 2022

DR Annecy
34, AV DU PARMELAN
74004 ANNECY
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie
Téléphone : 09 70 27 30 34
Télécopie : 04 50 51 00 68
Mél : dr-leman@douane.finances.gouv.fr

Décision 2022/4 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

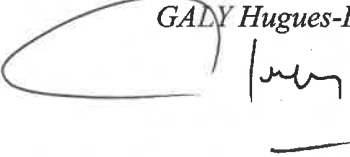
Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

GALY Hugues-Lionel


Annexe I à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| Nom/prénom | Décharge | Recouvrement | Rejet | Restitution | Réduction |
|----------------------|-----------------|---------------------|--------------|--------------------|------------------|
| BERTUIT Denis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RAYNE Bruno | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Annexe II à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Nom/prénom | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|-------------------------|----------|------------|----------|----------|-------------|
| BERTUIT Denis | illimité | illimité | illimité | illimité | 350000 |
| CRENN Justine | 0 | 0 | 0 | 0 | 60000 |
| GUIRAUD Gregory | 0 | 0 | 0 | 0 | 60000 |
| LOUME Jean-Marc | 0 | 0 | 0 | 0 | 60000 |
| PHILIBERT Jerome | 0 | 0 | 0 | 0 | 60000 |
| RAYNE Bruno | illimité | illimité | illimité | illimité | 350000 |

**Annexe III à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Nom/prénom | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---------------------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|--------------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ANDOCHE Marie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| AUMIS Felix | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| AUTIN Cecile | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| AUVIGNE Laurence | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BACO Yasser | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BARBAN Hugo | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BARDET Vincent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BARTON Gregory | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BAUMONT Marc | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BECHAALANI Marie-Line | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BEL ROULLARD Sophie | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BELHABIB Faudil | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERGERON Francois-Xavier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERNARD Arnaud | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERNIGOLE Margaux | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERODIER Jordan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERTHOMME Cedric | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERTRAND Romain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BERY Nathalie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BIARGUES Sophie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BILLON Pierre-Yves | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BLACHE Emmanuel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BLANCON Florian | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BLONDIN Stephane | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BOGILLOT Emmanuel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BOISSARD Pierre | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BONNARD Paul | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BONNEPART Carine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BOTON Laurent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BOU Christophe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|-----------------------------------|-------|------|------|-------|
| BOUAKKAZ Yamin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BOURGUIGNON Brigitte | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BOURLY Jean-Francois | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BREHIN-GOEDERT Brigitte | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BRESSAND Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BROUTEL Yves | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BRU Lucas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BRUGUIERE Martin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BUTTE Mikael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| BUVAT Philippe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CADET Christophe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CADIS Aurelie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CAILLOUET Adrien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CALDERON Jean-Yves | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CAMPILLO LAFFIN Christophe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CAMUS Aurelie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CANCELLIERI Altea | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CAPILLA Jerome | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CELLARIER Robin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHABERT Brigitte | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHANTELOUBE Eline | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHARTON Florent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHARVET Anthony | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHATANAY Cyril | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHAUVEAU Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CHAUVET Thomas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CILLER Thomas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CLERMONT Maxime | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COCHET Gaelle | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COINDET Jerome | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COLIBEAUX Romain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COLLET Jean-Francois | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CONDERATKAN Christopher | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CONSEIL Brice | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CONSEIL Fabien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COPIER Aurore | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COTE Olivier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COUR Thibault | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COUTOULY Maxime | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| COVRE Sandra | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|---------------------------|-------|------|------|-------|
| CRICK Jocelyn | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CROS Bruno | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| CROS Didier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DANIEL Cyril | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DECOGNIER Thomas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEDION Quentin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEFOSSE Aurelie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEGABRIEL Elodie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEGAT Julien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEISSARD Thierry | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DELAUNE Francois | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DELEGER Raphaele | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DELHAIE Tanguy | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DELISLE Remy | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DENCHE Marjorie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEPAQUIT Christine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEPIERRE Alain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DESCHANEL Yoann | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DESPONT Francois | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEUTSCH Guillaume | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DEUTSCH Raphael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DIJOUX Pierrick | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DOCHE Sebastien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DOLCI Catherine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DOLO Yann | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DOUILLET Olivier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DROGUET Thomas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DUBOIS Laurence | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DUMOULIN Francois | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DUPOND Hugo | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DURANTON Gilles | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DUSSOLLIER Valerie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| DUTANIER Thomas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| EHRET Luc | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ETIENNE Benjamin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| EVRARD Emma | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FARGETON Amaryllis | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FAUQUEUR Richard | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FERNANDEZ German | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FERNANDEZ Raoul | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FERRER Laurent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FILLION Yannick | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|---------------------------------|-------|------|------|-------|
| FLORY Isabelle | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FOCANT Pascal | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FOISSAC Guillaume | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FRANCHET Benjamin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FRECHARD Fabrice | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FRESIL Maxime | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| FUMERON Valentin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GAHA Woihbi | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GALLINEAU Vianney | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GARNIER Fabien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GEFFROY Claire | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GENTILINI Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GESBERT Swen | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GIGLIOLI Leon | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GILLES Arthur | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GILLET Gaetane | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GIOVE Raphael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GODEFROY Cyrille | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GOEPP Antoine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GONZALEZ Nathalie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GORLIER Frederic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GOUJON Romain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GRANGE Loic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GRAVIER Stephane | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GREGOIRE Patrice | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GROSJEAN Christian | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GUILLAUME Sylvain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GUILLE Lucas | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GUILLOT Benoit | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| GUILLOU Bernard | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HANSEN Cecile | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HAVERLAND Andre | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HENENNE Frederic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HERBAUT Valentin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HONEGGER Christophe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| HUIN Arnaud | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JACQUET Camille | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JALIBAT Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JANIN Mathieu | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JECHOUX Dominick | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JOLLAIN Marion | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|--------------------------------|-------|------|------|-------|
| JOLY Pierre-Franck | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| JORION Vincent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| KACZOR Pauline | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| KOTNI Dimitri | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| KOUAKOU Yao | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| KRAWCZYK Maxime | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LACHE Jean-Noel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LACROIX Sebastien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LAVIALLE Frederic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LE CALVEZ Yves | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LE GOFF Sebastien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LE MOING Florent | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LE ROLLAND Andrea | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEANDRY Floraly | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEBAS Delphine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEBON Mathilde | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LECOURT Valentin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEFORT Mathieu | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LEVEQUE Valerie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LINGUET Willem | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LOYER Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| LUTIC Ludovic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MAHROUG Rida | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MAITRE Jerome | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MALETERRE Alexie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MANCHON Lois | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARCININ Dorothee | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARCON Lea | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARGUET Francois-Regis | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARIA Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARIEL William | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARTIN Alexandra | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARTIN Loic | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARTINEZ Jordan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARTINS Antoine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MARTY Florence | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MASQUELET Cecile | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MEDEUF Willy | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MEGARES Anthony | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MERCHE Jacques | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MERCIER Fanny | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|----------------------------------|-------|------|------|-------|
| MERCIER Thibault | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MERLOT Raphael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MESLEM Soenya | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MEUSNIER Romuald | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MEYER Laure | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MEYNOT Kevin | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MIGNE Mathieu | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MILLEQUAND Camille | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOLINARI Yann | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MONSARRAT Lisa | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOREAU Isabelle | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MORISCOT Jean | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOTERA Benoit | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOUKTARIAN Gregory | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOULIA Xavier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MOUSTAFOV Stephane | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MURA David | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| MURCIA Marc | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| NEUVILLE Catherine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| NOEL Anthony | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| NOGUERA Mickael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| NOTIN Gauvain | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PASTOURET Franck | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PAUTHE Audric | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PELIZZARI Emmanuel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PEREIRA Louise | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PERRET Olivier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PERRICHON Thierry | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PERRY Laurine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PHALIPPOU Benedicte | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PIERRE Matthieu | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PIERRE Patrice | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PIOTR Stephan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PLANTIER Pierre | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PLOUVIER Jonathan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| POBELLE Herve | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PONTABRY Yann | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| PRAZZOLI Claire | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| QUINQUETON Denis | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RAVANEL AUGOYARD Sandrine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RAZIK Catherine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| REMAN Michael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|-------------------------------|-------|------|------|-------|
| REMINY Yannick | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RENAULT Olivier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| REVILLARD Jerome | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| REY Aurelie | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| REYNAUD Eric | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RICHARD David | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RICHARD Gerald | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RIGLET Jennifer | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RIGON Carine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ROSSET Christophe | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ROTH Olivier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ROULEAU Mikael | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ROUMANEIX Ubald | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ROUX Sebastien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| RYNKA Jeremy | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SACKO Makan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SAJOUS Karine | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SCHWALLER Fanny | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SEBAA Idris | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SIMEON Audrey | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SIMONNET Michelle | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SIX Armand | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| SNOUSSI Ahmed | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| STEFANIDI Alexandre | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| STEUX Corinne | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| STEVELBERG Remi-Numa | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| STOESSEL Mathilde | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| TERRYN Dominique | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| TIREAU Elise | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| TOUNSI Leonard | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| TUTIN Jeremy | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VACHERET Cedric | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VARNEROT Lea | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VERCHERAND Xavier | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VIEL Julien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VIGUIER Elisabeth | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| WAGNER Floriane | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| WATHIER Damien | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| YAHY Fouad | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| YAHIAOUI Kilian | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

| | | | | |
|----------------------|-------|------|------|-------|
| YILDIZ Volcan | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ZANINA Raja | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |
| ZANONI Lionel | 10000 | 5000 | 1000 | 15000 |

Annexe IV à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---------------------------------|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 1000 | 3000 | 15000 |
| AMARGIER Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| ANDOCHE Marie | 1000 | 3000 | 15000 |
| ARCHIMBAUD Morgane | 1000 | 3000 | 15000 |
| AUMIS Felix | 1000 | 3000 | 15000 |
| AUTIN Cecile | 1500 | 10000 | 30000 |
| AUVIGNE Laurence | 1000 | 3000 | 15000 |
| BACO Yasser | 1000 | 3000 | 15000 |
| BAILLY Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARBAN Hugo | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARDET Vincent | 1500 | 10000 | 30000 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARTON Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| BAUMONT Marc | 1000 | 3000 | 15000 |
| BECHAALANI Marie-Line | 1000 | 3000 | 15000 |
| BEL ROULLARD Sophie | 1500 | 10000 | 30000 |
| BELHABIB Faudil | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERAL Oldia | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERGERON Francois-Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERNARD Arnaud | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERNIGOLE Margaux | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERODIER Jordan | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTHOMME Cedric | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTRAND Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTUIT Denis | illimité | 100000 | 250000 |
| BERY Nathalie | 1500 | 10000 | 30000 |
| BILLON Pierre-Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| BLACHE Emmanuel | 1000 | 3000 | 15000 |
| BLANCON Florian | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOGILLOT Emmanuel | 1500 | 10000 | 30000 |
| BOISSARD Pierre | 1000 | 3000 | 15000 |
| BONNARD Paul | 1000 | 3000 | 15000 |
| BONNEPART Carine | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOTON Laurent | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|--------------------------------|------|-------|-------|
| BOU Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOUAKKAZ Yamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOUILLET Celine | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOURLY Jean-Francois | 1500 | 10000 | 30000 |
| BREHIN-GOEDERT Brigitte | 1500 | 10000 | 30000 |
| BRESSAND Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRICHE Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| BROUTEL Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRU Lucas | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRUGUIERE Martin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 1000 | 3000 | 15000 |
| BUTTE Mikael | 1000 | 3000 | 15000 |
| BUVAT Philippe | 1000 | 3000 | 15000 |
| CADET Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| CADIS Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAILLOUET Adrien | 1000 | 3000 | 15000 |
| CALDERON Jean-Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAMUS Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| CANCELLIERI Altea | 1000 | 3000 | 15000 |
| CANETE Francisco | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAPILLA Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| CELLARIER Robin | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHANTELOUBE Eline | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARTON Florent | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARVET Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHATANAY Cyril | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHAUVEAU Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHAUVET Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CILLER Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CLERMONT Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| COCHET Gaelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| COINDET Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| COLIBEAUX Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| COLLET Jean-Francois | 1500 | 10000 | 30000 |
| CONDERATKAN Christopher | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONRARD Nicolas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONSEIL Brice | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONSEIL Fabien | 1000 | 3000 | 15000 |
| COPIER Aurore | 1000 | 3000 | 15000 |
| CORDONNIER Sabine | 1000 | 3000 | 15000 |
| COTE Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|----------------------------------|------|-------|-------|
| COUR Thibault | 1000 | 3000 | 15000 |
| COURT Alain | 1000 | 3000 | 15000 |
| COUTOULY Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| COVRE Sandra | 1000 | 3000 | 15000 |
| CRENN Justine | 2000 | 20000 | 60000 |
| CRICK Jocelyn | 1000 | 3000 | 15000 |
| CROS Bruno | 1000 | 3000 | 15000 |
| CROS Didier | 1500 | 10000 | 30000 |
| DAMIAN BOUILLOUD Isabelle | 2000 | 20000 | 60000 |
| DANIEL Cyril | 1000 | 3000 | 15000 |
| DECOGNIER Thomas | 1500 | 10000 | 30000 |
| DEDION Quentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEFOSSE Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEGABRIEL Elodie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEGAT Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEISSARD Thierry | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELAUNE Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELEGER Raphaela | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELHAIE Tanguy | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELISLE Remy | 1000 | 3000 | 15000 |
| DENCHE Marjorie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEPAQUIT Christine | 1500 | 10000 | 30000 |
| DEPIERRE Alain | 1500 | 10000 | 30000 |
| DESCHANEL Yoann | 1000 | 3000 | 15000 |
| DESPONT Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEUTSCH Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEUTSCH Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| DIJOUX Pierrick | 1000 | 3000 | 15000 |
| DJIBRINE ALIFA Ahmat | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOCHE Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOLCI Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOLO Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOUILLET Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| DROGUET Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUBOIS Laurence | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUC Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUMOULIN Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUPOND Hugo | 1000 | 3000 | 15000 |
| DURANTON Gilles | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUSSOLLIER Valerie | 1500 | 10000 | 30000 |
| DUTANIER Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| ECARNOT Alexandre | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-----------------------------------|------|-------|-------|
| EHRET Luc | 1000 | 3000 | 15000 |
| ETIENNE Benjamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| EVRARD Emma | 1000 | 3000 | 15000 |
| FAGUE Wendy | 1000 | 3000 | 15000 |
| FAUQUEUR Richard | 1000 | 3000 | 15000 |
| FERNANDEZ German | 1500 | 10000 | 30000 |
| FERNANDEZ Raoul | 1000 | 3000 | 15000 |
| FERRER Laurent | 1000 | 3000 | 15000 |
| FILLION Yannick | 1500 | 10000 | 30000 |
| FLORY Isabelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| FOCANT Pascal | 1500 | 10000 | 30000 |
| FOISSAC Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRANCHET Benjamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRECHARD Fabrice | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRESIL Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| FUMERON Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| GAHA Woihbi | 1000 | 3000 | 15000 |
| GALLINEAU Vianney | 1000 | 3000 | 15000 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 1000 | 3000 | 15000 |
| GEFFROY Claire | 1000 | 3000 | 15000 |
| GENTILINI Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| GESBERT Swen | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIGLIOLI Leon | 1000 | 3000 | 15000 |
| GILLES Arthur | 1000 | 3000 | 15000 |
| GILLET Gaetane | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIMENEZ Sandrine | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIOVE Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| GODEFROY Cyrille | 1000 | 3000 | 15000 |
| GOEPP Antoine | 1000 | 3000 | 15000 |
| GONZALEZ GONZALVO Brigitte | 1000 | 3000 | 15000 |
| GONZALEZ Nathalie | 1000 | 3000 | 15000 |
| GORLIER Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| GOUJON Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| GRANGE Loic | 1000 | 3000 | 15000 |
| GRAVIER Stephane | 1000 | 3000 | 15000 |
| GROSJEAN Christian | 1500 | 10000 | 30000 |
| GUILLAUME Sylvain | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLE Lucas | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLOT Benoit | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLOU Bernard | 1500 | 10000 | 30000 |
| GUILLOU Marie-Claire | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUIMET Jean-Baptiste | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|--------------------------------|------|-------|-------|
| GUIRAUD Gregory | 2000 | 20000 | 60000 |
| HANSEN Cecile | 1000 | 3000 | 15000 |
| HAVERLAND Andre | 1000 | 3000 | 15000 |
| HENENNE Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| HERBAUT Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| HERVE Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| HONEGGER Christophe | 1500 | 10000 | 30000 |
| HUIN Arnaud | 1500 | 10000 | 30000 |
| JABOT Enguerrand | 1000 | 3000 | 15000 |
| JACQUET Camille | 1000 | 3000 | 15000 |
| JALIBAT Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| JANIN Mathieu | 1500 | 10000 | 30000 |
| JAROVA Julie | 1000 | 3000 | 15000 |
| JECHOUX Dominick | 1000 | 3000 | 15000 |
| JOLLAIN Marion | 1000 | 3000 | 15000 |
| JOLY Pierre-Franck | 1500 | 10000 | 30000 |
| JORION Vincent | 1000 | 3000 | 15000 |
| KACZOR Pauline | 1000 | 3000 | 15000 |
| KOTNI Dimitri | 1000 | 3000 | 15000 |
| KOUAKOU Yao | 1000 | 3000 | 15000 |
| KRAWCZYK Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| LACHE Jean-Noel | 1000 | 3000 | 15000 |
| LACROIX Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| LAVIALLE Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE CALVEZ Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE GOFF Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE MOING Florent | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE ROLLAND Andrea | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEANDRY Floraly | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBAS Delphine | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBON Mathilde | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 1000 | 3000 | 15000 |
| LECOURT Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEFORT Mathieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEVEQUE Valerie | 1000 | 3000 | 15000 |
| LINDER Cecile | 1000 | 3000 | 15000 |
| LINGUET Willem | 1000 | 3000 | 15000 |
| LOPEZ CUESTA Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| LOUME Jean-Marc | 2000 | 20000 | 60000 |
| LOYER Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| LUTIC Ludovic | 1000 | 3000 | 15000 |
| MACARI Martine | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-------------------------------|------|-------|-------|
| MADELAINE Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| MAHROUG Rida | 1000 | 3000 | 15000 |
| MAITRE Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| MALETERRE Alexie | 1000 | 3000 | 15000 |
| MANCHON Lois | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARCININ Dorothee | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARCON Lea | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARGUET Francois-Regis | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARIA Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARIEL William | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTIN Alexandra | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTIN Loic | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTINEZ Jordan | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTINS Antoine | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTY Florence | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEDEUF Willy | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEGARES Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERCHE Jacques | 1500 | 10000 | 30000 |
| MERCIER Fanny | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERCIER Thibault | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERLOT Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| MESLEM Soenya | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEUSNIER Romuald | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEYER Laure | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEYNOT Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| MICHON Audrey | 1000 | 3000 | 15000 |
| MIGNE Mathieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| MILLEQUAND Camille | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOLINARI Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| MONSARRAT Lisa | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOREL Valerie | 1000 | 3000 | 15000 |
| MORISCOT Jean | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOTERA Benoit | 1500 | 10000 | 30000 |
| MOUKTARIAN Gregory | 1500 | 10000 | 30000 |
| MOULIA Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOUSTAFOV Stephane | 1000 | 3000 | 15000 |
| MURA David | 1000 | 3000 | 15000 |
| MURCIA Marc | 1000 | 3000 | 15000 |
| NEMOR Jean-Marie | 1000 | 3000 | 15000 |
| NOEL Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| NOGUERA Mickael | 1000 | 3000 | 15000 |
| NOTIN Gauvain | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|----------------------------------|----------|--------|--------|
| PASTOURET Franck | 1000 | 3000 | 15000 |
| PAUTHE Audric | 1000 | 3000 | 15000 |
| PELIZZARI Emmanuel | 1000 | 3000 | 15000 |
| PEREIRA Louise | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRET Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRICHON Thierry | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRIN Michael | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRISSIN FABERT Sylvie | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRY Laurine | 1000 | 3000 | 15000 |
| PETITJEAN Chantal | 1000 | 3000 | 15000 |
| PHALIPPOU Benedicte | 1000 | 3000 | 15000 |
| PHILIBERT Jerome | 2000 | 20000 | 60000 |
| PIERRE Matthieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| PIERRE Patrice | 1000 | 3000 | 15000 |
| PILCH Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| PIOTR Stephan | 1000 | 3000 | 15000 |
| PLANTIER Pierre | 1000 | 3000 | 15000 |
| PLOUVIER Jonathan | 1000 | 3000 | 15000 |
| POBELLE Herve | 1000 | 3000 | 15000 |
| PONTABRY Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| PRADEL Jean-Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| PRAZZOLI Claire | 1000 | 3000 | 15000 |
| PUCINO Marie-Carmen | 1000 | 3000 | 15000 |
| QUINQUETON Denis | 1000 | 3000 | 15000 |
| RAVANEL AUGOYARD Sandrine | 1000 | 3000 | 15000 |
| RAYNE Bruno | illimité | 100000 | 250000 |
| REMAN Michael | 1000 | 3000 | 15000 |
| REMINY Yannick | 1000 | 3000 | 15000 |
| RENAULT Olivier | 1500 | 10000 | 30000 |
| REVILLARD Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| REY Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| REYNAUD Eric | 1000 | 3000 | 15000 |
| RICHARD David | 1000 | 3000 | 15000 |
| RICHARD Gerald | 1500 | 10000 | 30000 |
| RIGLET Jennifer | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROSSET Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROTH Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROULEAU Mikael | 1500 | 10000 | 30000 |
| ROUMANEIX Ubald | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROUX Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| RYNKA Jeremy | 1000 | 3000 | 15000 |
| SACKO Makan | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-------------------------------|------|-------|-------|
| SAJOUS Karine | 1000 | 3000 | 15000 |
| SCHERTZINGER Elsa | 1000 | 3000 | 15000 |
| SCHWALLER Fanny | 1000 | 3000 | 15000 |
| SEBAA Idris | 1000 | 3000 | 15000 |
| SIMEON Audrey | 1500 | 10000 | 30000 |
| SIMONNET Michelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| SIX Armand | 1500 | 10000 | 30000 |
| SNOUSSI Ahmed | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEFANIDI Alexandre | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEUX Corinne | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEVELBERG Remi-Numa | 1000 | 3000 | 15000 |
| STOESSEL Mathilde | 1000 | 3000 | 15000 |
| TERRYIN Dominique | 1500 | 10000 | 30000 |
| TIREAU Elise | 1000 | 3000 | 15000 |
| TOUNSI Leonard | 1000 | 3000 | 15000 |
| TRAUCHESSEC Sonia | 1000 | 3000 | 15000 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 1000 | 3000 | 15000 |
| TUTIN Jeremy | 1000 | 3000 | 15000 |
| VACHERET Cedric | 1000 | 3000 | 15000 |
| VAIARELLO Celine | 1500 | 10000 | 30000 |
| VARNEROT Lea | 1000 | 3000 | 15000 |
| VERCHERAND Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIALLET Celine | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIEL Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIGUIER Elisabeth | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann | 1000 | 3000 | 15000 |
| VITRY Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| WAGNER Floriane | 1000 | 3000 | 15000 |
| WATHIER Damien | 1000 | 3000 | 15000 |
| YAHY Fouad | 1000 | 3000 | 15000 |
| YAHIAOUI Kilian | 1000 | 3000 | 15000 |
| YILDIZ Volcan | 1000 | 3000 | 15000 |
| ZANINA Raja | 1000 | 3000 | 15000 |
| ZANONI Lionel | 1500 | 10000 | 30000 |

Annexe V à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional GALY Hugues-Lionel
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 1000 | 3000 | 15000 |
| AMARGIER Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| ANDOCHE Marie | 1000 | 3000 | 15000 |
| ARCHIMBAUD Morgane | 1000 | 3000 | 15000 |
| AUMIS Felix | 1000 | 3000 | 15000 |
| AUTIN Cecile | 1500 | 10000 | 30000 |
| AUVIGNE Laurence | 1000 | 3000 | 15000 |
| BACO Yasser | 1000 | 3000 | 15000 |
| BAILLY Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARBAN Hugo | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARDET Vincent | 1500 | 10000 | 30000 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| BARTON Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| BAUMONT Marc | 1000 | 3000 | 15000 |
| BECHAALANI Marie-Line | 1000 | 3000 | 15000 |
| BEL ROULLARD Sophie | 1500 | 10000 | 30000 |
| BELHABIB Faudil | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERAL Oldia | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERGERON Francois-Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERNARD Arnaud | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERNIGOLE Margaux | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERODIER Jordan | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTHOMME Cedric | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTRAND Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| BERTUIT Denis | illimité | illimité | illimité |
| BERY Nathalie | 1500 | 10000 | 30000 |
| BILLON Pierre-Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| BLACHE Emmanuel | 1000 | 3000 | 15000 |
| BLANCON Florian | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOGILLOT Emmanuel | 1500 | 10000 | 30000 |
| BOISSARD Pierre | 1000 | 3000 | 15000 |
| BONNARD Paul | 1000 | 3000 | 15000 |
| BONNEPART Carine | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOTON Laurent | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|--------------------------------|------|-------|-------|
| BOU Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOUAKKAZ Yamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOUILLET Celine | 1000 | 3000 | 15000 |
| BOURLY Jean-Francois | 1500 | 10000 | 30000 |
| BREHIN-GOEDERT Brigitte | 1500 | 10000 | 30000 |
| BRESSAND Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRICHE Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| BROUTEL Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRU Lucas | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRUGUIERE Martin | 1000 | 3000 | 15000 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 1000 | 3000 | 15000 |
| BUTTE Mikael | 1000 | 3000 | 15000 |
| BUVAT Philippe | 1000 | 3000 | 15000 |
| CADET Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| CADIS Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAILLOUET Adrien | 1000 | 3000 | 15000 |
| CALDERON Jean-Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAMUS Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| CANCELLIERI Altea | 1000 | 3000 | 15000 |
| CANETE Francisco | 1000 | 3000 | 15000 |
| CAPILLA Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| CELLARIER Robin | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHANTELOUBE Eline | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARTON Florent | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHARVET Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHATANAY Cyril | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHAUVEAU Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHAUVET Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CHAVANON Herve | 1000 | 3000 | 15000 |
| CILLER Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CLERMONT Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| COCHET Gaelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| COINDET Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| COLIBEAUX Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| COLLET Jean-Francois | 1500 | 10000 | 30000 |
| CONDERATKAN Christopher | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONRARD Nicolas | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONSEIL Brice | 1000 | 3000 | 15000 |
| CONSEIL Fabien | 1000 | 3000 | 15000 |
| COPIER Aurore | 1000 | 3000 | 15000 |
| CORDONNIER Sabine | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|----------------------------------|------|-------|-------|
| COTE Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| COUR Thibault | 1000 | 3000 | 15000 |
| COURT Alain | 1000 | 3000 | 15000 |
| COUTOULY Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| COVRE Sandra | 1000 | 3000 | 15000 |
| CRENN Justine | 2000 | 20000 | 60000 |
| CRICK Jocelyn | 1000 | 3000 | 15000 |
| CROS Bruno | 1000 | 3000 | 15000 |
| CROS Didier | 1500 | 10000 | 30000 |
| DAMIAN BOUILLOUD Isabelle | 2000 | 20000 | 60000 |
| DANIEL Cyril | 1000 | 3000 | 15000 |
| DECOGNIER Thomas | 1500 | 10000 | 30000 |
| DEDION Quentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEFOSSE Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEGABRIEL Elodie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEGAT Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEISSARD Thierry | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELAUNE Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELEGER Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELHAIE Tanguy | 1000 | 3000 | 15000 |
| DELISLE Remy | 1000 | 3000 | 15000 |
| DENCHE Marjorie | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEPAQUIT Christine | 1500 | 10000 | 30000 |
| DEPIERRE Alain | 1500 | 10000 | 30000 |
| DESCHANEL Yoann | 1000 | 3000 | 15000 |
| DESPONT Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEUTSCH Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| DEUTSCH Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| DIJOUX Pierrick | 1000 | 3000 | 15000 |
| DJIBRINE ALIFA Ahmat | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOCHE Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOLCI Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOLO Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| DOUILLET Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| DROGUET Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUBOIS Laurence | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUC Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUMOULIN Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUPOND Hugo | 1000 | 3000 | 15000 |
| DURANTON Gilles | 1000 | 3000 | 15000 |
| DUSSOLLIER Valerie | 1500 | 10000 | 30000 |
| DUTANIER Thomas | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-----------------------------------|------|-------|-------|
| ECARNOT Alexandre | 1000 | 3000 | 15000 |
| EHRET Luc | 1000 | 3000 | 15000 |
| ETIENNE Benjamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| EVRARD Emma | 1000 | 3000 | 15000 |
| FAGUE Wendy | 1000 | 3000 | 15000 |
| FAUQUEUR Richard | 1000 | 3000 | 15000 |
| FERNANDEZ German | 1500 | 10000 | 30000 |
| FERNANDEZ Raoul | 1000 | 3000 | 15000 |
| FERRER Laurent | 1000 | 3000 | 15000 |
| FILLION Yannick | 1500 | 10000 | 30000 |
| FLORY Isabelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| FOCANT Pascal | 1500 | 10000 | 30000 |
| FOISSAC Guillaume | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRANCHET Benjamin | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRECHARD Fabrice | 1000 | 3000 | 15000 |
| FRESIL Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| FUMERON Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| GAHA Woïhbi | 1000 | 3000 | 15000 |
| GALLINEAU Vianney | 1000 | 3000 | 15000 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 1000 | 3000 | 15000 |
| GEFFROY Claire | 1000 | 3000 | 15000 |
| GENTILINI Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| GESBERT Swen | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIGLIOLI Leon | 1000 | 3000 | 15000 |
| GILLES Arthur | 1000 | 3000 | 15000 |
| GILLET Gaetane | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIMENEZ Sandrine | 1000 | 3000 | 15000 |
| GIOVE Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| GODEFROY Cyrille | 1000 | 3000 | 15000 |
| GOEPP Antoine | 1000 | 3000 | 15000 |
| GONZALEZ GONZALVO Brigitte | 1000 | 3000 | 15000 |
| GONZALEZ Nathalie | 1000 | 3000 | 15000 |
| GORLIER Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| GOUJON Romain | 1000 | 3000 | 15000 |
| GRANGE Loic | 1000 | 3000 | 15000 |
| GRAVIER Stephane | 1000 | 3000 | 15000 |
| GROSJEAN Christian | 1500 | 10000 | 30000 |
| GUILLAUME Sylvain | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLE Lucas | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLOT Benoit | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUILLOU Bernard | 1500 | 10000 | 30000 |
| GUILLOU Marie-Claire | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|--------------------------------|------|-------|-------|
| GUIMET Jean-Baptiste | 1000 | 3000 | 15000 |
| GUIRAUD Gregory | 2000 | 20000 | 60000 |
| HANSEN Cecile | 1000 | 3000 | 15000 |
| HAVERLAND Andre | 1000 | 3000 | 15000 |
| HENENNE Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| HERBAUT Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| HERVE Gregory | 1000 | 3000 | 15000 |
| HONEGGER Christophe | 1500 | 10000 | 30000 |
| HUIN Arnaud | 1500 | 10000 | 30000 |
| JABOT Enguerrand | 1000 | 3000 | 15000 |
| JACQUET Camille | 1000 | 3000 | 15000 |
| JALIBAT Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| JANIN Mathieu | 1500 | 10000 | 30000 |
| JAROVA Julie | 1000 | 3000 | 15000 |
| JECHOUX Dominick | 1000 | 3000 | 15000 |
| JOLLAIN Marion | 1000 | 3000 | 15000 |
| JOLY Pierre-Franck | 1500 | 10000 | 30000 |
| JORION Vincent | 1000 | 3000 | 15000 |
| KACZOR Pauline | 1000 | 3000 | 15000 |
| KOTNI Dimitri | 1000 | 3000 | 15000 |
| KOUAKOU Yao | 1000 | 3000 | 15000 |
| KRAWCZYK Maxime | 1000 | 3000 | 15000 |
| LACHE Jean-Noel | 1000 | 3000 | 15000 |
| LACROIX Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| LAVIALLE Frederic | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE CALVEZ Yves | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE GOFF Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE MOING Florent | 1000 | 3000 | 15000 |
| LE ROLLAND Andrea | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEANDRY Floraly | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBAS Delphine | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBON Mathilde | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 1000 | 3000 | 15000 |
| LECOURT Valentin | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEFORT Mathieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| LEVEQUE Valerie | 1000 | 3000 | 15000 |
| LINDER Cecile | 1000 | 3000 | 15000 |
| LINGUET Willem | 1000 | 3000 | 15000 |
| LOPEZ CUESTA Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| LOUME Jean-Marc | 2000 | 20000 | 60000 |
| LOYER Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| LUTIC Ludovic | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-------------------------------|------|-------|-------|
| MACARI Martine | 1000 | 3000 | 15000 |
| MADELAINE Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| MAHROUG Rida | 1000 | 3000 | 15000 |
| MAITRE Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| MALETERRE Alexie | 1000 | 3000 | 15000 |
| MANCHON Lois | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARCININ Dorothee | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARCON Lea | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARGUET Francois-Regis | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARIA Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARIEL William | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTIN Alexandra | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTIN Loic | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTINEZ Jordan | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTINS Antoine | 1000 | 3000 | 15000 |
| MARTY Florence | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEDEUF Willy | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEGARES Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERCHE Jacques | 1500 | 10000 | 30000 |
| MERCIER Fanny | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERCIER Thibault | 1000 | 3000 | 15000 |
| MERLOT Raphael | 1000 | 3000 | 15000 |
| MESLEM Soenya | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEUSNIER Romuald | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEYER Laure | 1000 | 3000 | 15000 |
| MEYNOT Kevin | 1000 | 3000 | 15000 |
| MICHON Audrey | 1000 | 3000 | 15000 |
| MIGNE Mathieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| MILLEQUAND Camille | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOLINARI Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| MONSARRAT Lisa | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOREL Valerie | 1000 | 3000 | 15000 |
| MORISCOT Jean | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOTERA Benoit | 1500 | 10000 | 30000 |
| MOUKTARIAN Gregory | 1500 | 10000 | 30000 |
| MOULIA Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| MOUSTAFOV Stephane | 1000 | 3000 | 15000 |
| MURA David | 1000 | 3000 | 15000 |
| MURCIA Marc | 1000 | 3000 | 15000 |
| NEMOR Jean-Marie | 1000 | 3000 | 15000 |
| NOEL Anthony | 1000 | 3000 | 15000 |
| NOGUERA Mickael | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|----------------------------------|----------|----------|----------|
| NOTIN Gauvain | 1000 | 3000 | 15000 |
| PASTOURET Franck | 1000 | 3000 | 15000 |
| PAUTHE Audric | 1000 | 3000 | 15000 |
| PELIZZARI Emmanuel | 1000 | 3000 | 15000 |
| PEREIRA Louise | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRET Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRICHON Thierry | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRIN Michael | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRISSIN FABERT Sylvie | 1000 | 3000 | 15000 |
| PERRY Laurine | 1500 | 10000 | 30000 |
| PETITJEAN Chantal | 1000 | 3000 | 15000 |
| PHALIPPOU Benedicte | 1000 | 3000 | 15000 |
| PHILIBERT Jerome | 2000 | 20000 | 60000 |
| PIERRE Matthieu | 1000 | 3000 | 15000 |
| PIERRE Patrice | 1000 | 3000 | 15000 |
| PILCH Catherine | 1000 | 3000 | 15000 |
| PIOTR Stephan | 1000 | 3000 | 15000 |
| PLANTIER Pierre | 1000 | 3000 | 15000 |
| PLOUVIER Jonathan | 1000 | 3000 | 15000 |
| POBELLE Herve | 1000 | 3000 | 15000 |
| PONTABRY Yann | 1000 | 3000 | 15000 |
| PRADEL Jean-Francois | 1000 | 3000 | 15000 |
| PRAZZOLI Claire | 1000 | 3000 | 15000 |
| PUCINO Marie-Carmen | 1000 | 3000 | 15000 |
| QUINQUETON Denis | 1000 | 3000 | 15000 |
| RAVANEL AUGOYARD Sandrine | 1000 | 3000 | 15000 |
| RAYNE Bruno | illimité | illimité | illimité |
| REMAN Michael | 1000 | 3000 | 15000 |
| REMINY Yannick | 1000 | 3000 | 15000 |
| RENAULT Olivier | 1500 | 10000 | 30000 |
| REVILLARD Jerome | 1000 | 3000 | 15000 |
| REY Aurelie | 1000 | 3000 | 15000 |
| REYNAUD Eric | 1000 | 3000 | 15000 |
| RICHARD David | 1000 | 3000 | 15000 |
| RICHARD Gerald | 1500 | 10000 | 30000 |
| RIGLET Jennifer | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROSSET Christophe | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROTH Olivier | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROULEAU Mikael | 1500 | 10000 | 30000 |
| ROUMANEIX Ubald | 1000 | 3000 | 15000 |
| ROUX Sebastien | 1000 | 3000 | 15000 |
| RYNKA Jeremy | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|-------------------------------|------|-------|-------|
| SACKO Makan | 1000 | 3000 | 15000 |
| SAJOUS Karine | 1000 | 3000 | 15000 |
| SALZE Philippe | 1000 | 3000 | 15000 |
| SCHERTZINGER Elsa | 1000 | 3000 | 15000 |
| SCHWALLER Fanny | 1000 | 3000 | 15000 |
| SEBAA Idris | 1000 | 3000 | 15000 |
| SIMEON Audrey | 1500 | 10000 | 30000 |
| SIMONNET Michelle | 1000 | 3000 | 15000 |
| SIX Armand | 1500 | 10000 | 30000 |
| SNOUSSI Ahmed | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEFANIDI Alexandre | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEUX Corinne | 1000 | 3000 | 15000 |
| STEVEMBERG Remi-Numa | 1000 | 3000 | 15000 |
| STOESSEL Mathilde | 1000 | 3000 | 15000 |
| TERRYIN Dominique | 1500 | 10000 | 30000 |
| TIREAU Elise | 1000 | 3000 | 15000 |
| TOUNSI Leonard | 1000 | 3000 | 15000 |
| TRAUCHESSEC Sonia | 1000 | 3000 | 15000 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 1000 | 3000 | 15000 |
| TUTIN Jeremy | 1000 | 3000 | 15000 |
| VACHERET Cedric | 1000 | 3000 | 15000 |
| VAIARELLO Celine | 1500 | 10000 | 30000 |
| VARNEROT Lea | 1000 | 3000 | 15000 |
| VERCHERAND Xavier | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIALLET Celine | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIEL Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIGUIER Elisabeth | 1000 | 3000 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann | 1000 | 3000 | 15000 |
| VITRY Julien | 1000 | 3000 | 15000 |
| WAGNER Floriane | 1000 | 3000 | 15000 |
| WATHIER Damien | 1000 | 3000 | 15000 |
| YAHY Fouad | 1000 | 3000 | 15000 |
| YAHIAOUI Kilian | 1000 | 3000 | 15000 |
| YILDIZ Volcan | 1000 | 3000 | 15000 |
| ZANINA Raja | 1000 | 3000 | 15000 |
| ZANONI Lionel | 1500 | 10000 | 30000 |

Annexe VI à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

| Nom/prénom | Chèques, effets de commerce... | Montant des billets, pièces... |
|--------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 0 | 30000 |
| ANDOCHE Marie | 0 | 30000 |
| AUMIS Felix | 0 | 30000 |
| AUTIN Cecile | 0 | 30000 |
| AUVIGNE Laurence | 0 | 30000 |
| BACO Yasser | 0 | 30000 |
| BARBAN Hugo | 0 | 30000 |
| BARDET Vincent | 0 | 30000 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 0 | 30000 |
| BARTON Gregory | 0 | 30000 |
| BAUMONT Marc | 0 | 30000 |
| BECHAALANI Marie-Line | 0 | 30000 |
| BEL ROULLARD Sophie | 0 | 30000 |
| BELHABIB Faudil | 0 | 30000 |
| BERGERON Francois-Xavier | 0 | 30000 |
| BERNARD Arnaud | 0 | 30000 |
| BERNIGOLE Margaux | 0 | 30000 |
| BERODIER Jordan | 0 | 30000 |
| BERTHOMME Cedric | 0 | 30000 |
| BERTRAND Romain | 0 | 30000 |
| BERTUIT Denis | 0 | 30000 |
| BERY Nathalie | 0 | 30000 |
| BILLON Pierre-Yves | 0 | 30000 |
| BLACHE Emmanuel | 0 | 30000 |
| BLANCON Florian | 0 | 30000 |
| BOGILLOT Emmanuel | 0 | 30000 |
| BOISSARD Pierre | 0 | 30000 |
| BONNARD Paul | 0 | 30000 |
| BONNEPART Carine | 0 | 30000 |
| BOTON Laurent | 0 | 30000 |
| BOU Christophe | 0 | 30000 |
| BOUAKKAZ Yamin | 0 | 30000 |
| BOUILLET Celine | 0 | 30000 |
| BOURLY Jean-Francois | 0 | 30000 |

| | | |
|--------------------------------|---|-------|
| BREHIN-GOEDERT Brigitte | 0 | 30000 |
| BRESSAND Kevin | 0 | 30000 |
| BROUTEL Yves | 0 | 30000 |
| BRU Lucas | 0 | 30000 |
| BRUGUIERE Martin | 0 | 30000 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 0 | 30000 |
| BUTTE Mikael | 0 | 30000 |
| BUVAT Philippe | 0 | 30000 |
| CADET Christophe | 0 | 30000 |
| CADIS Aurelie | 0 | 30000 |
| CAILLOUET Adrien | 0 | 30000 |
| CALDERON Jean-Yves | 0 | 30000 |
| CAMUS Aurelie | 0 | 30000 |
| CANCELLIERI Altea | 0 | 30000 |
| CAPILLA Jerome | 0 | 30000 |
| CELLARIER Robin | 0 | 30000 |
| CHANTELOUBE Eline | 0 | 30000 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 0 | 30000 |
| CHARTON Florent | 0 | 30000 |
| CHARVET Anthony | 0 | 30000 |
| CHATANAY Cyril | 0 | 30000 |
| CHAUVEAU Kevin | 0 | 30000 |
| CHAUVET Thomas | 0 | 30000 |
| CILLER Thomas | 0 | 30000 |
| CLERMONT Maxime | 0 | 30000 |
| COCHET Gaelle | 0 | 30000 |
| COINDET Jerome | 0 | 30000 |
| COLIBEAUX Romain | 0 | 30000 |
| COLLET Jean-Francois | 0 | 30000 |
| CONDERATKAN Christopher | 0 | 30000 |
| CONRARD Nicolas | 0 | 30000 |
| CONSEIL Brice | 0 | 30000 |
| CONSEIL Fabien | 0 | 30000 |
| COPIER Aurore | 0 | 30000 |
| COTE Olivier | 0 | 30000 |
| COUR Thibault | 0 | 30000 |
| COUTOULY Maxime | 0 | 30000 |
| COVRE Sandra | 0 | 30000 |
| CRENN Justine | 0 | 30000 |
| CRICK Jocelyn | 0 | 30000 |
| CROS Bruno | 0 | 30000 |
| CROS Didier | 0 | 30000 |

| | | |
|----------------------------------|---|-------|
| DAMIAN BOUILLOUD Isabelle | 0 | 30000 |
| DANIEL Cyril | 0 | 30000 |
| DECOGNIER Thomas | 0 | 30000 |
| DEDION Quentin | 0 | 30000 |
| DEFOSSE Aurelie | 0 | 30000 |
| DEGABRIEL Elodie | 0 | 30000 |
| DEGAT Julien | 0 | 30000 |
| DEISSARD Thierry | 0 | 30000 |
| DELAUNE Francois | 0 | 30000 |
| DELEGER Raphaela | 0 | 30000 |
| DELHAIE Tanguy | 0 | 30000 |
| DELISLE Remy | 0 | 30000 |
| DENCHE Marjorie | 0 | 30000 |
| DEPAQUIT Christine | 0 | 30000 |
| DEPIERRE Alain | 0 | 30000 |
| DESCHANEL Yoann | 0 | 30000 |
| DESPONT Francois | 0 | 30000 |
| DEUTSCH Guillaume | 0 | 30000 |
| DEUTSCH Raphael | 0 | 30000 |
| DIJOUX Pierrick | 0 | 30000 |
| DOCHE Sebastien | 0 | 30000 |
| DOLCI Catherine | 0 | 30000 |
| DOLO Yann | 0 | 30000 |
| DOUILLET Olivier | 0 | 30000 |
| DROGUET Thomas | 0 | 30000 |
| DUBOIS Laurence | 0 | 30000 |
| DUMOULIN Francois | 0 | 30000 |
| DUPOND Hugo | 0 | 30000 |
| DURANTON Gilles | 0 | 30000 |
| DUSSOLLIER Valerie | 0 | 30000 |
| DUTANIER Thomas | 0 | 30000 |
| ETIENNE Benjamin | 0 | 30000 |
| EVARD Emma | 0 | 30000 |
| FAUQUEUR Richard | 0 | 30000 |
| FERNANDEZ German | 0 | 30000 |
| FERNANDEZ Raoul | 0 | 30000 |
| FERRER Laurent | 0 | 30000 |
| FILLION Yannick | 0 | 30000 |
| FLORY Isabelle | 0 | 30000 |
| FOCANT Pascal | 0 | 30000 |
| FOISSAC Guillaume | 0 | 30000 |
| FRANCHET Benjamin | 0 | 30000 |

| | | |
|---------------------------------|---|-------|
| FRECHARD Fabrice | 0 | 30000 |
| FRESIL Maxime | 0 | 30000 |
| FUMERON Valentin | 0 | 30000 |
| GAHA Woibhi | 0 | 30000 |
| GALLINEAU Vianney | 0 | 30000 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 0 | 30000 |
| GEFFROY Claire | 0 | 30000 |
| GENTILINI Kevin | 0 | 30000 |
| GESBERT Swen | 0 | 30000 |
| GIGLIOLI Leon | 0 | 30000 |
| GILLES Arthur | 0 | 30000 |
| GILLET Gaetane | 0 | 30000 |
| GIOVE Raphael | 0 | 30000 |
| GODEFROY Cyrille | 0 | 30000 |
| GOEPP Antoine | 0 | 30000 |
| GONZALEZ Nathalie | 0 | 30000 |
| GORLIER Frederic | 0 | 30000 |
| GOUJON Romain | 0 | 30000 |
| GRANGE Loic | 0 | 30000 |
| GRAVIER Stephane | 0 | 30000 |
| GROSJEAN Christian | 0 | 30000 |
| GUILLAUME Sylvain | 0 | 30000 |
| GUILLE Lucas | 0 | 30000 |
| GUILLOT Benoit | 0 | 30000 |
| GUILLOU Bernard | 0 | 30000 |
| GUIMET Jean-Baptiste | 0 | 30000 |
| GUIRAUD Gregory | 0 | 30000 |
| HANSEN Cecile | 0 | 30000 |
| HAVERLAND Andre | 0 | 30000 |
| HENENNE Frederic | 0 | 30000 |
| HERBAUT Valentin | 0 | 30000 |
| HONEGGER Christophe | 0 | 30000 |
| HUIN Arnaud | 0 | 30000 |
| JACQUET Camille | 0 | 30000 |
| JALIBAT Kevin | 0 | 30000 |
| JANIN Mathieu | 0 | 30000 |
| JECHOUX Dominick | 0 | 30000 |
| JOLLAIN Marion | 0 | 30000 |
| JOLY Pierre-Franck | 0 | 30000 |
| JORION Vincent | 0 | 30000 |
| KACZOR Pauline | 0 | 30000 |
| KOTNI Dimitri | 0 | 30000 |

| | | |
|--------------------------------|---|-------|
| KOUAKOU Yao | 0 | 30000 |
| KRAWCZYK Maxime | 0 | 30000 |
| LACHE Jean-Noel | 0 | 30000 |
| LACROIX Sebastien | 0 | 30000 |
| LAVIALLE Frederic | 0 | 30000 |
| LE CALVEZ Yves | 0 | 30000 |
| LE GOFF Sebastien | 0 | 30000 |
| LE MOING Florent | 0 | 30000 |
| LE ROLLAND Andrea | 0 | 30000 |
| LEANDRY Floraly | 0 | 30000 |
| LEBON Mathilde | 0 | 30000 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 0 | 30000 |
| LECOURT Valentin | 0 | 30000 |
| LEFORT Mathieu | 0 | 30000 |
| LEVEQUE Valerie | 0 | 30000 |
| LINGUET Willem | 0 | 30000 |
| LOPEZ CUESTA Raphael | 0 | 30000 |
| LOUME Jean-Marc | 0 | 30000 |
| LOYER Kevin | 0 | 30000 |
| LUTIC Ludovic | 0 | 30000 |
| MAHROUG Rida | 0 | 30000 |
| MAITRE Jerome | 0 | 30000 |
| MALETERRE Alexie | 0 | 30000 |
| MANCHON Lois | 0 | 30000 |
| MARCININ Dorothee | 0 | 30000 |
| MARCON Lea | 0 | 30000 |
| MARGUET Francois-Regis | 0 | 30000 |
| MARIA Kevin | 0 | 30000 |
| MARIEL William | 0 | 30000 |
| MARTIN Alexandra | 0 | 30000 |
| MARTIN Loic | 0 | 30000 |
| MARTINEZ Jordan | 0 | 30000 |
| MARTINS Antoine | 0 | 30000 |
| MARTY Florence | 0 | 30000 |
| MEDEUF Willy | 0 | 30000 |
| MEGARES Anthony | 0 | 30000 |
| MERCHE Jacques | 0 | 30000 |
| MERCIER Fanny | 0 | 30000 |
| MERCIER Thibault | 0 | 30000 |
| MERLOT Raphael | 0 | 30000 |
| MESLEM Soenya | 0 | 30000 |
| MEUSNIER Romuald | 0 | 30000 |

| | | |
|----------------------------------|---|-------|
| MEYER Laure | 0 | 30000 |
| MEYNOT Kevin | 0 | 30000 |
| MIGNE Mathieu | 0 | 30000 |
| MILLEQUAND Camille | 0 | 30000 |
| MOLINARI Yann | 0 | 30000 |
| MONSARRAT Lisa | 0 | 30000 |
| MORISCOT Jean | 0 | 30000 |
| MOTERA Benoit | 0 | 30000 |
| MOUKTARIAN Gregory | 0 | 30000 |
| MOULIA Xavier | 0 | 30000 |
| MOUSTAFOV Stephane | 0 | 30000 |
| MURA David | 0 | 30000 |
| MURCIA Marc | 0 | 30000 |
| NOEL Anthony | 0 | 30000 |
| NOGUERA Mickael | 0 | 30000 |
| NOTIN Gauvain | 0 | 30000 |
| PASTOURET Franck | 0 | 30000 |
| PAUTHE Audric | 0 | 30000 |
| PELIZZARI Emmanuel | 0 | 30000 |
| PEREIRA Louise | 0 | 30000 |
| PERRET Olivier | 0 | 30000 |
| PERRICHON Thierry | 0 | 30000 |
| PERRY Laurine | 0 | 30000 |
| PHALIPPOU Benedicte | 0 | 30000 |
| PHILIBERT Jerome | 0 | 30000 |
| PIERRE Matthieu | 0 | 30000 |
| PIERRE Patrice | 0 | 30000 |
| PIOTR Stephan | 0 | 30000 |
| PLANTIER Pierre | 0 | 30000 |
| PLOUVIER Jonathan | 0 | 30000 |
| POBELLE Herve | 0 | 30000 |
| PONTABRY Yann | 0 | 30000 |
| PRAZZOLI Claire | 0 | 30000 |
| QUINQUETON Denis | 0 | 30000 |
| RAVANEL AUGOYARD Sandrine | 0 | 30000 |
| RAYNE Bruno | 0 | 30000 |
| REMAN Michael | 0 | 30000 |
| REMINY Yannick | 0 | 30000 |
| RENAULT Olivier | 0 | 30000 |
| REVILLARD Jerome | 0 | 30000 |
| REY Aurelie | 0 | 30000 |
| REYNAUD Eric | 0 | 30000 |

| | | |
|-------------------------------|---|-------|
| RICHARD David | 0 | 30000 |
| RICHARD Gerald | 0 | 30000 |
| RIGLET Jennifer | 0 | 30000 |
| ROSSET Christophe | 0 | 30000 |
| ROTH Olivier | 0 | 30000 |
| ROULEAU Mikael | 0 | 30000 |
| ROUMANEIX Ubald | 0 | 30000 |
| ROUX Sebastien | 0 | 30000 |
| RYNKA Jeremy | 0 | 30000 |
| SACKO Makan | 0 | 30000 |
| SAJOUS Karine | 0 | 30000 |
| SCHWALLER Fanny | 0 | 30000 |
| SEBAA Idris | 0 | 30000 |
| SIMEON Audrey | 0 | 30000 |
| SIX Armand | 0 | 30000 |
| SNOUSSI Ahmed | 0 | 30000 |
| STEFANIDI Alexandre | 0 | 30000 |
| STEUX Corinne | 0 | 30000 |
| STEVELBERG Remi-Numa | 0 | 30000 |
| STOESSEL Mathilde | 0 | 30000 |
| TERRYN Dominique | 0 | 30000 |
| TIREAU Elise | 0 | 30000 |
| TOUNSI Leonard | 0 | 30000 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 0 | 30000 |
| TUTIN Jeremy | 0 | 30000 |
| VACHERET Cedric | 0 | 30000 |
| VAIARELLO Celine | 0 | 30000 |
| VARNEROT Lea | 0 | 30000 |
| VERCHERAND Xavier | 0 | 30000 |
| VIEL Julien | 0 | 30000 |
| VIGUIER Elisabeth | 0 | 30000 |
| VIRASSAMY Yoann | 0 | 30000 |
| WATHIER Damien | 0 | 30000 |
| YAHY Fouad | 0 | 30000 |
| YAHIAOUI Kilian | 0 | 30000 |
| YILDIZ Volcan | 0 | 30000 |
| ZANINA Raja | 0 | 30000 |
| ZANONI Lionel | 0 | 30000 |

Annexe VII à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 500 | 1500 | 7500 |
| ANDOCHE Marie | 500 | 1500 | 7500 |
| AUMIS Felix | 500 | 1500 | 7500 |
| AUTIN Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| AUVIGNE Laurence | 500 | 1500 | 7500 |
| BACO Yasser | 500 | 1500 | 7500 |
| BARBAN Hugo | 500 | 1500 | 7500 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| BARTON Gregory | 500 | 1500 | 7500 |
| BAUMONT Marc | 500 | 1500 | 7500 |
| BECHAALANI Marie-Line | 500 | 1500 | 7500 |
| BELHABIB Faudil | 500 | 1500 | 7500 |
| BERGERON Francois-Xavier | 500 | 1500 | 7500 |
| BERNARD Arnaud | 500 | 1500 | 7500 |
| BERNIGOLE Margaux | 500 | 1500 | 7500 |
| BERODIER Jordan | 500 | 1500 | 7500 |
| BERTHOMME Cedric | 500 | 1500 | 7500 |
| BERTRAND Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| BERY Nathalie | 500 | 1500 | 7500 |
| BILLON Pierre-Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| BLACHE Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| BLANCON Florian | 500 | 1500 | 7500 |
| BOGILLOT Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| BOISSARD Pierre | 500 | 1500 | 7500 |
| BONNARD Paul | 500 | 1500 | 7500 |
| BONNEPART Carine | 500 | 1500 | 7500 |
| BOTON Laurent | 500 | 1500 | 7500 |
| BOUAKKAZ Yamin | 500 | 1500 | 7500 |
| BOURLY Jean-Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| BRESSAND Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| BROUTEL Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| BRU Lucas | 500 | 1500 | 7500 |
| BRUGUIERE Martin | 500 | 1500 | 7500 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------------|-----|------|------|
| BUTTE Mikael | 500 | 1500 | 7500 |
| CADET Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| CADIS Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| CAILLOUET Adrien | 500 | 1500 | 7500 |
| CALDERON Jean-Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| CAMUS Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| CANCELLIERI Altea | 500 | 1500 | 7500 |
| CAPILLA Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| CELLARIER Robin | 500 | 1500 | 7500 |
| CHANTELOUBE Eline | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARTON Florent | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARVET Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| CHATANAY Cyril | 500 | 1500 | 7500 |
| CHAUVEAU Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| CHAUVET Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| CILLER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| CLERMONT Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| COCHET Gaelle | 500 | 1500 | 7500 |
| COINDET Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| COLIBEAUX Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| CONDERATKAN Christopher | 500 | 1500 | 7500 |
| CONSEIL Fabien | 500 | 1500 | 7500 |
| COPIER Aureore | 500 | 1500 | 7500 |
| COUR Thibauld | 500 | 1500 | 7500 |
| COUTOULY Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| COVRE Sandra | 500 | 1500 | 7500 |
| CRICK Jocelyn | 500 | 1500 | 7500 |
| CROS Bruno | 500 | 1500 | 7500 |
| CROS Didier | 500 | 1500 | 7500 |
| DANIEL Cyril | 500 | 1500 | 7500 |
| DECOGNIER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| DEDION Quentin | 500 | 1500 | 7500 |
| DEFOSSE Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| DEGABRIEL Elodie | 500 | 1500 | 7500 |
| DEGAT Julien | 500 | 1500 | 7500 |
| DEISSARD Thierry | 500 | 1500 | 7500 |
| DELAUNE Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DELEGER Raphaele | 500 | 1500 | 7500 |
| DELHAIE Tanguy | 500 | 1500 | 7500 |
| DELISLE Remy | 500 | 1500 | 7500 |
| DENCHE Marjorie | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|---------------------------------|-----|------|------|
| DEPAQUIT Christine | 500 | 1500 | 7500 |
| DEPIERRE Alain | 500 | 1500 | 7500 |
| DESCHANEL Yoann | 500 | 1500 | 7500 |
| DESPONT Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DEUTSCH Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| DEUTSCH Raphael | 500 | 1500 | 7500 |
| DIJOUX Pierrick | 500 | 1500 | 7500 |
| DOCHE Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| DOLCI Catherine | 500 | 1500 | 7500 |
| DOLO Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| DOUILLET Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| DROGUET Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| DUBOIS Laurence | 500 | 1500 | 7500 |
| DUMOULIN Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DUPOND Hugo | 500 | 1500 | 7500 |
| DURANTON Gilles | 500 | 1500 | 7500 |
| DUSSOLLIER Valerie | 500 | 1500 | 7500 |
| DUTANIER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| ETIENNE Benjamin | 500 | 1500 | 7500 |
| EVARD Emma | 500 | 1500 | 7500 |
| FAUQUEUR Richard | 500 | 1500 | 7500 |
| FERNANDEZ German | 500 | 1500 | 7500 |
| FERNANDEZ Raoul | 500 | 1500 | 7500 |
| FERRER Laurent | 500 | 1500 | 7500 |
| FILLION Yannick | 500 | 1500 | 7500 |
| FLORY Isabelle | 500 | 1500 | 7500 |
| FOCANT Pascal | 500 | 1500 | 7500 |
| FOISSAC Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| FRANCHET Benjamin | 500 | 1500 | 7500 |
| FRECHARD Fabrice | 500 | 1500 | 7500 |
| FRESIL Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| FUMERON Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| GAHA Woïhbi | 500 | 1500 | 7500 |
| GALLINEAU Vianney | 500 | 1500 | 7500 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 500 | 1500 | 7500 |
| GEFFROY Claire | 500 | 1500 | 7500 |
| GENTILINI Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| GESBERT Swen | 500 | 1500 | 7500 |
| GIGLIOLI Leon | 500 | 1500 | 7500 |
| GILLES Arthur | 500 | 1500 | 7500 |
| GILLET Gaetane | 500 | 1500 | 7500 |
| GIOVE Raphael | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------------|-----|------|------|
| GODEFROY Cyrille | 500 | 1500 | 7500 |
| GOEPP Antoine | 500 | 1500 | 7500 |
| GONZALEZ Nathalie | 500 | 1500 | 7500 |
| GORLIER Frederic | 500 | 1500 | 7500 |
| GOUJON Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| GRANGE Loic | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLAUME Sylvain | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLE Lucas | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLOT Benoit | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLOU Bernard | 500 | 1500 | 7500 |
| HANSEN Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| HAVERLAND Andre | 500 | 1500 | 7500 |
| HERBAUT Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| HONEGGER Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| JACQUET Camille | 500 | 1500 | 7500 |
| JALIBAT Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| JANIN Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| JECHOUX Dominick | 500 | 1500 | 7500 |
| JOLLAIN Marion | 500 | 1500 | 7500 |
| JORION Vincent | 500 | 1500 | 7500 |
| KACZOR Pauline | 500 | 1500 | 7500 |
| KOTNI Dimitri | 500 | 1500 | 7500 |
| KRAWCZYK Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| LACHE Jean-Noel | 500 | 1500 | 7500 |
| LACROIX Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| LAVIALLE Frederic | 500 | 1500 | 7500 |
| LE CALVEZ Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| LE GOFF Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| LE MOING Florent | 500 | 1500 | 7500 |
| LE ROLLAND Andrea | 500 | 1500 | 7500 |
| LEANDRY Floraly | 500 | 1500 | 7500 |
| LEBON Mathilde | 500 | 1500 | 7500 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 500 | 1500 | 7500 |
| LECOURT Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| LEFORT Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| LEVEQUE Valerie | 500 | 1500 | 7500 |
| LINGUET Willem | 500 | 1500 | 7500 |
| LOYER Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| LUTIC Ludovic | 500 | 1500 | 7500 |
| MAHROUG Rida | 500 | 1500 | 7500 |
| MAITRE Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| MALETERRE Alexie | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|-------------------------------|-----|------|------|
| MANCHON Lois | 500 | 1500 | 7500 |
| MARCININ Dorothee | 500 | 1500 | 7500 |
| MARCON Lea | 500 | 1500 | 7500 |
| MARGUET Francois-Regis | 500 | 1500 | 7500 |
| MARIA Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| MARIEL William | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTIN Alexandra | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTIN Loic | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTINEZ Jordan | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTINS Antoine | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTY Florence | 500 | 1500 | 7500 |
| MASQUELET Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| MEDEUF Willy | 500 | 1500 | 7500 |
| MEGARES Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCHE Jacques | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCIER Fanny | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCIER Thibault | 500 | 1500 | 7500 |
| MERLOT Raphael | 500 | 1500 | 7500 |
| MESLEM Soenya | 500 | 1500 | 7500 |
| MEUSNIER Romuald | 500 | 1500 | 7500 |
| MEYER Laure | 500 | 1500 | 7500 |
| MEYNOT Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| MIGNE Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| MILLEQUAND Camille | 500 | 1500 | 7500 |
| MOLINARI Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| MONSARRAT Lisa | 500 | 1500 | 7500 |
| MORISCOT Jean | 500 | 1500 | 7500 |
| MOUKTARIAN Gregory | 500 | 1500 | 7500 |
| MOULIA Xavier | 500 | 1500 | 7500 |
| MOUSTAFOV Stephane | 500 | 1500 | 7500 |
| MURA David | 500 | 1500 | 7500 |
| MURCIA Marc | 500 | 1500 | 7500 |
| NOEL Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| NOGUERA Mickael | 500 | 1500 | 7500 |
| NOTIN Gauvain | 500 | 1500 | 7500 |
| PASTOURET Franck | 500 | 1500 | 7500 |
| PAUTHE Audric | 500 | 1500 | 7500 |
| PELIZZARI Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| PEREIRA Louise | 500 | 1500 | 7500 |
| PERRET Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| PERRICHON Thierry | 500 | 1500 | 7500 |
| PHALIPPOU Benedicte | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|-------------------------------|-----|------|------|
| PIERRE Matthieu | 500 | 1500 | 7500 |
| PIERRE Patrice | 500 | 1500 | 7500 |
| PIOTR Stephan | 500 | 1500 | 7500 |
| PLANTIER Pierre | 500 | 1500 | 7500 |
| PLOUVIER Jonathan | 500 | 1500 | 7500 |
| POBELLE Herve | 500 | 1500 | 7500 |
| PONTABRY Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| PRAZZOLI Claire | 500 | 1500 | 7500 |
| QUINQUETON Denis | 500 | 1500 | 7500 |
| REMAN Michael | 500 | 1500 | 7500 |
| REMINY Yannick | 500 | 1500 | 7500 |
| RENAULT Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| REVILLARD Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| REY Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| REYNAUD Eric | 500 | 1500 | 7500 |
| RICHARD David | 500 | 1500 | 7500 |
| RICHARD Gerald | 500 | 1500 | 7500 |
| RIGLET Jennifer | 500 | 1500 | 7500 |
| ROSSET Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| ROTH Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| ROULEAU Mikael | 500 | 1500 | 7500 |
| ROUMANEIX Ubald | 500 | 1500 | 7500 |
| ROUX Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| RYNKA Jeremy | 500 | 1500 | 7500 |
| SACKO Makan | 500 | 1500 | 7500 |
| SAJOUS Karine | 500 | 1500 | 7500 |
| SCHWALLER Fanny | 500 | 1500 | 7500 |
| SEBAA Idris | 500 | 1500 | 7500 |
| SIMEON Audrey | 500 | 1500 | 7500 |
| SIX Armand | 500 | 1500 | 7500 |
| SNOUSSI Ahmed | 500 | 1500 | 7500 |
| STEFANIDI Alexandre | 500 | 1500 | 7500 |
| STEVELBERG Remi-Numa | 500 | 1500 | 7500 |
| STOESSEL Mathilde | 500 | 1500 | 7500 |
| TERRYN Dominique | 500 | 1500 | 7500 |
| TIREAU Elise | 500 | 1500 | 7500 |
| TOUNSI Leonard | 500 | 1500 | 7500 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 500 | 1500 | 7500 |
| TUTIN Jeremy | 500 | 1500 | 7500 |
| VACHERET Cedric | 500 | 1500 | 7500 |
| VARNEROT Lea | 500 | 1500 | 7500 |
| VERCHERAND Xavier | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------|-----|------|------|
| VIEL Julien | 500 | 1500 | 7500 |
| VIGUIER Elisabeth | 500 | 1500 | 7500 |
| VIRASSAMY Yoann | 500 | 1500 | 7500 |
| WATHIER Damien | 500 | 1500 | 7500 |
| YAHY Fouad | 500 | 1500 | 7500 |
| YAHIAOUI Kilian | 500 | 1500 | 7500 |
| YILDIZ Volcan | 500 | 1500 | 7500 |
| ZANINA Raja | 500 | 1500 | 7500 |

Annexe VIII à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional GALY Hugues-Lionel
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| ABDELLAOUI Ilyasse | 500 | 1500 | 7500 |
| ANDOCHE Marie | 500 | 1500 | 7500 |
| AUMIS Felix | 500 | 1500 | 7500 |
| AUTIN Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| AUVIGNE Laurence | 500 | 1500 | 7500 |
| BACO Yasser | 500 | 1500 | 7500 |
| BARBAN Hugo | 500 | 1500 | 7500 |
| BARTKOWIAK Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| BARTON Gregory | 500 | 1500 | 7500 |
| BAUMONT Marc | 500 | 1500 | 7500 |
| BECHAALANI Marie-Line | 500 | 1500 | 7500 |
| BELHABIB Faudil | 500 | 1500 | 7500 |
| BERGERON Francois-Xavier | 500 | 1500 | 7500 |
| BERNARD Arnaud | 500 | 1500 | 7500 |
| BERNIGOLE Margaux | 500 | 1500 | 7500 |
| BERODIER Jordan | 500 | 1500 | 7500 |
| BERTHOMME Cedric | 500 | 1500 | 7500 |
| BERTRAND Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| BERY Nathalie | 500 | 1500 | 7500 |
| BILLON Pierre-Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| BLACHE Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| BLANCON Florian | 500 | 1500 | 7500 |
| BOGILLOT Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| BOISSARD Pierre | 500 | 1500 | 7500 |
| BONNARD Paul | 500 | 1500 | 7500 |
| BONNEPART Carine | 500 | 1500 | 7500 |
| BOTON Laurent | 500 | 1500 | 7500 |
| BOUAKKAZ Yamin | 500 | 1500 | 7500 |
| BOURLY Jean-Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| BRESSAND Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| BROUTEL Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| BRU Lucas | 500 | 1500 | 7500 |
| BRUGUIERE Martin | 500 | 1500 | 7500 |
| BRUNENKANT Jean-Michel | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------------|-----|------|------|
| BUTTE Mikael | 500 | 1500 | 7500 |
| CADET Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| CADIS Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| CAILLOUET Adrien | 500 | 1500 | 7500 |
| CALDERON Jean-Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| CAMUS Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| CANCELLIERI Altea | 500 | 1500 | 7500 |
| CAPILLA Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| CELLARIER Robin | 500 | 1500 | 7500 |
| CHANTELOUBE Eline | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARNOZ Lou-Anne | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARTON Florent | 500 | 1500 | 7500 |
| CHARVET Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| CHATANAY Cyril | 500 | 1500 | 7500 |
| CHAUVEAU Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| CHAUVET Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| CILLER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| CLERMONT Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| COCHET Gaelle | 500 | 1500 | 7500 |
| COINDET Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| COLIBEAUX Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| CONDERATKAN Christopher | 500 | 1500 | 7500 |
| CONSEIL Fabien | 500 | 1500 | 7500 |
| COPIER Aurore | 500 | 1500 | 7500 |
| COUR Thibault | 500 | 1500 | 7500 |
| COUTOULY Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| COVRE Sandra | 500 | 1500 | 7500 |
| CRICK Jocelyn | 500 | 1500 | 7500 |
| CROS Bruno | 500 | 1500 | 7500 |
| CROS Didier | 500 | 1500 | 7500 |
| DANIEL Cyril | 500 | 1500 | 7500 |
| DECOGNIER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| DEDION Quentin | 500 | 1500 | 7500 |
| DEFOSSE Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| DEGABRIEL Elodie | 500 | 1500 | 7500 |
| DEGAT Julien | 500 | 1500 | 7500 |
| DEISSARD Thierry | 500 | 1500 | 7500 |
| DELAUNE Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DELEGER Raphaelae | 500 | 1500 | 7500 |
| DELHAIE Tanguy | 500 | 1500 | 7500 |
| DELISLE Remy | 500 | 1500 | 7500 |
| DENCHE Marjorie | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|---------------------------------|-----|------|------|
| DEPAQUIT Christine | 500 | 1500 | 7500 |
| DEPIERRE Alain | 500 | 1500 | 7500 |
| DESCHANEL Yoann | 500 | 1500 | 7500 |
| DESPONT Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DEUTSCH Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| DEUTSCH Raphael | 500 | 1500 | 7500 |
| DIJOUX Pierrick | 500 | 1500 | 7500 |
| DOCHE Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| DOLCI Catherine | 500 | 1500 | 7500 |
| DOLO Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| DOUILLET Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| DROGUET Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| DUBOIS Laurence | 500 | 1500 | 7500 |
| DUMOULIN Francois | 500 | 1500 | 7500 |
| DUPOND Hugo | 500 | 1500 | 7500 |
| DURANTON Gilles | 500 | 1500 | 7500 |
| DUSSOLLIER Valerie | 500 | 1500 | 7500 |
| DUTANIER Thomas | 500 | 1500 | 7500 |
| ETIENNE Benjamin | 500 | 1500 | 7500 |
| EVRARD Emma | 500 | 1500 | 7500 |
| FAUQUEUR Richard | 500 | 1500 | 7500 |
| FERNANDEZ German | 500 | 1500 | 7500 |
| FERNANDEZ Raoul | 500 | 1500 | 7500 |
| FERRER Laurent | 500 | 1500 | 7500 |
| FILLION Yannick | 500 | 1500 | 7500 |
| FLORY Isabelle | 500 | 1500 | 7500 |
| FOCANT Pascal | 500 | 1500 | 7500 |
| FOISSAC Guillaume | 500 | 1500 | 7500 |
| FRANCHET Benjamin | 500 | 1500 | 7500 |
| FRECHARD Fabrice | 500 | 1500 | 7500 |
| FRESIL Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| FUMERON Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| GAHA Woihbi | 500 | 1500 | 7500 |
| GALLINEAU Vianney | 500 | 1500 | 7500 |
| GARRIGUES-BLANC Caroline | 500 | 1500 | 7500 |
| GEFFROY Claire | 500 | 1500 | 7500 |
| GENTILINI Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| GESBERT Swen | 500 | 1500 | 7500 |
| GIGLIOLI Leon | 500 | 1500 | 7500 |
| GILLES Arthur | 500 | 1500 | 7500 |
| GILLET Gaetane | 500 | 1500 | 7500 |
| GIOVE Raphael | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------------|-----|------|------|
| GODEFROY Cyrille | 500 | 1500 | 7500 |
| GOEPP Antoine | 500 | 1500 | 7500 |
| GONZALEZ Nathalie | 500 | 1500 | 7500 |
| GORLIER Frederic | 500 | 1500 | 7500 |
| GOUJON Romain | 500 | 1500 | 7500 |
| GRANGE Loic | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLAUME Sylvain | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLE Lucas | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLOT Benoit | 500 | 1500 | 7500 |
| GUILLOU Bernard | 500 | 1500 | 7500 |
| HANSEN Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| HAVERLAND Andre | 500 | 1500 | 7500 |
| HERBAUT Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| HONEGGER Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| JACQUET Camille | 500 | 1500 | 7500 |
| JALIBAT Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| JANIN Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| JECHOUX Dominick | 500 | 1500 | 7500 |
| JOLLAIN Marion | 500 | 1500 | 7500 |
| JORION Vincent | 500 | 1500 | 7500 |
| KACZOR Pauline | 500 | 1500 | 7500 |
| KOTNI Dimitri | 500 | 1500 | 7500 |
| KRAWCZYK Maxime | 500 | 1500 | 7500 |
| LACHE Jean-Noel | 500 | 1500 | 7500 |
| LACROIX Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| LAVIALLE Frederic | 500 | 1500 | 7500 |
| LE CALVEZ Yves | 500 | 1500 | 7500 |
| LE GOFF Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| LE MOING Florent | 500 | 1500 | 7500 |
| LE ROLLAND Andrea | 500 | 1500 | 7500 |
| LEANDRY Floraly | 500 | 1500 | 7500 |
| LEBON Mathilde | 500 | 1500 | 7500 |
| LEBOURGEOIS Jean-Claude | 500 | 1500 | 7500 |
| LECOURT Valentin | 500 | 1500 | 7500 |
| LEFORT Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| LEVEQUE Valerie | 500 | 1500 | 7500 |
| LINGUET Willem | 500 | 1500 | 7500 |
| LOYER Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| LUTIC Ludovic | 500 | 1500 | 7500 |
| MAHROUG Rida | 500 | 1500 | 7500 |
| MAITRE Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| MALETERRE Alexie | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|-------------------------------|-----|------|------|
| MANCHON Lois | 500 | 1500 | 7500 |
| MARCININ Dorothee | 500 | 1500 | 7500 |
| MARCON Lea | 500 | 1500 | 7500 |
| MARGUET Francois-Regis | 500 | 1500 | 7500 |
| MARIA Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| MARIEL William | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTIN Alexandra | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTIN Loic | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTINEZ Jordan | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTINS Antoine | 500 | 1500 | 7500 |
| MARTY Florence | 500 | 1500 | 7500 |
| MASQUELET Cecile | 500 | 1500 | 7500 |
| MEDEUF Willy | 500 | 1500 | 7500 |
| MEGARES Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCHE Jacques | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCIER Fanny | 500 | 1500 | 7500 |
| MERCIER Thibault | 500 | 1500 | 7500 |
| MERLOT Raphael | 500 | 1500 | 7500 |
| MESLEM Soenya | 500 | 1500 | 7500 |
| MEUSNIER Romuald | 500 | 1500 | 7500 |
| MEYER Laure | 500 | 1500 | 7500 |
| MEYNOT Kevin | 500 | 1500 | 7500 |
| MIGNE Mathieu | 500 | 1500 | 7500 |
| MILLEQUAND Camille | 500 | 1500 | 7500 |
| MOLINARI Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| MONSARRAT Lisa | 500 | 1500 | 7500 |
| MORISCOT Jean | 500 | 1500 | 7500 |
| MOUKTARIAN Gregory | 500 | 1500 | 7500 |
| MOULIA Xavier | 500 | 1500 | 7500 |
| MOUSTAFOV Stephane | 500 | 1500 | 7500 |
| MURA David | 500 | 1500 | 7500 |
| MURCIA Marc | 500 | 1500 | 7500 |
| NOEL Anthony | 500 | 1500 | 7500 |
| NOGUERA Mickael | 500 | 1500 | 7500 |
| NOTIN Gauvain | 500 | 1500 | 7500 |
| PASTOURET Franck | 500 | 1500 | 7500 |
| PAUTHE Audric | 500 | 1500 | 7500 |
| PELIZZARI Emmanuel | 500 | 1500 | 7500 |
| PEREIRA Louise | 500 | 1500 | 7500 |
| PERRET Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| PERRICHON Thierry | 500 | 1500 | 7500 |
| PHALIPPOU Benedicte | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|-------------------------------|-----|------|------|
| PIERRE Matthieu | 500 | 1500 | 7500 |
| PIERRE Patrice | 500 | 1500 | 7500 |
| PIOTR Stephan | 500 | 1500 | 7500 |
| PLANTIER Pierre | 500 | 1500 | 7500 |
| PLOUVIER Jonathan | 500 | 1500 | 7500 |
| POBELLE Herve | 500 | 1500 | 7500 |
| PONTABRY Yann | 500 | 1500 | 7500 |
| PRAZZOLI Claire | 500 | 1500 | 7500 |
| QUINQUETON Denis | 500 | 1500 | 7500 |
| REMAN Michael | 500 | 1500 | 7500 |
| REMINY Yannick | 500 | 1500 | 7500 |
| RENAULT Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| REVILLARD Jerome | 500 | 1500 | 7500 |
| REY Aurelie | 500 | 1500 | 7500 |
| REYNAUD Eric | 500 | 1500 | 7500 |
| RICHARD David | 500 | 1500 | 7500 |
| RICHARD Gerald | 500 | 1500 | 7500 |
| RIGLET Jennifer | 500 | 1500 | 7500 |
| ROSSET Christophe | 500 | 1500 | 7500 |
| ROTH Olivier | 500 | 1500 | 7500 |
| ROULEAU Mikael | 500 | 1500 | 7500 |
| ROUMANEIX Ubald | 500 | 1500 | 7500 |
| ROUX Sebastien | 500 | 1500 | 7500 |
| RYNKA Jeremy | 500 | 1500 | 7500 |
| SACKO Makan | 500 | 1500 | 7500 |
| SAJOUS Karine | 500 | 1500 | 7500 |
| SCHWALLER Fanny | 500 | 1500 | 7500 |
| SEBAA Idris | 500 | 1500 | 7500 |
| SIMEON Audrey | 500 | 1500 | 7500 |
| SIX Armand | 500 | 1500 | 7500 |
| SNOUSSI Ahmed | 500 | 1500 | 7500 |
| STEFANIDI Alexandre | 500 | 1500 | 7500 |
| STEVELBERG Remi-Numa | 500 | 1500 | 7500 |
| STOESSEL Mathilde | 500 | 1500 | 7500 |
| TERRYN Dominique | 500 | 1500 | 7500 |
| TIREAU Elise | 500 | 1500 | 7500 |
| TOUNSI Leonard | 500 | 1500 | 7500 |
| TREVISAN Jean-Baptiste | 500 | 1500 | 7500 |
| TUTIN Jeremy | 500 | 1500 | 7500 |
| VACHERET Cedric | 500 | 1500 | 7500 |
| VARNEROT Lea | 500 | 1500 | 7500 |
| VERCHERAND Xavier | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|--------------------------|-----|------|------|
| VIEL Julien | 500 | 1500 | 7500 |
| VIGUIER Elisabeth | 500 | 1500 | 7500 |
| VIRASSAMY Yoann | 500 | 1500 | 7500 |
| WATHIER Damien | 500 | 1500 | 7500 |
| YAHY Fouad | 500 | 1500 | 7500 |
| YAHIAOUI Kilian | 500 | 1500 | 7500 |
| YILDIZ Volcan | 500 | 1500 | 7500 |
| ZANINA Raja | 500 | 1500 | 7500 |

ANNECY, LE 21 AVR. 2022

DR ANNECY

34, AV DU PARMELAN

74004 ANNECY

Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie
Téléphone : 09 70 27 30 34
Télécopie : 04 50 51 00 68
Mél : dr-leman@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2022/4 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE

GALY Hugues-Lionel

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional

GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Décharge | Recouvrement | Rejet | Restitution | Réduction |
|--|----------|--------------|-------|-------------|-----------|
|--|----------|--------------|-------|-------------|-----------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional

GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| Matricule 18048 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 37042 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 37187 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 38942 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 38966 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 40113 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 40246 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 40639 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 40748 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41228 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41342 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41363 | illimité | 100000 | 250000 |
| Matricule 41637 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41720 | 2000 | 20000 | 60000 |
| Matricule 41801 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41834 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 41910 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 42250 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 42320 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 42597 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 42657 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 42663 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 42804 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 42854 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 43922 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 44240 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 44288 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 44584 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 44732 | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|------------------------|----------|--------|--------|
| Matricule 45044 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 45212 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 45463 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 45579 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 45660 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 45663 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 45686 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 46045 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 46376 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 46543 | illimité | 100000 | 250000 |
| Matricule 46664 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 50116 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 50144 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 50226 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 50300 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 50746 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 50762 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51036 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 51038 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51072 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51110 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51382 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51594 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 51638 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 51750 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51896 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51960 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 51964 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52142 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52274 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52348 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52589 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 52610 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52722 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52754 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52840 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52898 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 52986 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53056 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53198 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53284 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53289 | 2000 | 20000 | 60000 |

| | | | |
|------------------------|------|-------|-------|
| Matricule 53360 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53414 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53498 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53592 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 53988 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54210 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 54270 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54274 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54581 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54684 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54852 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 54954 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55056 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55070 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55312 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55452 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55534 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55696 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55722 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55794 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55817 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 55820 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 55844 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 55936 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56056 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56084 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56146 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56164 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 56187 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 56324 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56337 | 2000 | 20000 | 60000 |
| Matricule 56396 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56409 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 56410 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56668 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 56724 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56726 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56784 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56826 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 56878 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57080 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57095 | 2000 | 20000 | 60000 |

| | | | |
|------------------------|------|-------|-------|
| Matricule 57270 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57281 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57471 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57472 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57498 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57519 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57656 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57766 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57925 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 57954 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58038 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58056 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58104 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 58228 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58307 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58381 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58447 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58516 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58648 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 58950 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59004 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 59047 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59066 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59120 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59141 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59200 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 59322 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59338 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59536 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59676 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59691 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59954 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59967 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 59983 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60091 | 2000 | 20000 | 60000 |
| Matricule 60134 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60150 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60216 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60402 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60480 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 60522 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60632 | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|------------------------|------|-------|-------|
| Matricule 60708 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60727 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 60736 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60898 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60916 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60919 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 60936 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60964 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 60978 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61006 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61008 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61120 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61122 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61178 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61188 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61192 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61274 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61275 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61330 | 1500 | 10000 | 30000 |
| Matricule 61340 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61360 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61542 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61546 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61554 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61664 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61708 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61710 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61814 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61844 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61870 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 61980 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62318 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62332 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62364 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62470 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62488 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62536 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62544 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62582 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62618 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62634 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62656 | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|------------------------|------|------|-------|
| Matricule 62706 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62853 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62854 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62864 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62942 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 62960 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63082 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63168 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63170 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63242 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63273 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63293 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63384 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63400 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63406 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63463 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63686 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63694 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63696 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63724 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63782 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 63870 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64004 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64065 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64086 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64087 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64142 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64192 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64212 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64333 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64335 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64342 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64348 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64362 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64376 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64386 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64416 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64428 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64476 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64508 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64540 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64542 | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|------------------------|------|------|-------|
| Matricule 64564 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64614 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64636 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64665 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64692 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64742 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64800 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64838 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64850 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64913 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64942 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64954 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 64962 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65176 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65250 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65292 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65308 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65472 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65508 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65530 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65534 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65602 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65644 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65650 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65660 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65664 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65666 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65670 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65716 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65736 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65824 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65834 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65860 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65884 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65902 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65928 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65930 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65932 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65970 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65974 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65994 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 65998 | 1000 | 3000 | 15000 |

| | | | |
|------------------------|------|------|-------|
| Matricule 66006 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66040 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66056 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66076 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66082 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66086 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66100 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66104 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66142 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66144 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66158 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66184 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66196 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66198 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66236 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66270 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66280 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66306 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66312 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66328 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66342 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66366 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66370 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66384 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66428 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66434 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66442 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66462 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66466 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66468 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66472 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66484 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66510 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66558 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66574 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66600 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66674 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66682 | 1000 | 3000 | 15000 |
| Matricule 66690 | 1000 | 3000 | 15000 |

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional

GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional

GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Chèques, effets de commerce... | Montant des billets, pièces... |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
|---|--------------------------------|--------------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional

GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| Matricule 18048 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 37042 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 38942 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 40639 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 41342 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 41637 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 41834 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 42250 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 42320 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 42597 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 42804 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 42854 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 44240 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 44584 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 45044 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 45579 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 45660 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 46664 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 50226 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 50300 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 50746 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 50762 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51036 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51110 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51382 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51594 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51638 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 51750 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52274 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 52610 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52722 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52754 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52840 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52898 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 52986 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 53284 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 53360 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 53414 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 53498 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 53988 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 54270 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 54581 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 54684 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 54852 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 54954 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55056 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55070 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55452 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55534 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55696 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55722 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55817 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55820 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 55844 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56084 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56164 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56187 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56324 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56396 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56409 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56410 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56668 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56724 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56726 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56784 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56826 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 56878 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 57080 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 57270 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 57498 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 57656 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 57766 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 57954 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58038 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58056 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58104 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58228 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58516 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 58648 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59004 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59066 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59120 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59200 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59322 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59338 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59536 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59676 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59967 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 59983 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60134 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60150 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60216 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60402 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60522 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60632 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60708 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60736 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60898 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60916 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60919 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60936 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60964 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 60978 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61006 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61120 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61122 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61178 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61188 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61192 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61274 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61275 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61330 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61340 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 61360 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61542 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61546 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61554 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61664 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61708 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61710 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61814 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61844 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 61980 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62318 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62332 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62364 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62470 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62488 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62536 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62544 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62582 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62618 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62634 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62656 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62706 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62853 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62854 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62864 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62942 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 62960 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63082 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63168 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63170 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63242 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63273 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63384 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63400 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63406 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63463 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63686 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63694 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63696 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63724 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 63782 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64004 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 64086 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64087 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64142 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64192 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64212 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64333 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64342 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64348 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64362 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64376 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64386 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64416 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64428 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64476 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64508 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64540 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64542 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64564 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64614 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64636 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64692 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64742 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64800 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64838 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64850 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64942 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64954 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 64962 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65176 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65250 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65292 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65308 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65472 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65508 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65530 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65534 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65602 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65644 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65650 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65660 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65664 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65666 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 65670 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65716 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65736 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65824 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65828 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65834 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65860 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65884 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65902 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65928 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65930 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65932 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65970 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65974 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65994 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 65998 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66006 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66040 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66056 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66076 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66082 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66086 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66100 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66104 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66142 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66144 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66158 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66184 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66196 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66198 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66236 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66270 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66280 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66306 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66312 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66328 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66342 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66366 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66370 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66384 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66428 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66434 | 500 | 1500 | 7500 |

| | | | |
|------------------------|-----|------|------|
| Matricule 66442 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66462 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66466 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66468 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66472 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66484 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66510 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66558 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66574 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66600 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66674 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66682 | 500 | 1500 | 7500 |
| Matricule 66690 | 500 | 1500 | 7500 |

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/4 du 21 avr. 2022 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

74_Pôle administratif des installations classées

74-2022-04-25-00002

APPAIC-2022-0027 - SA SAGRADRANSE



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 25 avril 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2022-0027 du 25/04/2022

Portant mise en demeure à la **société SAGRADRANSE**, qui exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de MEILLERIE

VU le code de l'environnement et notamment les points I et III de son article L.171-7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-030 du 16 avril 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thomas FAUCONNIER, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC 2002-0006 du 25/01/2022 autorisant le renouvellement de l'exploitation par la société Sagranse d'une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Meillerie ;

VU la visite d'inspection relative à l'action régionale 2022 concernant la sécurité incendie et réalisée sur le site le 21 mars 2022 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 mars 2022 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 31 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant suite à la transmission du rapport susvisé effectuée dans le cadre de la procédure contradictoire du 31 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 mars 2022 de la carrière des Etalins sur la commune de Meillerie, exploitée par la société Sagradranse, l'inspection a constaté que la réserve d'eau incendie d'une capacité de 120 m³ n'était pas installée sur le site ;

Adresse postale : PAIC - 3 rue Paul Guiton, 74 000 ANNECY
Tel : 04 50 08 09 26
Mél : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/2

Préfecture labellisée Qual-e-Pref
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur



CONSIDÉRANT que cette réserve devait être mise en place à la date de notification de l'arrêté préfectoral du 25/01/2022 qui autorise le renouvellement de l'exploitation de ce site ;

CONSIDÉRANT que le jour de l'inspection, l'exploitant nous a déclaré :

- qu'il allait commander cette « réserve souple eau incendie » (8,88*11,70*1,6) ;
- que sa mise en place nécessite un retalutage et un terrassement ;
- qu'il prévoyait sa mise en place effective cet été ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue néanmoins un non-respect des articles 43 et 71 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1 :

La société Sagradranse, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 1040 route de la Dranse, BP 604, 74 500 Amphions-Les-Bains, est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois, les dispositions des articles 43 et 71 de l'arrêté préfectoral n°PAIC 2022-0006 du 25/01/2022 autorisant le renouvellement de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Meillerie.

Article 2 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société Sagradranse.

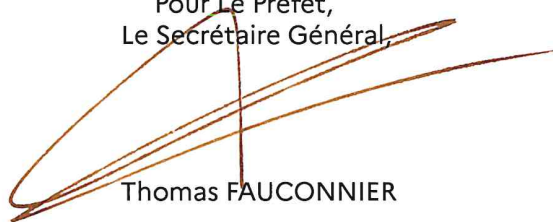
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Meillerie.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Thomas FAUCONNIER

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00004

AP Nomination comptable AFPA du Plateau de
Loex



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Liberté
Égalité
Fraternité

PREFECTURE DE LA HAUTE SAVOIE
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme
DRCL/BAFU/PV

Annecy, le **21 AVR. 2022**

Le Préfet de la Haute-Savoie

Arrêté DRCL/BAFU-2022-0043 portant nomination du comptable public de l'Association Foncière Pastorale autorisée du Plateau de Loëx.

- Vu** les articles L.135-1 à L. 135-12 et R.135-2 à R 135-10 du Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires ;
- Vu** le décret du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;
- Vu** l'arrêté DRCL/BAFU-2021-0092 du 23 novembre 2021 portant constitution de l'association foncière pastorale autorisée du Plateau de Loëx ;
- Vu** l'avis de M. le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Savoie en date du 2 décembre 2021

ARRÊTE

Article 1^{er}: Le comptable public, responsable de la trésorerie de Taninges, est nommé comptable de l'Association Foncière pastorale autorisée du Plateau de Loëx à Taninges.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
M. le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Savoie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général



Thomas FAUCONNIER

Adresse postale : Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie - BP 2332 - 74 034 Annecy cedex
Tél : 04.50.33.60.00 - Fax : 04.50.52.90.05 - <http://www.haute-savoie.pref.gouv.fr>

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2022-04-19-00015

Arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0039
portant renouvellement d'agrément du comité
départemental de la Haute-Savoie de la
fédération française de sauvetage et de
secourisme (CD74 FFSS) pour les formations aux
premiers secours



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du cabinet

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, 19 avril 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0039

portant renouvellement d'agrément du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme (CD74 FFSS) pour les formations aux premiers secours

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU le décret n°92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1) ;

VU l'arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau de 1 » (PSE 1) ;

Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie
BP 2332 - 74034 Annecy cedex
Tel : 04 50 33 60 00
Mél : nom.prenom@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : **Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur**



VU l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2) ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » ;

VU l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

VU l'arrêté du 30 juin 2017 instituant une sensibilisation aux « gestes qui sauvent » ;

VU l'arrêté du 20 octobre 2021 renouvelant l'agrément national de sécurité civile pour la fédération française de sauvetage et de secourisme;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/SIDPC/2020-076 du 7 août 2020 portant renouvellement d'agrément du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme pour les formations aux premiers secours ;

VU le dossier de renouvellement d'agrément daté du 11 avril 2022 transmis par le comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme à la préfecture ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet ;

A R R E T E

Article 1 : En application du titre II de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé, le comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme est agréé, dans le département de la Haute-Savoie, pour délivrer les unités d'enseignements suivantes :

- gestes qui sauvent ;
- prévention et secours civiques de niveau 1 ;
- premiers secours en équipe de niveau 1 ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 ;
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours, associée ou non à celle de pédagogie initiale et commune de formateur ;
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques, associée ou non à celle de pédagogie initiale et commune de formateur ;

Ces unités d'enseignements peuvent être dispensées seulement si les référentiels internes de formation et de certification, élaborés par la fédération française de sauvetage et de secourisme, ont fait l'objet d'une décision d'agrément par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, en cours de validité lors de la formation.

Article 2 : L'association s'engage à :

- assurer les formations aux premiers secours conformément aux conditions décrites dans le dossier déposé à la préfecture, dans le respect de son agrément et des dispositions organisant les premiers secours et leur formation ;
- disposer d'un nombre suffisant de formateurs, médecins et moniteurs pour la conduite satisfaisante des sessions qu'elle organise ;
- assurer ou faire assurer le recyclage des membres de l'équipe pédagogique ;
- adresser annuellement au préfet, un bilan d'activités faisant apparaître notamment le nombre d'auditeurs, le nombre d'attestations de formation aux premiers secours délivrées, ainsi que le nombre de participations de ses médecins et enseignants aux sessions d'examens organisées dans le département.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de deux ans et sera renouvelé sous réserve du respect des conditions fixées par le présent arrêté et du déroulement effectif de sessions de formation.

Article 4 : S'il est constaté des insuffisances graves dans les activités du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme, notamment un fonctionnement non conforme aux conditions décrites dans le dossier ou aux dispositions organisant les premiers secours et leur enseignement, le préfet peut :

- suspendre les sessions de formation ;
- refuser l'inscription des auditeurs aux examens des différentes formations aux premiers secours ;
- suspendre l'autorisation d'enseigner des formateurs ;
- retirer l'agrément.

En cas de retrait de l'agrément, un délai de six mois sera respecté avant de pouvoir instruire une nouvelle demande.

Article 5 : Toute modification de la composition de l'équipe pédagogique du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme, ainsi que tout changement de l'organisation des formations aux premiers secours devra être signalé par lettre au préfet.

Article 6 : Madame la directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le président du comité départemental de la Haute-Savoie de la fédération française de sauvetage et de secourisme et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet,
la sous-préfète, directrice de cabinet



Animya N'TCHANDY

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2022-04-21-00008

Je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe l'arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0040 portant renouvellement de l'agrément départemental de sécurité civile pour l'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie (ADSSM 74).



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du cabinet

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 21 avril 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/CAB/SIDPC/2022-0040

portant renouvellement de l'agrément départemental de sécurité civile pour l'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie (ADSSM 74)

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 725-1, L. 725-3 et R. 725-1 à R. 725-11 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours ;

VU l'arrêté du 27 février 2017 relatif aux agréments des associations de sécurité civile pour la participation aux opérations de secours dénommé agrément « A » ;

VU l'arrêté du 27 février 2017 relatif à l'agrément des associations de sécurité civile pour la participation aux actions de soutien et d'accompagnement des populations victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes, dénommé agrément « B » ;

VU l'arrêté du 27 février 2017 relatif à l'agrément des associations de sécurité civile pour la participation à l'encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations, dénommé agrément « C » ;

Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie
BP 2332 - 74034 Annecy cedex
Tel : 04 50 33 60 00
Mél : nom.prenom@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : **Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur**



VU l'arrêté du 27 février 2017 relatif à l'agrément des associations de sécurité civile pour les dispositifs prévisionnels de secours, dénommé agrément « D » ;

VU le dossier de demande d'agrément départemental de sécurité civile transmis par l'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie le 4 avril 2022 ;

VU les avis rendus par le service départemental d'incendie et de secours et le service d'aide médicale d'urgence de Haute-Savoie ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet ;

A R R Ê T E

Article 1er : L'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie est agréée au niveau départemental, pour une durée de trois ans, pour les missions de sécurité civile définies ci-après :

| TYPE D'AGREMENT | CHAMP GEOGRAPHIQUE d'action des missions | TYPE DE MISSIONS DE SECURITE CIVILE |
|------------------------|---|---|
| Départemental | Département de la Haute-Savoie | A : Participation aux opérations de secours : <ul style="list-style-type: none">• A. Secours aux personnes• A. Cynotechnie en matière d'avalanches B : Actions de soutiens aux populations sinistrées C : Encadrement des bénévoles lors des actions de soutien aux populations sinistrées D : Dispositifs prévisionnels de secours de petite à grande envergure (DPS-PE à GE) |

Article 2 : L'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie est composée des membres suivants :

- la société Chamoniarde de secours en montagne ;
- la société de secours en montagne d'Annecy ;
- la société de secours en montagne du Chablais ;
- la société de secours en montagne du pays Rochois ;
- la société de secours en montagne de Saint Gervais / Val Montjoie ;
- la société de secours en montagne du Salève ;
- la société de secours en montagne de Samoëns ;
- la société de secours en montagne de Tournette / Aravis ;
- l'association départementale des maîtres-chiens d'avalanche du secours en montagne de Haute-Savoie.

Article 3 : L'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie, agréée de sécurité civile, apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

Article 4 : L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par le décret du 27 février 2006 susvisé.

Article 5 : L'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie s'engage à signaler sans délai, au Préfet, toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le plan de l'agrément de sécurité civile pour lequel cet arrêté a été pris.

Article 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Haute-Savoie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de l'association départementale des sociétés de secours en montagne de la Haute-Savoie et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet,
la sous-préfète, directrice de cabinet



Animya N'TCHANDY

DSDEN 74

74-2022-04-11-00006

Arrete DSDEN SDJES RH 2022-0002-1



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux de l'Éducation
nationale de la Haute-Savoie
Service départemental à la jeunesse, à l'engagement
et aux sports

Le préfet de la Haute-Savoie

Lundi 11 avril 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° DSDEN/SDJES/RH/2022-0002

Portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif au titre de la promotion du 14 juillet 2022

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 79 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU le décret n° 2013-1191 du 18 décembre 2013 modifiant le décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;

VU l'avis favorable des membres de la commission chargée d'étudier les candidatures, réunie le 2 mars 2022 ;

SUR proposition du chef du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Haute-Savoie;

ARRÊTE

Article 1er : La médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif, au titre de la promotion du 14 juillet 2022, est conférée à :

Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie
BP 2332 - 74034 Annecy cedex
Tel : 04 50 33 60 00
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/2

Préfecture labellisée Qual-e-Pref depuis le 18 décembre 2019. Modules 1 et 7 : Relation générale avec les usagers & Communication d'urgence en cas d'événement majeur



| | |
|--|-----------------------|
| Madame FEIGE épouse PERRIN Anne-Marie | Engagement associatif |
| Madame BOUVARD épouse PASINI Josette | FOOTBALL |
| Madame BALLAND épouse GALLAY Sonia | FOOTBALL |
| Madame BADIN Amandine | FOOTBALL |
| Madame LATINI Emma | KICK BOXING |
| Madame MUGNIER épouse REGILLO Laurence | FOOTBALL |
| Madame MOLLEX veuve DECHAUX-BLANC Marie-Antoinette | Engagement associatif |
| Madame CHALAND Béatrice | Engagement associatif |
| Madame PELET Janine | Éducation populaire |
| Madame GARNIER épouse SALLA NTOUNGA Jeanne | HANDISPORT |
| Monsieur ABRAHAM Philippe | Engagement associatif |
| Monsieur ESPINASSE Jean-Claude | SPÉLÉOLOGIE |
| Monsieur BLONDAZ Raymond | Engagement associatif |
| Monsieur CLARINO Roger | SKI |
| Monsieur PERTIN Claude | OMNISPORT |
| Monsieur GUINOIS Jean-Michel | OMNISPORT |
| Monsieur PELLOUX François | OMNISPORT |
| Monsieur DE SOUSA Antonio | FOOTBALL |
| Monsieur MISSILLIER Éric | Engagement associatif |
| Monsieur PICCON Bruno | FOOTBALL |
| Monsieur PUYBARAUD Denis | Engagement associatif |
| Monsieur MUGNIER Gilles | FOOTBALL |
| Monsieur DUPUIS Jean-Jacques | FOOTBALL |
| Monsieur BEAUVOIS Paul | Engagement associatif |
| Monsieur HENRY José | TIR SPORTIF |
| Monsieur BLANDIN Michel | HANDISPORT |

Article 2 : Le directeur de cabinet du préfet et le chef du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,

Alain ESPINASSE

Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie
 BP 2332 - 74034 Annecy cedex
 Tel : 04 50 33 60 00
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

2/2

Préfecture labellisée Qual-e-Pref depuis le 19 décembre 2019. Modules 1 et 7 : Relation générale avec les usagers & Communication d'urgence en cas d'événement majeur

